

Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois. Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois. 1971.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici pour accéder aux tarifs et à la licence](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés sauf dans le cadre de la copie privée sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source Gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue par un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE
DU
VENDOMOIS

ANNÉE 1971



.....
GRANDE IMPRIMERIE DE BLOIS
MULTIPRES PARIS S A R L
— 21, avenue Maunoury —
.....

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE
DU VENDOMOIS



Avis à nos amis

A nos amis hors Vendôme, dont les cotisations ne sont pas recueillies à domicile, nous conseillons de s'acquitter chaque année le jour même où ils reçoivent notre bulletin.

Cela leur donnera un point de repère dans le temps, évitera au trésorier des démarches coûteuses pour la Société et supprimera pour les « oublieux » ces petites tracasseries aussi inutiles qu'irritantes.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE
DU
VENDOMOIS

Reconnue d'utilité publique par décret du 15 Mars 1877

ANNÉE 1971

SOMMAIRE

300 ^e assemblée générale, 21 avril 1971	5
301 ^e assemblée générale, 1 ^{er} décembre 1971	6
La Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendomois à Argentomagus	9
Nouveaux sociétaires : admissions prononcées en 1971	13
Chronique de l'année 1971	14
Mademoiselle Trocmé (1887-1971)	16
Principaux travaux de Mlle S. Trocmé	19
Compte financier pour l'année 1971	20
Bibliothèque de la Société	21
Composition du Bureau pour l'année 1972	27

Communications et études :

— Découverte d'un nouveau polissoir sur la commune de Villerable, (Loir-et-Cher) par M. J. Despriée	28
— Un prieuré de Vendôme à Olonne, par M. le Docteur Dattin..	37
— Le patriote Pierre-Nicolas Hésine. Ses luttes ardentes en Loir-et-Cher de la veille de la Révolution à la Restauration. (1785-1817) à Pontlevoy, Blois et Vendôme ; (3 ^e partie) : les vingt-cinq dernières années (1796-1821), par M. R. Bouis	45
— La vie d'une bourgade du Perche vendomois au milieu du XIX ^e siècle : La Ville-aux-Clercs, par M. J. Lacassagne	66
— Une lettre de l'abbé Grégoire, (22 septembre 1792)	86

AVIS IMPORTANTS

— L'adresse exacte de la Société est « Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendomois. Cloître de l'Abbaye à Vendôme (Loir-et-Cher) ».

— La cotisation annuelle, donnant droit au Bulletin de la même année est de **10 F minimum**, recouvrable au début du 1^{er} trimestre. Nos amis voudront bien faciliter la tâche du Trésorier en évitant une lettre de rappel et l'envoi d'un mandat de recouvrement.

— Compte chèques postaux : Orléans 665-33.

— Pour compléter ses collections, la Société accepterait avec reconnaissance le don d'exemplaires anciens du Bulletin (depuis 1862).

— Les opinions émises au cours des communications ou publiées dans le Bulletin n'engagent que la seule responsabilité de leurs auteurs.

— Tout travail remis à la Société pour être publié au Bulletin doit être dactylographié et porter indication des paragraphes, des sous-titres et de la ponctuation. — En bref être définitif.

— Tout auteur d'article peut demander un tiré à part à ses frais. Dans ce cas, il sera de son intérêt de s'entendre directement avec l'imprimeur dès la première correction d'épreuves.

SOCIÉTÉ

ARCHÉOLOGIQUE

SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE

DU VENDOMOIS

110^e ANNÉE — 1971

300^e Assemblée Générale

Séance Publique du 21 Avril 1971

La 300^e assemblée générale de la Société s'est déroulée le mercredi 21 avril à partir de 21 heures dans la salle d'honneur de la Porte Saint-Georges, sous la présidence de M. le chanoine Gaulandau.

Ce dernier a ouvert la séance par une allocution au début de laquelle il a rendu un hommage particulier à M. Gérard Yvon, conseiller général, maire de Vendôme, décédé le 24 décembre dernier, et qui était membre de la société. « Sa perte nous afflige profondément, a-t-il dit, comme elle afflige Vendôme et le Vendomois ».

Une minute de silence a été observée à sa mémoire ainsi qu'à celle des autres membres disparus depuis la dernière réunion.

Depuis 1862...

Le président a rappelé ensuite qu'il s'agissait de la 300^e assemblée générale et qu'elle survenait au début de la 110^e année d'existence de la société.

Il a souligné que les bulletins ont été publiés sans interruption depuis la fondation en 1862, et exprimé sa confiance en un avenir heureux : « Grâce à tous ceux, a-t-il déclaré, qui ont pris la relève et dont la jeunesse et l'activité permettent d'espérer encore de très beaux résultats ».

M. le chanoine Gaulandau a aussi parlé des activités du bureau depuis la réunion de novembre : réponse à de nombreuses demandes de renseignements, Comité archéologique du Loir-et-Cher dont il a précisé les activités et les buts, réunion d'information et d'initiation à l'archéologie tenue au Centre culturel de Vendôme en décembre...

L'assistance a été informée de la création de « valises pédagogiques » accompagnées de notices et qui sont destinées aux écoles, mairies et maisons de jeunes. Il s'agit là d'une campagne de propagande. M. Despriée, membre du bureau du Comité archéologique, travaille actuellement au musée de Vendôme à achever celles qui iront dans l'arrondissement.

En terminant, le président a précisé le contenu du prochain bulletin qui se trouve actuellement à l'impression.

M^e Couvrat, secrétaire, a donné lecture de la liste des excusés et des nouveaux membres, puis M. Arnould a présenté brièvement la sortie annuelle qui aura lieu le 16 mai prochain, au site gallo-romain d'Argentomagus, près d'Argenton-sur-Creuse (Indre).

Le compte financier du trésorier, M. Chrétien, a été approuvé à l'unanimité.

Deux communications

Deux communications figuraient au programme de cette assemblée générale.

L'une, du D^r Dattin, vice-président de la société, concernait l'étude d'un prieuré de la Trinité de Vendôme, à Olonne (Vendée).

La présence de Vendôme à cette extrémité ouest du Bas-Poitou remonte au XI^e siècle, à la création de l'abbaye de la Trinité par Geoffroy Martel.

Pour remercier le ciel d'avoir remporté deux importantes victoires, Geoffroy Martel ne s'est pas montré ingrat. (On sait comment fut fondée l'abbaye de la Trinité) et le Poitou a été mis à contribution.

La seconde communication, suivie de la projection de quelques diapositives, a été celle de M. Lacassagne qui a parlé de la vie d'une bourgade du Perche vendomois au milieu du XIX^e siècle : La Ville-aux-Clercs.

C'est une étude extrêmement complète, précise et documentée que le conférencier a développée en rendant son récit vivant et même amusant par l'introduction de quelques anecdotes savoureuses.

Nous sommes heureux de pouvoir insérer dès à présent ces travaux dans notre bulletin.

**

301^e Assemblée Générale

Séance Publique du 1^{er} Décembre 1971

La salle d'honneur de la Porte Saint-Georges a accueilli, mercredi 1^{er} décembre, une assistance nombreuse, venue de toute la région.

Cette 301^e réunion n'a pas failli à une tradition désormais solidement établie qui veut que le bureau de la Société s'applique à renouveler sans cesse les sujets des communications.

« Comment les techniques modernes de fouilles enrichissent nos connaissances : Pourquoi et comment fouiller », tel s'intitulait le magistral exposé de M. le docteur Allain, directeur des Antiquités préhistoriques de la région Centre.

Ce fut une grande soirée et M. le chanoine Gaulandau l'a très simplement exprimé dans ses remerciements au conférencier : « Nous

vous avons écouté avec une attention passionnée. Du fond du cœur, pour la joie intellectuelle que vous nous avez apportée, je vous dis grand merci ».

Qu'est-ce que fouiller

Passionnante, la communication du directeur des Antiquités préhistoriques le fut en effet. On pourrait exprimer un seul regret : que le très grand public ne puisse en avoir connaissance, tellement elle est riche d'enseignements.

Par ailleurs, le docteur Allain a illustré la fameuse maxime : « Ce qui se conçoit bien... » Comme tous les maîtres, il possède l'art de parler simplement de choses apparemment difficiles, abstraites. Tout devient clair, tout semble logique, tout est facilement compréhensible.

Sa communication se résumait en trois points : « Ce qu'est la fouille. Pourquoi nous fouillons. Comment devons-nous le faire ». Affirmant d'emblée que « l'écologie est de toutes les sciences celle dont les progrès sont les plus urgents », il ajoutait aussitôt : « L'archéologie est aussi une forme moderne de la connaissance de l'homme ».

Le docteur Allain rappelant que « la préhistoire représente 90 p. 100 de l'aventure humaine », que « notre monde broie les sites archéologiques les plus riches », mettant l'accent sur la « situation tragique » d'un sous-sol riche, inexploré, a situé la place de la fouille, posant la question : « Qu'est-ce que fouiller ? », répondant que, pour les fouilleurs, il s'agit d'interroger le sol, ajoutant que le point le plus important était de « savoir bien lire ».

Cependant, devant le nombre considérable de sites, il conviendrait de fouiller en priorité ce qui est menacé de disparition. « C'est un devoir de constituer des réserves, mais comment découvrir des sites sans fouiller ? » Le docteur Allain espère pourtant que d'ici peu, il sera possible de scruter le sous-sol sans le fouiller. Il s'interroge immédiatement : « Les moyens financiers seront-ils suffisants ? »

Devant un auditoire conquis, suspendu à ses lèvres, il développait encore quelques principes de fouilles, déclarant qu'à des « méthodes nouvelles, il fallait des techniques nouvelles », qu'il convenait « d'améliorer les techniques pour connaître mieux, pour connaître plus ».

« Faire parler » le sol

Sa conclusion, après la projection commentée de diapositives, était pleine d'humilité. Si l'essentiel du travail consiste à l'enregistrement maximum d'observations, à mieux « faire parler » le sol, il convient aussi de penser à publier les résultats des découvertes, car fouiller un site, c'est le détruire. La publication des travaux a pour but de « transmettre aux générations futures le résultat de nos fouilles », ajoutant un peu plus tard : « Nous devons nous faire tout petits, car nous ignorons ce qu'il y a dans le site. Si nous le savions, il serait inutile de le fouiller... »

La projection de diapositives a permis à l'assistance de mieux comprendre la patience, la minutie, les connaissances des fouilleurs. La dernière image, en particulier, a produit une impression profonde : chacun a compris combien est difficile la tâche de ceux qui ont décidé de se pencher sur le passé pour apprendre — et nous apprendre — ce qu'a été la vie des hommes préhistoriques.

Sans entrer dans le détail, précisons néanmoins que le docteur Allain a apporté de précieuses indications sur les méthodes de recherche de cette vie par la stratigraphie, l'ethnologie, la chronologie, la planigraphie.

Les bravos prolongés qui ont salué l'orateur lui ont apporté la preuve qu'il avait été revu avec plaisir en notre cité. Peut-être aussi l'inciteront-ils à y revenir un jour prochain. Nous en serions fort heureux.

« Une science passionnante et vivante... »

Nul ne nous en voudra d'avoir commencé ce compte rendu par la fin de séance. Celle-ci était présidée par le chanoine Gaulandau, entouré des membres du bureau. Aux premiers rangs de l'assistance se trouvaient MM. Laugier, sous-préfet ; Lasneau, maire ; Girond, conseiller général ; Lafontaine, proviseur du lycée Ronsard représentant M. l'Inspecteur d'Académie ; Mlle Sabourin, inspectrice départementale de l'Education nationale ; le Dr Lacroix, président du comité départemental d'archéologie.

Devant le « nombre impressionnant de nos amis de Blois », le président déclarait : « Ainsi s'affirment les liens créés entre les sociétés savantes de Loir-et-Cher par le comité archéologique », puis poursuivait : « Notre ambition est de contribuer, chacun pour sa part, à l'avancement de cette science passionnante et vivante — parce qu'elle est en définitive science de l'homme — qu'est l'archéologie, tant historique que pré-historique ».

Après avoir remercié le docteur Allain d'avoir bien voulu faire le déplacement de Bourges « pour nous encourager et nous instruire », le chanoine Gaulandau a rappelé « que notre société a éprouvé une perte sensible en la personne de Mlle Trocmé, qui fut secrétaire de la société pendant 18 ans ».

Le Docteur Dattin, vice-président de la société, a retracé la vie de Mlle Trocmé depuis 1917, année de son arrivée à Vendôme, jusqu'à son décès l'été dernier. A sa mémoire, comme à celle des 16 autres membres décédés depuis la dernière assemblée générale, l'assistance a observé, debout, une minute de silence.

M. Arnould, secrétaire adjoint, a présenté le rapport moral, dont la lecture a mis en relief l'importante activité de la Société archéologique au cours de l'année qui s'achève. Il a également donné les noms de 17 membres nouveaux.

Le docteur Lacroix a annoncé que les conférences sur le « Vieux Blois » commenceraient le samedi 18 décembre. La première sera assurée par M. Jean Dupuy. MM. Leymarios et Despriée ont parlé brièvement des chantiers de Fréteval et de Pezou, se disant prêts à accueillir le maximum de personnes pour la prochaine saison de fouilles.

Enfin, l'assemblée a renouvelé les pouvoirs des membres sortants. MM. le chanoine Gaulandau, président ; Chrétien, trésorier ; Couvrat, secrétaire ; Arnould, secrétaire adjoint.

La Société Archéologique Scientifique et Littéraire du Vendomois à Argentomagus

Dans le but de varier la traditionnelle formule de notre sortie il était proposé, en ce dimanche 16 mai 1971, la visite d'un seul site, mais d'une très haute valeur archéologique : Argentomagus, proche Argenton-sur-Creuse et bien évidemment dans le département de l'Indre, vous l'avez deviné.

La concentration a lieu à Saint-Marcel, nom actuel de l'ancienne et énigmatique Argentomagus — le marché de l'argent. A vos poches, messieurs les excursionnistes de la Société archéologique. Ou plutôt, à vos pioches, car, s'il n'y a plus beaucoup d'argent à y trouver, il y a encore, et c'est tant mieux, beaucoup de travail à y fournir, en somme, de quoi faire baisser ce fameux taux d'agressivité soi-disant propre à chacun de nous. Et ici, qui dit travail dit trouvaille.

L'agglomération gauloise, romanisée au temps de la conquête, enfouie, non seulement sous la poussière des siècles — ce serait trop facile — mais surtout sous une vraie couche de terre végétale, est en train de livrer ses secrets grâce aux efforts conjugués du professeur Picard, directeur régional des antiquités historiques, du docteur Allain, directeur régional des antiquités préhistoriques et d'une solide équipe de fouilleurs animée par l'omniprésent M. Albert.

Voilà donc une bonne centaine de mordus réunis place de l'église sous un ciel d'abord inclément, (doux euphémisme), puis miraculeusement assagi, qui attendent une belle journée. Ce sera une grande journée faite d'imprévu,

d'inédit, parfois d'improvisations en raison de la nature même de son programme. Aux points d'interrogation qui naissent sur les chantiers répondront les points d'exclamation qui fusent dans la petite, trop exigüe, salle des expositions, dépendance de l'ancien prieuré.

Plusieurs groupes vont devoir évoluer à l'intérieur de cette circonférence de neuf kilomètres qui délimite avec précision le site d'Argentomagus. Cependant, nous aurons constamment l'impression d'une masse imposante qui semble se mouvoir au gré d'une force mystérieuse : il s'agit du groupe sans cesse grossissant qui suit le docteur Allain, écoute, questionne, se passionne malgré l'aridité du sujet. Car le docteur Allain est l'âme de « l'affaire ». Souvenirs, anecdotes, hypothèses et probabilités ne manqueront pas de conduire à des certitudes.

Suivons-le d'abord à l'oppidum des Mersans.

NYMPHÉE, HYPOCAUSTES ET FANUM

La fameuse nymphée, fontaine sacrée de 24 mètres sur 12, desservie par deux escaliers monumentaux, est presque entièrement dégagée. La fontaine devait se déverser dans un collecteur aux dimensions impressionnantes : deux mètres de haut et déjà exploré sur quarante mètres.

Chaque sondage livre du matériel. Tous les déblais, soigneusement tamisés, sont recueillis : monnaies des troisième et quatrième siècles, objets métalliques de toutes sortes qui permettent de recréer l'espace mental de nos lointains ancêtres.

Dans le voisinage immédiat, les dernières fouilles ont mis au jour un tracé de rue, des vestiges d'habitations et surtout un hypocauste, une dalle avec son inscription, un temple gallo-romain du type « fanum » avec ses deux enceintes carrées, un autre plus petit, des fragments de statues dont un dieu accroupi (Mercure ?) de 80 centimètres de haut...

Mais le temps passe : il faut quitter les Mersans non sans avoir une dernière fois essayé d'imaginer le corps organique de la ville autour de ses temples, de ses palais, de ses sanctuaires.

LE THEATRE

Séparé des Mersans par une profonde coupure empruntée par la nationale 727, le théâtre « gigogne » selon l'expression du docteur Allain, situé au « Virou », se présente comme un des plus vastes du Centre avec ses 98 mètres de diamètre. La blancheur du bel enduit très vingtième siècle choque de prime abord, mais il s'agit bien entendu d'une mesure de sauvetage toute provisoire, et quand la manne céleste (les crédits indispensables) aura daigné arroser ces vieilles murailles, tout rentrera dans l'ordre. Beaucoup d'énigmes aussi autour de ce théâtre qui apparaît comme double. Le plus récent aurait été édifié sur les restes d'un plus ancien qui affectait la forme d'un fer à cheval. Avec des dimensions plus vastes, une acoustique meilleure il pouvait distraire une population plus nombreuse.

Il est possible d'imaginer qu'Argentomagus, carrefour d'un actif commerce de métaux ait connu une ère de grande prospérité à l'écart des multiples tourmentes qui ruinaient périodiquement certains centres de la Gaule.

A l'abri des vents dominants, s'ouvrant sur une vallée admirable, cet imposant théâtre attend patiemment le coup de baguette magique qui lui rendra sa grandeur passée.

SAINT-MARCEL. — L'EGLISE

Regagnons maintenant le centre du bourg au charme moyenâgeux.

Abandonnons Argentomagus pour Saint-Marcel. Acceptons la légende de ce Marcel cruellement martyrisé par Héraclius, préteur d'Argentomagus. Vers les années 260, il aurait quelque peu malmené les idoles en place et son zèle évangéliste lui aurait été fatal. L'église s'élève sur le lieu même du martyre. C'est une église d'un puissant intérêt, présentant un mélange d'influences poitevines et bourguignonnes. Et ici, cette fois, l'histoire a su conserver pieusement, non seulement l'édifice qui va du roman à l'ogival, les stalles renaissance, commentées avec verve par M. le Curé, mais également les restes de Marcel, chef, bras, buste, châsse, le tout des XIII^e, XIV^e et XV^e siècles, l'ensemble constituant le trésor, un des mieux conservés de France.

Descendons encore dans la crypte datée fin XI^e siècle, jetons un dernier coup d'œil à la peinture murale XVI^e de

l'entrée et laissons se refermer les lourds battants cloutés du portail en plein cintre sobrement décoré.

Remercions comme l'a fait simplement M. le chanoine Gaulandau, au nom de la Société qu'il préside tous les responsables de cette « monumentale » journée, et en particulier MM. Arnould et Chrétien qui n'ont certainement pas eu le temps de penser « gastronomie » pour eux-mêmes.

Et rejoignons Vendôme comme le faisait il y a presque quatre siècles, après la prise d'Argenton, notre Henri de Navarre qui écrivait : « J'ai fait un voyage de huit jours vers le Berry où je n'ay été inutile, ayant pris miraculeusement le château d'Argenton, place plus forte que Leystour. J'ai pris aussi Le Blanc en Berry et dix ou douze autres forts. Cela s'appelle 100.000 écus de revenus. Je me porte bien... »

Nous aussi.

G. JEULIN.

ADMISSIONS NOUVELLES

(Année 1971)

- M. Guion, Le Cerisier, 36-Cuzion.
Mlle Boisseau, professeur au lycée agricole, 41-Vendôme.
M. Girond Robert, conseiller général, maire de Saint-Ouen, 41-Vendôme.
Mme Gouet, 4, impasse du docteur-Faton, 41-Vendôme.
M. l'abbé Lamé Pierre, curé de Vendôme, rue Saint-Jacques, 41-Vendôme.
M. Lacassagne, professeur honoraire d'enseignement agricole, 41-La Ville-aux-Clercs.
M. Personne Raymond, 6, place Lyautey, 78-Versailles.
M. Chatelus, pharmacien, 41-Oucques.
M. Gravereau Jacques, journaliste, 7, rue Léon-Blum, 94-L'Hay-les-Roses.
M. Bourguin Michel, Le Villers, 41-La Chapelle-Saint-Martin.
M. l'abbé Le Petitcorps, curé de La Ville-aux-Clercs-41.
M. Alby Christian, étudiant au lycée agricole, 41-Selommes.
M. Laisné, commerçant, 41-Fréteval.
M. Lafargue Henri, architecte D.P.L.G., 4, place du château, 41-Blois.
M. Sibille Jean, 70, rue des Vignes, 94-Cachan.
M. Ferrand Georges, 3, avenue de la République, 41-Montoire.
M. Doustin Louis, 44, rue d'Auvergne, 41-Blois.
-

Chronique de l'année 1971

DEUILS

Nous avons appris avec peine le décès de plusieurs de nos membres :

Mme Marcelle Richard, ancien professeur au lycée Ronsard ; M. Pétrus Dursap, premier adjoint au maire de Vendôme ; M. André du Vigneau, vice-président du Conseil général, maire de Sargé-sur-Braye ; M. l'abbé Nouel, éminent préhistorien de notre région ; M. André Martineau, receveur-percepteur honoraire des Finances et Mme Martineau ; Mlle Suzanne Trocmé, professeur honoraire au lycée Ronsard, ancienne secrétaire de la Société Archéologique ; M. Menand, à Montoire, qui fut membre de notre bureau ; M. le docteur Eugène Richard, à Montoire ; Mme Norguet, à Naveil ; Mlle Chenu, pharmacienne, à Vendôme ; Mme la baronne Raynal de Bâvre, au château de Chalay ; M. Raymond Hamar, à Vendôme ; M. Jean Lapouge, à Courtiras-Vendôme ; Mme Barilleau, à Charenton ; M. Pierre Beurland, à Trôo.

Nous offrons à leur famille l'expression de notre profonde sympathie.

DISTINCTIONS

Ont été nommés chevaliers dans l'Ordre national du Mérite :

Mlle Desneux, professeur de lettres au lycée Ronsard.

M. Marcel Vérité, président du Comité des Fêtes de Vendôme.

Dans l'Ordre des Palmes académiques :

M. Maisani, Inspecteur d'Académie en résidence à Agen a été promu au grade de Commandeur.

La médaille d'or de la Jeunesse et des Sports a été décernée à M. Aubeneau, Inspecteur d'Académie de Loir-et-Cher.

La médaille d'honneur départementale et communale a été décernée à Mme la doctoresse Emond.

Nos chaleureuses félicitations.

QUELQUES EVENEMENTS

— Le Président, le bureau et les membres de la Société archéologique renouvellent à Monsieur l'Inspecteur d'Académie Chevallier, membre de droit de notre Société, leurs souhaits de bienvenue en Loir-et-Cher.

A Monsieur l'Inspecteur d'Académie honoraire Aubeneau, leurs vœux de longue, paisible et studieuse retraite.

— La Société a participé, tout au long de l'année aux activités du Comité archéologique de Loir-et-Cher : affectation des subventions aux chantiers agréés, sites et monuments menacés, autoroute A 10, stages de formation à Argentomagus... M. le chanoine Gaulandeau, après son année de présidence, a cédé sa place au docteur Lacroix.

La Société — M. Leymarios — s'est plus spécialement intéressée aux fouilles de Fréteval.

— A l'assemblée générale du Comité archéologique, le 27 mars, M. le Professeur Picard, directeur des Antiquités historiques de la région Centre a parlé de « la statuaire d'Argentomagus ».

— Au cours du printemps, MM. Jeulin, Guine et Mésange ont effectué une fouille de sauvetage, lieudit « les Châteaux », à Thoré.

— M. Robert Lasneau a été élu maire de Vendôme. Hier, directeur du C.E.S. de la place Saint-Denis, Vendomois d'origine et de cœur, membre de longue date de notre compagnie, il nous a très souvent secondés et toujours marqué sympathie et intérêt.

— Le chanoine Maurice Champeau a fêté très modestement, selon son goût, son soixantième anniversaire de sacerdoce. Nos compliments et nos vœux à ce fidèle membre de la Société archéologique.

— M. Jeulin a représenté la Société aux journées de la circonscription des Antiquités historiques du Centre à Orléans (30 et 31 octobre).

— Le docteur Frédéric Lesueur est décédé le 11 novembre dernier. C'est un des plus éminents archéologues et historiens de Blois et de ses monuments qui disparaît. A la Société des Sciences et Lettres dont il fut longtemps le Président l'expression de notre profonde sympathie.

— Au Centre culturel, le 19 novembre, Pascal Aumasson a relaté son voyage en Camargue entrepris grâce à une bourse attribuée comme chaque année, par l'Association des Anciens Elèves du Lycée Ronsard à un lycéen ou à une lycéenne.

AU MUSEE

Le Musée s'est enrichi des relevés de peintures murales et fresques exécutés par Mlle Trocmé au cours de sa carrière.

Du 1^{er} janvier 1971 au 31 décembre, le musée de Vendôme a reçu 4.319 visiteurs.

Mademoiselle Trocmé

(1887-1971)

Certaines personnes, dès leur jeunesse, paraissent avoir une vocation toute tracée ; celle-ci peu à peu prend forme pour se confirmer dans leur adolescence et enfin s'épanouir dans le reste de leur existence. Leur vieillesse elle-même reste dans la ligne de toute leur vie pour travailler, aider les jeunes de l'expérience acquise dans les tâches où elles ont si brillamment œuvré.

Mlle Suzanne Trocmé était de ces personnes dont la vocation était le dessin, l'art et tout naturellement l'archéologie religieuse.

Née au Havre le 28 décembre 1887 ville où son père, officier au 119^e régiment d'infanterie, était en garnison, elle était la plus jeune d'un foyer où trois sœurs l'avaient précédée.

Mais cette nombreuse famille ne reste pas longtemps au Havre et c'est à Amiens, à l'ombre de sa magnifique cathédrale, que dès son enfance naît en elle la vocation du dessin et de l'étude de l'art pictural du moyen âge.

En 1903, elle passe son brevet élémentaire ; l'année suivante elle obtient son diplôme de fin d'études secondaires.

Poursuivant ses études, elle est reçue en 1905 au brevet supérieur. Elle obtient le certificat d'aptitude à l'enseignement du travail manuel dans les écoles normales et les écoles supérieures.

Elle se révèle une élève douée, travailleuse et un futur professeur plein d'avenir que vient confirmer un certificat d'aptitude à l'enseignement du dessin dans les lycées.

Travaillant à une époque où le confort était loin de ce qu'il est de nos jours et ses ressources de fille de famille nombreuse étant très limitées, elle dut renoncer à poursuivre ses études pour gagner sa vie et se suffire à elle-même.

Le séjour qu'elle fit pendant quelque temps à Paris comme étudiante lui avait laissé certains souvenirs assez pénibles comme déjeuner d'un sandwich dans le jardin du Luxembourg pour ne pas manquer un cours ni trop obérer sa situation pécuniaire.

Quoi qu'il en soit, elle réussissait et nous la trouvons en état de gagner sa vie en 1911. Elle est à Dôle, maîtresse d'internat, chargée de l'enseignement manuel, puis en 1913 professeur de dessin à Neufchâteau. Enseignante dévouée et compétente, elle a pu en outre étudier dans ces différents postes les productions artistiques locales. Aussi quand elle arrive à Vendôme en 1917 au collège de jeunes filles, elle est en possession de bases solides, fondements de ses travaux ultérieurs.

C'est également dès le début de cette période essentielle de son activité que la Société archéologique de Vendôme a eu l'honneur de la compter parmi ses membres.

Notre société avait alors parmi ses animateurs M. l'abbé Plat qui fut un des réorganiseurs de nos séances d'études et de nos promenades archéologiques de l'entre-deux guerres. Mlle Trocmé fut une de ses collaboratrices et le savant président compléta ses connaissances en archéologie et surtout en art de peintures médiévales.

En effet, professeur et élève intelligente et passionnée de l'art, la jeune femme n'avait qu'un désir, qu'un but dans la vie : étudier, faire revivre les restes, parfois simples vestiges, des peintures murales et fresques de toutes les églises et chapelles de la région vendomoise.

Elle employait tous ses loisirs à parcourir les cantons et, sans automobile, elle visitait cependant tous les sanctuaires environnants. Avec l'aide de l'abbé Plat, elle réussit à découvrir et dater des peintures anciennes souvent délabrées qu'il fallait découper et reconstituer.

Seule et isolée dans un travail pénible, elle le faisait avec joie, passant souvent des jours entiers sur des échafaudages dangereux, parfois couchée sur le dos, à plat sur des planches pour mieux atteindre et étudier une peinture d'église romane. On ne dira jamais assez combien elle fut admirable, dans des locaux souvent humides et mal éclairés, à déchiffrer et essayer de conserver des chefs-d'œuvre qui sans elle, auraient disparu à jamais.

Sa seule joie, comme elle le disait elle-même, était le travail. Elle négligeait tous les plaisirs légitimes de ce monde pour se consacrer uniquement à son idéal : l'art pictural du moyen âge.

Elle a pris sa retraite en 1948, mais pour elle ce n'était pas un repos cependant bien gagné ; au contraire, elle avait maintenant la liberté totale pour se livrer à ses études savantes et fécondes.

Ses travaux furent multiples et un volume entier ne pourrait contenir avec détails toutes les découvertes et restaurations dont elle fut l'auteur. De 1927 à 1940 elle s'intéresse aux églises de la région proche de Vendôme : Areines, Rhodon, Villiers, Lunay... ; de 1940 à 1964, son champ de prospection s'élargit et on la rencontre à Couddes, Sargé, Boursay, Saint-Arnoult, Saint-Bohaire, Tourailles... Partout, elle dégage les peintures le plus souvent cachées par des badigeons de plâtre ; elle les copie et publie de nombreux comptes rendus reproduits non seulement dans notre bulletin mais encore dans d'importantes publications intéressant la France entière. Devenue par son travail et sa compétence un expert dans sa spécialité, elle était de nos jours connue de tous les érudits et maîtres dans sa discipline.

Le Palais de Chaillot — musée des Monuments français — montre en bonne place des reproductions artistiques dues à son travail, à sa maîtrise en dessin et à sa science des présentations archéologiques.

Aux derniers jours de sa vie, ceux qui avaient l'honneur de venir la consulter trouvaient encore ses tables de travail encombrées d'une mosaïque de pierres colorées qu'elle triait et numérotait, bravant la fatigue et les déficiences de son grand âge. Négligeant les contingences matérielles, elle vivait dans son petit appartement de la rue Renarderie qu'elle a occupé pendant près de cinquante ans, vieil immeuble du XIV^e siècle où elle paraissait plus proche des périodes qui l'intéressaient. Elle ressemblait ainsi à un des humanistes de la Renaissance dont elle avait la franchise d'expression faisant passer l'exactitude des faits avant toute autre considération.

Elle est morte dans la ville où elle avait vécu de si nombreuses années, au milieu de ses livres qui étaient sa seule dépense importante et qu'elle conservait et classait avec soin.

Ce Vendomois qu'elle avait tant prospecté et, je dirais aussi, tant aimé, devait recevoir après sa mort une part importante de sa bibliothèque.

Les responsables de la bibliothèque du Musée des Monuments français sont venus prendre possession des ouvrages qu'elle leur avait légués. Ils se sont montrés surpris de la richesse et de la diversité de ces documents.

Notre musée de Vendôme et la bibliothèque de la Société archéologique jouissent maintenant des volumes précieux qu'elle a bien voulu aussi leur léguer.

Qu'elle en soit remerciée.

Docteur DATTIN.

PRINCIPAUX TRAVAUX DE M^{lle} S. TROCMÉ

Les travaux parus dans des bulletins de sociétés savantes ont fait l'objet de tirages à part. Les autres ont été publiés aux frais de l'auteur.

— Les peintures murales d'une maison de la rue Ferme à Vendôme. *Bull. Soc. Arch. du Vendomois*, 1931, pp. 27 à 36.

— L'église d'Areines et ses fresques. *Bull. Soc. Arch. du Vendomois*, 1936, pp. 1 à 55.

— La chapelle rupestre Saint-Gervais des Roches. *Bull. Soc. Arch. du Vendomois*, 1938, pp. 179 à 241.

— Les fresques de l'église de Souday. *Bull. Soc. Arch. du Vendomois*, 1939-1948, pp. 19 à 29.

— Les peintures murales de l'église Saint-Martin de Sargé, 40 p., Vendôme 1954.

— L'église Saint-Martin de Lunay et ses peintures murales, *Bull. monumental*, 1954, pp. 337 à 355.

— Les peintures murales de l'église de Varize (Eure-et-Loir), 24 p., Paris, 1955.

— Les fresques et les peintures à la détrempe de l'église Saint-Christophe de Couddes. *Bull. monumental*, 1956, pp. 115 à 122.

— Les peintures murales de l'église Saint-Pierre de Boursay. *Bull. monumental*, 1957, pp. 127 à 131.

— Les peintures murales de l'église d'Alluyes (Eure-et-Loir), 32 p., Paris, 1958.

— Les peintures murales de l'église de Saint-Arnoult, 10 p., Blois, 1959.

— L'église de Saint-Firmin-des-Prés et ses peintures murales, 40 p., Vendôme, 1960.

— Les peintures murales de l'église du Villers, 30 p., Paris, 1962.

— Les peintures murales de l'église de Saint-Bohaire. *Bull. Soc. Arch. du Vendomois*, 1964, pp. 19 à 62.

— Remarques sur la facture des peintures murales de la chapelle Sainte-Radegonde à Chinon. *Bull. Soc. des Amis du Vieux Chinon*, 1966, pp. 542 à 549.

— L'église de Villemardy et son « Adoration des mages », 32 p., Paris, 1967.

— Notes à propos des stalles de l'église de la Trinité de Vendôme. *Bull. Soc. Arch. du Vendomois*, 1969, pp. 75 à 82.

PH. POULTEAU.

COMPTE FINANCIER

(ANNEE 1971)

RECETTES

Cotisations	4.864,00
Ventes d'ouvrages	533,25
Subventions	1.400,00
Intérêts sur livret de C.E.	112,36
Encaissements pour participation à la sortie annuelle	2.716,00
Divers	4,00
Total	9.629,61

DEPENSES

Impression du bulletin	5.153,93
Frais de bureau	1.401,95
Abonnements à publications	265,00
Imprimés divers et achat de volumes	1.162,59
Frais d'encaissement des cotisations à Vendôme	190,00
Sortie de la Société : paiement des dépenses engagées	2.397,13
Divers	94,80
Total	10.665,40

BALANCE

Dépenses	10.665,40
Recettes	9.629,61
EXCÉDENT DE DÉPENSES	1.035,79
Reliquat de l'exercice précédent	6.243,29
Avoir de la Société au 31-12-1971	5.207,50
se décomposant comme suit :	
Avoir au C.C.P.	1.917,10
Livret de C.E.	2.990,50
Espèces	299,90
Total	5.207,50

Le Trésorier,
B. CHRETIEN.

BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ

Liste des ouvrages entrés à la bibliothèque en 1971

I. — DONS D'AUTEURS

— De M. BOUIS, de Blois, *Filipo Buonarrati nei recordi di un democratico francese*, Milano, 1955.

— De l'un des auteurs, notre confrère M. Gérard CORDIER, *Un dépôt de la fin du Bronze moyen à Malassis, commune de Chéry (Cher)*. I. *Etude archéologique* par Jacques Briard, Gérard Cordier et Gilles Gaucher ; II. *Etude technique* par Jean Bourhis, Jacques Briard et Jacques Estoule.

— De M. Yves LEPAGE, de Meslay, *Recherches sur le Comté de Vendôme de la fin du X^e au milieu du XII^e siècle*, mémoire de maîtrise présenté devant la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Tours qui a valu à son auteur la mention très bien. Le chapitre concernant les Chevaliers a été publié dans notre bulletin de l'année 1970.

— De notre confrère, M. Daniel PUSSOT, *Aperçu sur l'époque gallo-romaine*.

— Des auteurs et de l'éditeur, ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES ET ACADEMIE POLONAISE DES SCIENCES, *Archéologie du village déserté*, tomes I et II publiés chez Armand Colin. Il s'agit de quatre rapports de fouilles qui présentent les premiers résultats des recherches franco-polonaises sur des sites français de villages désertés : Montaigut en Albigeois, Saint-Jean-le-Froid sur le Lévezou, Dracy en Bourgogne et Condorcet dans les Baronnie. M. J. Chapelot a collaboré à la rédaction des deux derniers rapports.

— De l'ORGANISATION D'ETUDES ET D'AMENAGEMENT DE LA LOIRE MOYENNE, éléments pour un livre blanc, juillet 1970 ; cahiers de l'oréal'm, n^{os} 2 et 3.

II. — AUTRES DONS

— De notre ancien président, M. G. DENIZOT, professeur honoraire à la Faculté des Sciences de Montpellier, bulletins de la *Société Préhistorique Française*.

— De notre président, M. le chanoine GAULANDEAU, Mme Marie-Thérèse Boissas, *Réflexions sur deux collections parisiennes des âges des métaux*.

René Lavocat, *Histoire des Mammifères*.

Maurice Bardèche, *Marcel Proust romancier*.

Le Duc de Lauzun (Général Biron), 1771-1772, *correspondance intime* publiée par le comte de Lort de Sérignan, Paris 1906. On y trouve plusieurs lettres dont le maréchal de Rochambeau est l'auteur ou le destinataire.

J. Allain, *Informations archéologiques sur la circonscription du Centre*, extrait de *Gallia*, tome XIII, 1970-2.

— De M. BAILLY, de Melun, Michel Dassonville, *Ronsard, étude historique et littéraire, tome II, A la conquête de la Toison d'Or*, Genève 1970.

J.-J. Jusserand, *Ronsard*, Paris, 1932.

Raymond Lebègue, *Ronsard, l'homme et l'œuvre*.

Pierre de Ronsard, *textes choisis* commentés par Pierre Villey.

R. Ranjard, *La découverte des restes de Ronsard*.

Jean Martellière, de Vendôme, *Pierre de Ronsard, Gentilhomme Vendomois*, Paris, 1924.

Claude Binet, *Discours de la vie de Pierre de Ronsard*.

Hugues Vaganay, *Pour l'édition critique des odes de Ronsard*, Paris, 1912.

Poésies de Ronsard, édition numérotée, Piazza éditeur.

Poésies choisies de Pierre de Ronsard, publiées par Roger Sorg et Bertrand Guignan, Tome V.

P. de Ronsard, *Sonnets pour Hélène*, édition critique publiée par Jacques Lavaud. *Le second livre des Amours*, édition critique publiée par Alexandra Micha.

Œuvres complètes de Ronsard, édition numérotée des classiques Garnier, 1923-1924.

Marc Lafargue, *Ode aux jeunes filles de Vendôme pour qu'elles aillent récitant Ronsard aux bords du Loir*, 1924.

Charles d'Orléans, *Poésies* éditées par Pierre Champion, T. I et II, Paris, 1923 et 1927.

Muguette Bigot, *Sologne et poésie*.

La féerie nocturne des châteaux de la Loire, présentation de Paul Robert-Houdin, notices de Georges Monmarché, photographies de Frédérique Duran.

R. Crozet, *Histoire de l'Orléanais*, Paris, 1936.

Maurice Bedel, *Châteaux de la Loire*, collection « Charme de la France », 1953.

Huit petites monographies des grands édifices de la France, sur le Mont Saint-Michel, l'abbaye de Vézelay, la cathédrale de Chartres, l'église de Brou, les châteaux d'Anet, Chambord et Chenonceaux, l'hôtel des Invalides.

Bertrand Russel, *Histoire des idées au 19^e siècle*.

Marcel Brion, *La résurrection des villes mortes*.

Marcel Reinhard, *Henri IV ou la France sauvée*.

Pierre de Nolhac, *Sonnets* nouvellement recueillis par quelques lettrés.

Abel Lefranc, *La vie quotidienne au temps de la Renaissance*.

— De Mme BAROUX, *Catalogue des plantes vendomoises, stations observées*, notes manuscrites de M. Barrier.

— De M. DESPRIÉE, plusieurs brochures sur la préhistoire destinées à figurer dans les « valises pédagogiques » préparées pour les écoles et les centres de jeunesse.

— De M. Edgar SOULIÉ, de Viroflay, *photocopie d'un tract* du comité central de Loir-et-Cher en vue du plébiscite du 8 mai 1870.

— Du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, *La Nature n'en peut plus*.

— De l'AMBASSADE DE L'AFRIQUE DU SUD EN FRANCE, *Panorama*, revue sud-africaine, n^{os} 33 à 38.

L'Afrique du Sud d'aujourd'hui, de décembre 1970 à novembre 1971.

✱

— Bien que le classement et l'inventaire du legs soient loin d'être terminés, nous tenons à signaler sans plus attendre que grâce à la compréhension et au désintéressement de M. Jean VIAQUE, neveu et légataire universel de Mlle TROCMÉ, notre bibliothèque s'est enrichie d'une partie importante des nombreux ouvrages qu'avait rassemblés notre regrettée collègue.

Citons sans plus attendre :

Michel, *Histoire de l'Art* en 18 volumes,

La Vie des Saints, des Petits Bollandistes,

Une soixantaine de *Petites monographies des grands édifices de la France*, de la collection Laurens,

Une vingtaine de volumes de la collection des *Villes d'art célèbres*, parue chez le même éditeur.

Des collections, incomplètes mais importantes, des *Congrès archéologiques*, du *Bulletin Monumental*, des bulletins de notre Société.

Nous prions les généreux donateurs d'agréer nos vifs remerciements.

III. — ENVOIS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

— *Actes du quatre-vingt douzième congrès national des Sociétés savantes*, Strasbourg et Colmar, 1967, section d'histoire moderne et contemporaine, tomes II et III.

— *Actes du quatre-vingt treizième congrès national des Sociétés savantes*, Tours, 1968, section d'archéologie ; section d'histoire moderne et contemporaine, tomes I, II et III.

— *Bulletin de la section d'histoire moderne et contemporaine*, fascicule 8.

— *Actes du quatre-vingt quatorzième congrès national des Sociétés savantes*, Pau, 1969, section d'archéologie et d'histoire de l'art ; section d'histoire moderne et contemporaine, tomes I et II.

IV. — ENVOIS DES SOCIÉTÉS SAVANTES, ECHANGES

— *Académie des Inscriptions et Belles Lettres*, comptes rendus des séances, avril-juin, juillet-octobre et novembre-décembre 1970, janvier-mars 1971.

— *Revue de l'Agenais*, 4^e bulletin 1970, 1^{er}, 2^e et 3^e bulletins 1971. Dans le 4^e bulletin de 1971, p. 337, mention de la promotion au grade de commandeur des Palmes Académiques de notre confrère, M. Maisani, inspecteur d'Académie à Agen.

— *Cahiers de l'Alpe*, numéros 51 à 55, y compris le supplément au numéro 53.

— *Académie des Sciences, Belles Lettres et Art d'Angers*, mémoires, année 1968.

— *Société nationale des Antiquaires de France*, bulletin 1969.

— *Société d'histoire naturelle et des Amis du Museum d'Autun*, bulletins numéros 57 à 59.

— *Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers*, 5^e série, volume 5, 1969.

— *Société de Borda* (Dax), numéros 338 à 342-343.

— *Société scientifique et littéraire de Cannes et de l'arrondissement de Grasse*, annales T. XXI, 1969 ; T. XXII, 1970.

— *Revue de l'Académie du Centre* (Châteauroux), année 1970.

— *Revue archéologique du Centre* (Vichy), tome IX, fascicules 3 et 4. Dans le fascicule 4, *Notes de céramologie de la région Centre*, par notre confrère M. Alain Ferdière. L'auteur étudie deux ensembles de céramiques d'époque mérovingienne, du Loir-et-Cher (Lorges) et du Cher (Vinson) présentant entre eux des analogies notables.

Tome X, fascicules 1-2. Il est à nouveau question du château de Fréteval dans la *Chronique d'archéologie médiévale* de M. Jean Chapelot.

— *Société archéologique et historique de la Charente*, bulletins mensuels, 1970, n° 9 ; 1971, n°s 1 à 7.

Mémoires, années 1964 à 1970.

— *Société des Amis du Vieux Chinon*, tome VII, n° 5, *Un remarquable monument mégalithique des confins chinonais : le dolmen du Petit-Ponçay à Basses (Vienne)* par notre confrère M. Gérard Cordier.

— *Commission des Antiquités du département de la Côte-d'Or*, mémoires, tome XXVI, 1963-1969.

— *Académie Delphinale* (Grenoble) 8^e série, tomes 6 et 7 (1968 et 1969).

— *Société d'émulation du Doubs*, mémoires 1970 et 1971.

— *Sociétés archéologiques d'Eure-et-Loir* (Chartres et Châteaudun) 2^e et 3^e trimestres 1970.

— *Fédération des Sociétés d'histoire naturelle de Franche-Comté* 1970, numéros 1 à 4.

— *Société archéologique et historique du Limousin*, tome XCVII, 1970.

— *Commission historique et archéologique de la Mayenne*, n° 241.

— *Société d'histoire et d'art du diocèse de Meaux*, bulletin 1970.

— *Académie de Montauban*, recueil années 1969-1970.

— *Académie des Sciences et Lettres de Montpellier*, bulletins 1966-1969 et 1970.

— *Société archéologique et historique de l'Orléanais*, n° 40. *La découverte du site de la Médecinerie à Sarar (Loiret)*, par M. Jacques Debal, avec la collaboration de notre confrère M. Alain Ferdière.

— *Société des Antiquaires de l'Ouest et musées de Poitiers*, bulletins 3^e et 4^e trimestres 1970, 1^{er} trimestre 1971.

— *Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau*, 4^e série, tome V, année 1970.

— *Le Pays Bas-Normand*, (Flers), bulletins de la Société ornaise d'histoire et d'archéologie, 1969 : numéro 4 ; 1970 : numéros 2, 3, 4 ; 1971 : numéro 1.

— *Société des Antiquaires de Picardie*, 3^e et 4^e trimestres 1970 ; 1^{er}, 2^e et 3^e trimestres 1971.

— *Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Saint-Malo*, annales, année 1970.

— *Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*, numéros 449 à 458.

— *Sites et Monuments*, bulletins de la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique générale de la France, numéros 51 à 55.

— *Société d'Art et d'Archéologie de la Sologne*, 1969 : numéro 2 ; 1970 : numéro 4 ; 1971 : numéros 1 à 4.

— *Académie de Stanislas* (Nancy), année 1969-1970.

— *Société archéologique de Touraine*, bulletins tome XXXV, année 1969 ; tome XXXVI, année 1970.

— *Institut archéologique liégeois*, bulletin, tome LXXXII.

— *Chronique archéologique du pays de Liège*, année 1969.

— *Smithsonian Year* (Washington), année 1970.

V. — ABONNEMENTS

— *Congrès archéologique de France*, 128^e session, Gascogne (en 1970).

— *Bulletin monumental*, 1970 : tome 128, numéros III et IV ; 1971 : tome 129, bulletins numéros I à III.

— *Société préhistorique française*, bulletins, 1970 : tome 67, 1^{er} et 2^e fascicules ; 1971 : tome 68, 1^{er} fascicule.

Comptes rendus des séances mensuelles, 1970 : numéro 9, page 282, *Instruments perforés de l'Indre-et-Loire* (2^e supplément) par notre confrère M. Gérard Cordier ; 1971 : numéros 1 à 8. Dans le numéro 6, notice nécrologique de l'abbé Nouel et liste de ses principaux travaux par ce même confrère.

— *Intermédiaire des Chercheurs et Curieux*, mensuel, année 1971 complète.

— *L'année balzacienne*, 1971.

— *Archeologia*, numéros 38 à 43.

— *Revue Mabillon* (Ligugé), numéros 242 à 245.

— *Histoire locale, Perche et Beauce*, publication éditée par la coopérative scolaire des élèves-maîtres de l'école normale d'instituteurs d'Eure-et-Loir, numéros 30 et 32 à 36. Dans le numéro 34, *La fontaine de la place du 18 octobre à Châteaudun*, par notre confrère M. J.-E. Weelen. L'auteur signale que la liste des souscripteurs comprenait des habitants de Vendôme. *Exposition « La guerre de 1870 » au château de Châteaudun* par R.P. Galliano. Des documents du musée de Vendôme y figuraient.

— *Cercle généalogique du Centre*, bulletins numéros 13 à 15. A la page 13 du numéro 13, il est signalé que « grâce à l'obligeance de M. le chanoine Gaulandau et de M. Martin-Demézil, des photocopies des précieux extraits des registres paroissiaux du Vendomois peuvent être désormais consultés aux Archives départementales. Il s'agit de deux cahiers manuscrits qui appartiennent à notre bibliothèque.

VI. — ACQUISITIONS

— Gilles Bry, Sieur de la Clergerie, *Histoire des Pays et Comté du Perche et Duché d'Alençon*, Paris, 1620, réimpression en photo offset de 1970.

— Michel Gruet, *Inventaire des mégalithes de la France*, 2 - *Maine-et-Loire*.

— René Crozet, *L'Art roman en Saintonge*, Paris 1971.

— Marcelle Richard, *Mythologie du Pays de Langres*, Paris 1970. Notre regrettée collègue cite en particulier Saint-Mammès, patron de Langres, ce berger de Cappadoce livré aux bêtes sous l'empereur Aurélien, puis jeté dans une fournaise, sans dommage pour lui, et achevé d'un coup de trident dans le ventre. Comme à Trôo, il est représenté tenant ses entrailles arrachées au corps.

— Abbé Nouel, plusieurs brochures sur la préhistoire régionale.

Le bibliothécaire-archiviste

PH. POULTEAU.

Composition du Bureau pour l'année 1972

Président : Chanoine GAULANDEAU, Conservateur du Musée.

Vice-Président : Docteur DATTIN, à Vendôme.

Secrétaire : M^e Paul COUV RAT, avoué à Vendôme.

Secrétaire adjt : M. ARNOULD, directeur d'école honoraire, à Vendôme.

Trésorier : M. CHRETIEN, instituteur honoraire, à Vendôme.

Bibliothécaire-archiviste : M. POULTEAU, professeur honoraire à Vendôme.


MM. BAYLE, professeur au lycée Ronsard, à Vendôme.
le docteur COLEMONT S, à Morée.

JEULIN, instituteur, à Vendôme.

LEYMARIOS, délégué départemental aux antiquités préhistoriques, à Blois.

RENARD, propriétaire, à Montoire.

TOUZEAU, maire de Sainte-Anne.



DÉCOUVERTE D'UN NOUVEAU POLISSOIR SUR LA COMMUNE DE VILLERABLE (Loir-et-Cher)

par M. J. DESPRIÉE

LE SITE : (voir plan cadastral, fig. 1, et coupe géologique, fig. 2).

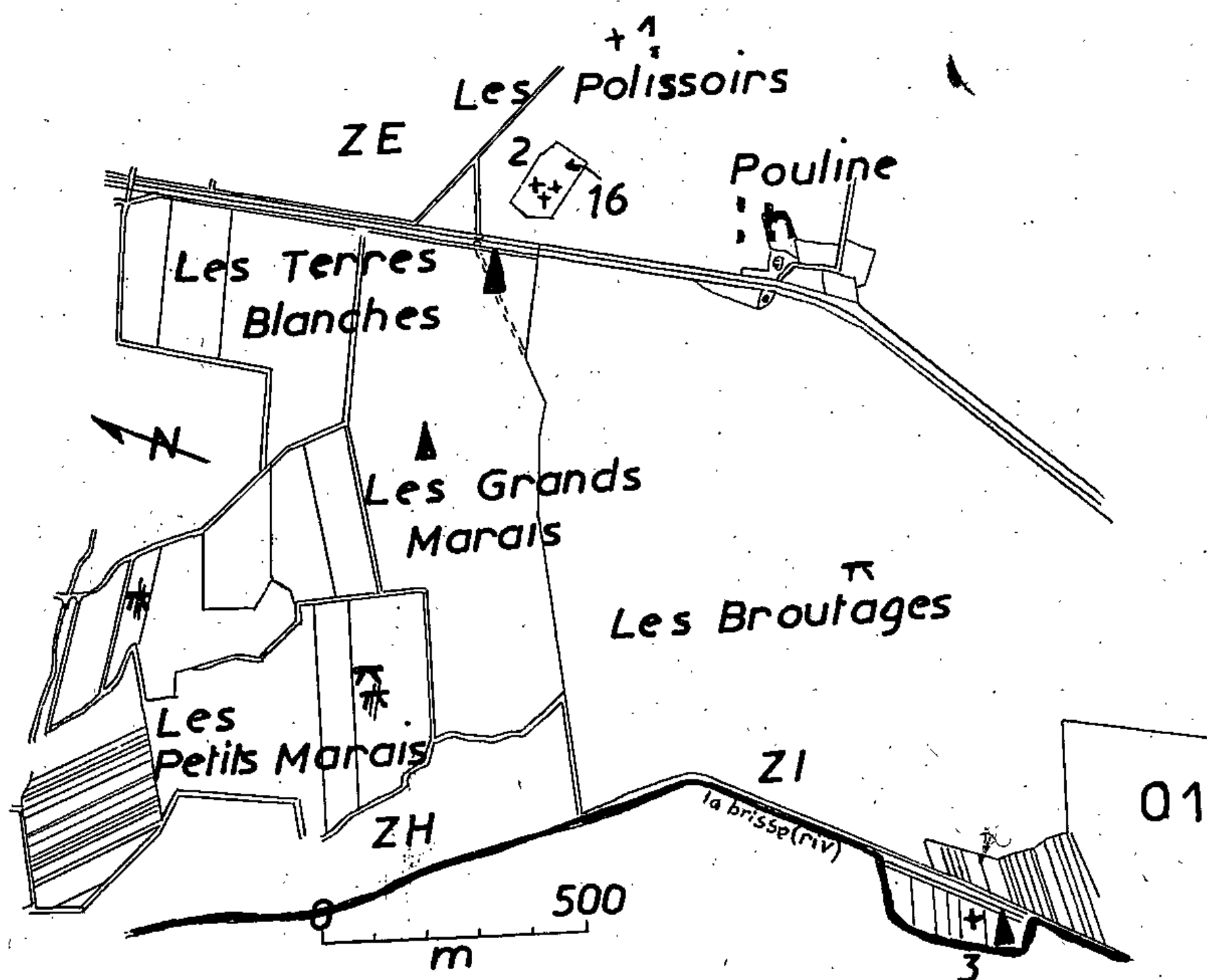


Fig. .01. — Répartition des mégalithes et polissoirs de Pouline. Villerable (L.-et-Ch.).

- + 1 — Polissoir de la Borde ; emplacement primitif.
- + 2 — Les 3 polissoirs de Pouline.
- + 3 — Polissoir du Gué de la Touche.

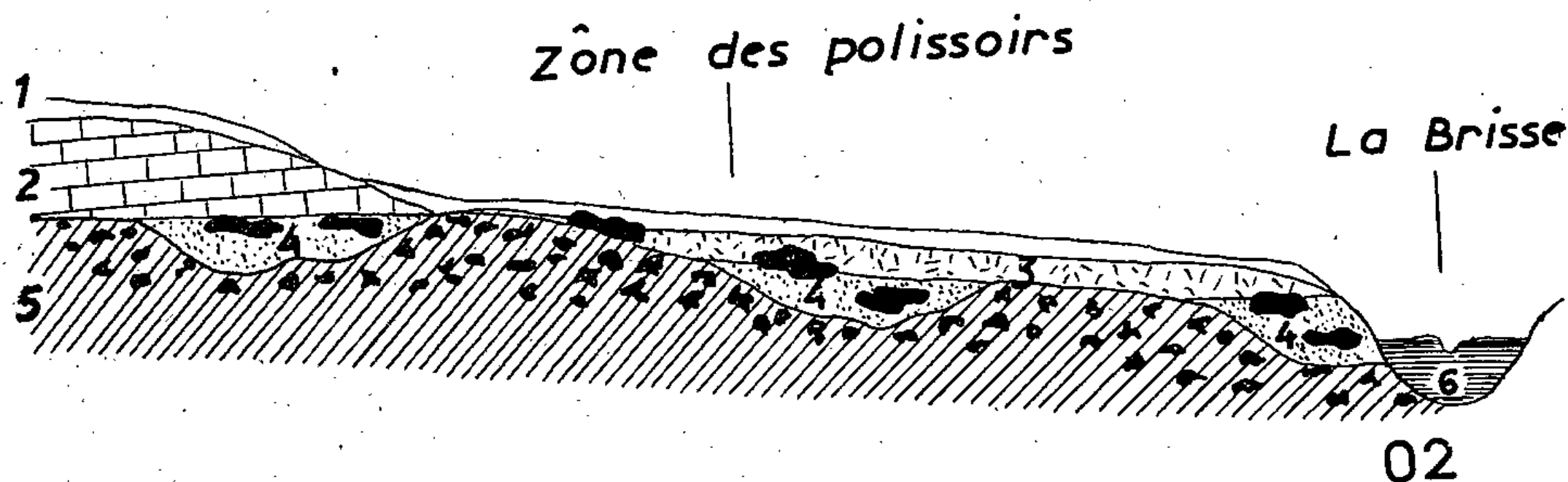


Fig. 02. — Schéma théorique de la région de Pouline, Villerable, montrant les relations des différents terrains entre eux, par J.-M. Lorain.

1. Limons quaternaires.
2. Calcaire de Touraine.
3. Argile à silex limoneuse.
4. Sables et poudingues de l'Eocène.
5. Argile à silex en place.
6. Alluvions.

La commune de Villerable se trouve à environ cinq kilomètres au Sud-Ouest de Vendôme. Elle comprend, à l'Ouest, une vaste zone dite de Pouline, qui s'étend du plateau calcaire à la vallée de la Brisse, rivière affluente du Loir.

Le sous-sol de la région de Pouline est constitué d'argile à silex remaniée et de sables et poudingues de l'Eocène (a).

Au cours du Quaternaire les poudingues ont été successivement dégagés par ruissellement, puis recouverts de dépôts de limons.

Ces blocs, extrêmement nombreux, ont été largement utilisés à l'époque néolithique. Onze monuments et polissoirs ont été jusqu'à présent recensés sur cette commune par G. Barrier (1) et A. Nouel (2). Nous nous bornerons à citer les polissoirs : (b)

- Polissoir de la Borde. Cadastre ZE 26. Récemment déplacé par intervention de la Direction des Antiquités préhistoriques.
- Polissoir de Pouline, dit à tort de Chanteloup. Cadastre ZE 16.
- Polissoir du Gué de la Touche ; disparu ? Cadastre ?

Tous ces mégalithes et polissoirs sont inscrits dans un cercle de un kilomètre de rayon environ. Le polissoir découvert s'y trouve également.

LE POLISSOIR

C'est le deuxième découvert à ce jour dans la parcelle n° 16, section ZE (c). Il a été mis à jour à l'occasion de sondages effectués avec l'autorisation de la Direction des Antiquités préhistoriques.

Il est constitué d'une énorme dalle de poudingue presque totalement recouverte d'un tertre boisé, les arbres les plus gros ayant poussé à l'extérieur du tertre qui épousait la forme de la dalle.

1) Le tertre (fig. 3).

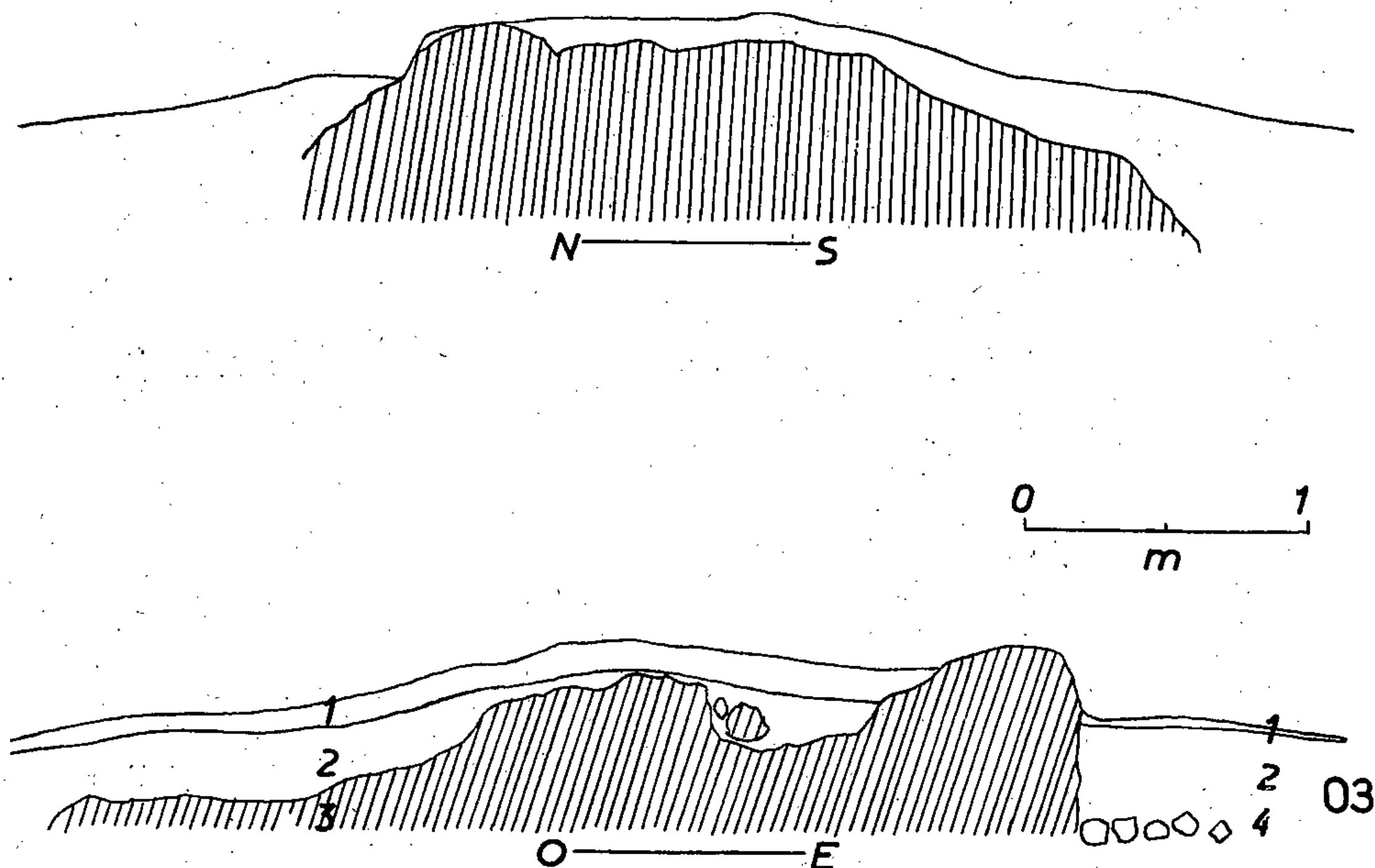


Fig. 03. — Profils du polissoir et du tertre le recouvrant.

1. Humus.
2. Limon.
3. Bloc de poudingue à silex.
4. Cailloutis de base.

Les profils Nord-Sud et Est-Ouest nous donnent une hauteur maximale de 0,50 m par rapport au sol environnant. Ce tertre, très net, a montré au décapage :

- une couche de terre végétale assez régulière de 0,10 m
- une couche de limon quaternaire jaune de 0,05 m à 0,025 m d'épaisseur sur la dalle se prolongeant sur une profondeur de 0,55 m à l'extérieur du bloc.

Le dépôt du tertre n'a pu être géologiquement expliqué. Néanmoins, le dépôt de limon quaternaire peut être naturel, aucune disposition artificielle n'étant apparue.

2) La dalle (fig. 4 et 7).

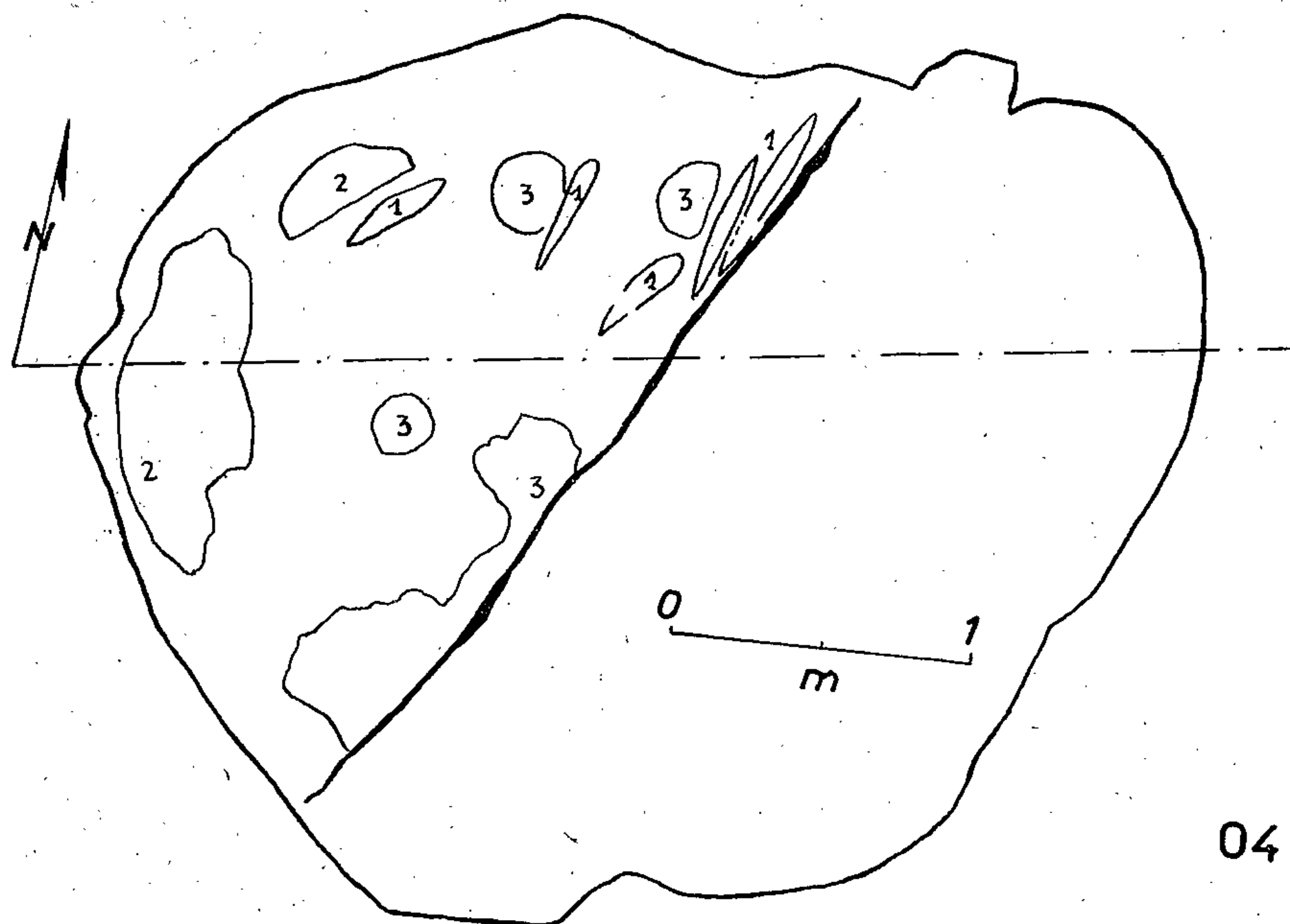


Fig. 04. — Polissoir n° 2 de Pouline, découvert le 1-4-69, vu en plan.

1. Rainures.

2. Cuvettes.

3. Plages de polissage.



Fig. 07. — Polissoir n° 1 de Pouline.

Une partie de la surface et les contours arrondis de ce grand bloc de poudingue ont été utilisés comme polissoir.

Les plus grandes dimensions de la partie visible sont : 3,60 m \times 3,20 m. Il est orienté Est-Ouest.

Une fissure transversale dirigée Nord - Nord-Est - Sud - Sud-Ouest le sépare en deux parties de surface égale :

— La partie Est :

La partie Est n'a pas été utilisée ; elle était en saillie sur son côté Est. La roche prend la forme d'une couronne régulière de 0,80 m de rayon extérieur, dont la cuvette centrale était remplie, sous la couche d'humus, de limon quaternaire et de petits blocs de poudingue. Ce limon était stérile.

A partir de cette couronne, la roche descend nettement vers le Sud (voir coupe Nord-Sud) en une surface légèrement concave qui n'a pas dû être utilisée.

— La partie Ouest :

La partie Ouest, la plus enterrée, est une large cuvette naturelle en forme de demi-cercle de 1,60 m de rayon. Elle a été utilisée sur tout son périmètre :

— 5 rainures, dont une de 43 cm de long, les autres, plus larges et moins profondes, sont brisées à leur extrémité Sud ;

— 2 plages de polissage encore convexes ;

— un ensemble de 3 cuvettes s'allongeant sur un arc de cercle de 1,50 m ;

— enfin, une plage de polissage très étroite suit la faille depuis le centre jusqu'au bord Sud ; elle mesure 1,20 m de long.

Nota. — Il n'est pas impossible que toute la surface de cette cuvette naturelle ait été utilisée ; nous avons repéré en son centre des traces d'utilisation qui restent douteuses et nous avons remarqué au nettoyage que la surface du grès avait tendance à se désagréger. Nous avons noté un exhaussement minime des surfaces de polissage, dont les contours trop irréguliers laissent supposer une destruction partielle de surfaces plus vastes et plus régulières.

POSITION RELATIVE DES POLISSOIRS (fig. 5 et 6)

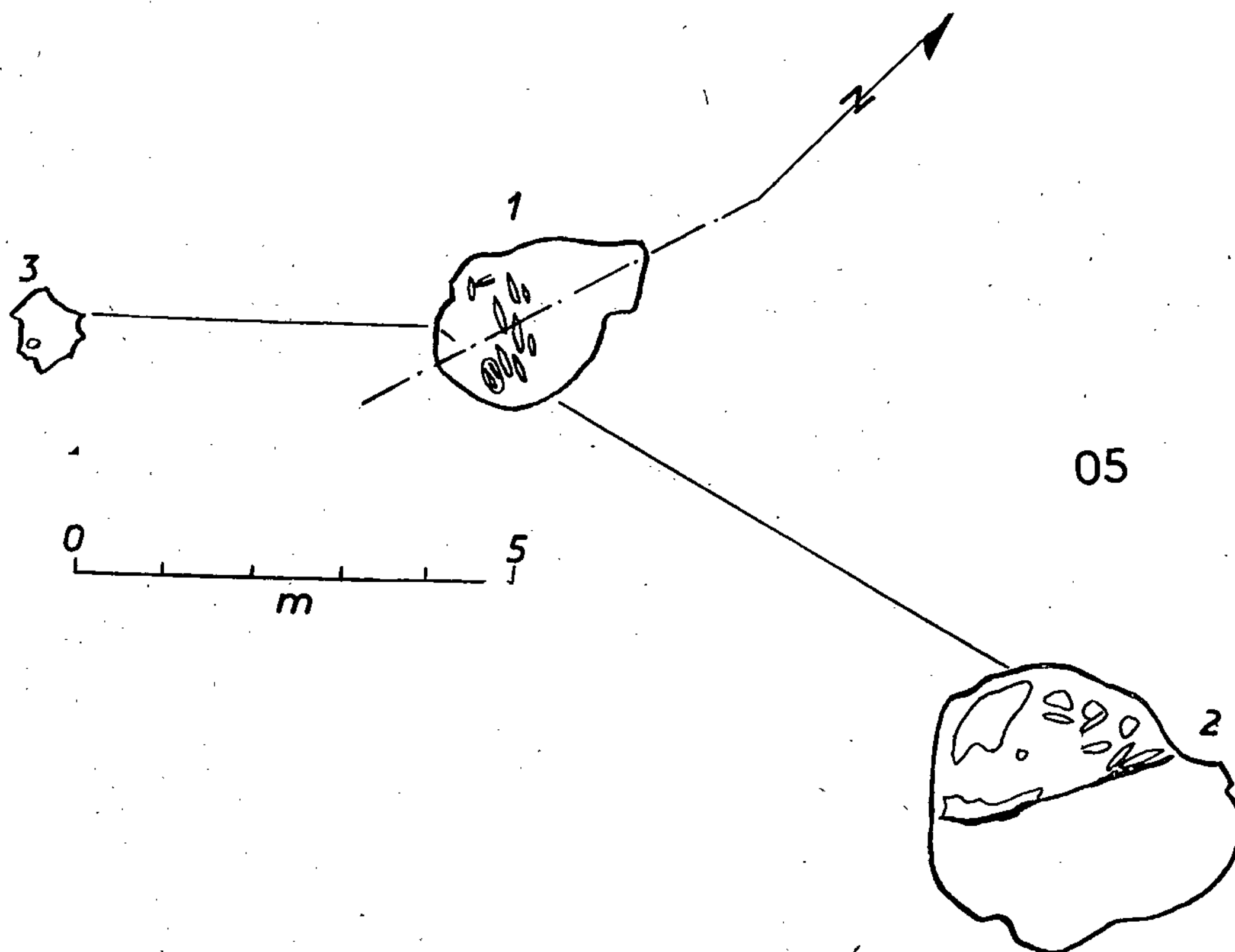


Fig. 05. — Position relative des 3 blocs polissoirs.

1. Polissoir n° 1 de Pouline, dit à tort de Chanteloup.

2. Polissoir n° 2 découvert le 1-4-69.

3. Bloc à une plage.

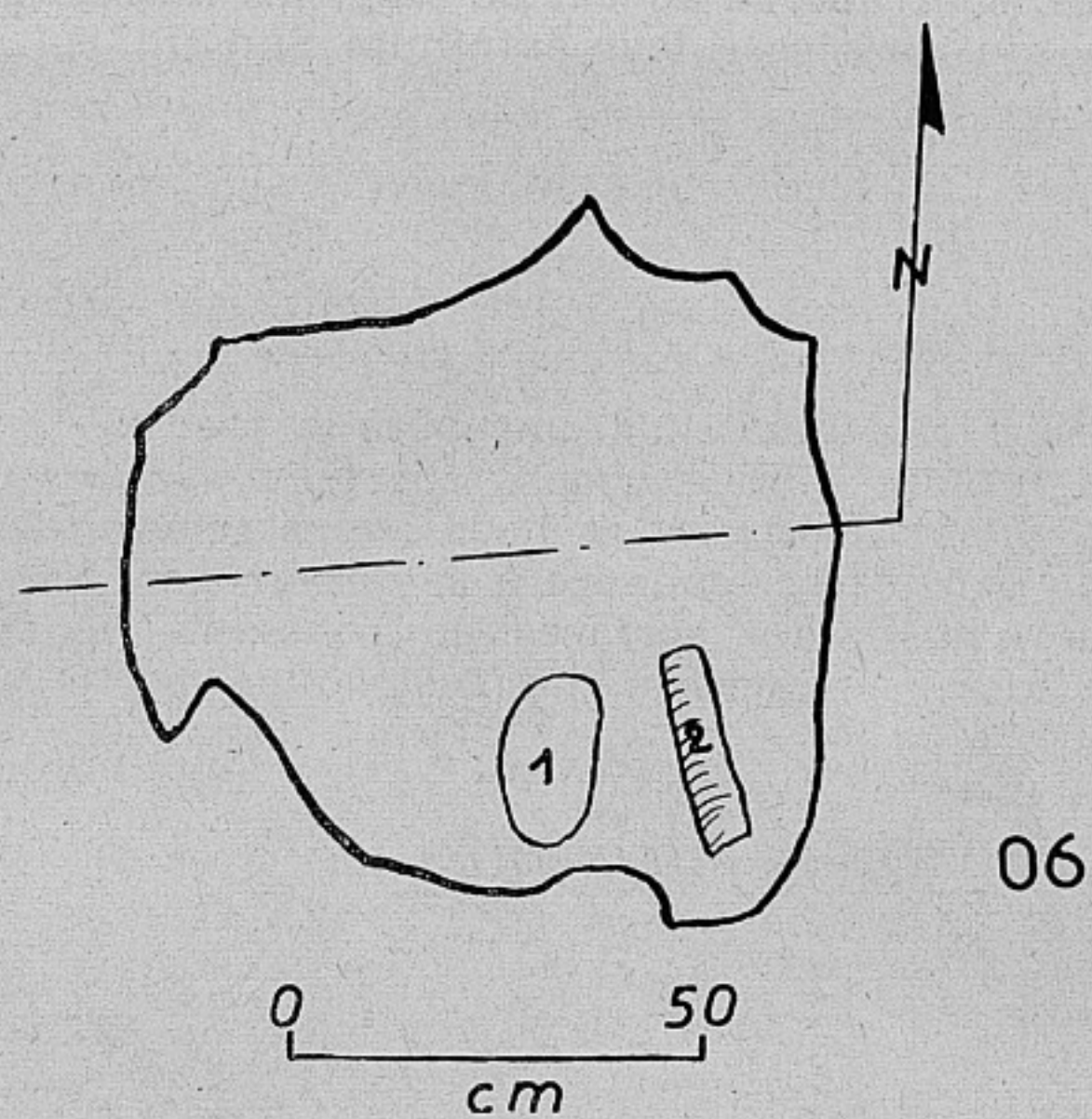


Fig. 06. — Poudingue présentant une plage et une rainure préparée.



Fig. 08. — Polissoir n° 2 de Pouline

Le polissoir n° 2 de Pouline se trouve à environ 7 m à l'Est du polissoir n° 1. D'autre part, un petit bloc de 0,85 m \times 0,80 m de même nature que les précédents, a été découvert à 3,90 m au Sud-Ouest du polissoir n° 1. Sa face Sud, presque verticale, présente une plage de polissage de 0,20 \times 0,10 m environ, encore convexe.

CONCLUSION.

Ces trois blocs polissoirs sont géologiquement en place : ils sont en poudingue à ciment gréseux intraformationnel de l'Eocène du sous-sol. Par suite de phénomènes pédologiques complexes, ils étaient en exhaussement à l'époque néolithique. Ils ont ensuite été recouverts en partie par le limon quaternaire à une époque plus récente, sans qu'aucun élément nous permette de dater ce dépôt.

La position relative des trois blocs est intéressante :

— d'abord leur proximité ;

— ensuite leur « spécialisation » apparente, bien qu'on ne puisse prouver leur contemporanéité d'utilisation. Le polissoir n° 1 est exclusivement creusé de rainures (onze sont parallèles, la douzième est perpendiculaire à l'ensemble). Le polissoir n° 2 semble apporter le complément indispensable avec son ensemble de cuvettes et de plages très vastes.

L'hypothèse du polissage en deux temps des matériaux pourrait être envisagée :

— un polissage d'ensemble sur le n° 1, avec « calibrage » du profil et du tranchant dans les rainures dont le fond est arrondi ;

— une finition des faces et un affûtage du tranchant sur le n° 2, l'affinage étant techniquement plus facile sur une surface large.

Enfin, si le terme d'atelier de polissage simultané peut paraître hypothétique, nous pourrions employer celui de centre de polissage pour la région de Villersable, Huisseau, Nourray, Villiersfaux, Naveil, par la concentration des polissoirs sur ces communes (plus de 12) qui s'explique par les affleurements géologiques de cette région du département.

✱

A la fin de cette étude, qu'il nous soit permis de remercier M. Jurrius, le propriétaire des polissoirs de Pouline, pour l'autorisation qu'il nous a donnée, et M. Touzeau, maire de Sainte-Anne, pour son aide précieuse.

NOTES

(a) Nous employons ici le terme d'Eocène, volontairement plus imprécis que celui de Sparnacien utilisé dans la note du fascicule n° 33 de Janvier-Mars 1970 de la R.A.C. Des études ultérieures effectuées par J.-M. Lorain ayant montré la fragilité de l'attribution au Sparnacien de ces formations complexes.

(b) Nous ne donnons là que la liste des polissoirs de la région de Pouline. Pour les mêmes raisons géologiques, il existe une concentration assez importante sur la rive gauche de la Brisse, Pouline se trouvant sur la rive droite.

(c) Il existait déjà dans la parcelle n° 16, un polissoir (n° 57 de Saint-Venant) qui avait été découvert par G. Launay (voir C.A.F. 1872, Vendôme). Appelé à tort polissoir de Chanteloup, nous lui avons donné le nom de Polissoir n° 1 de Pouline. Celui que nous avons découvert portant le n° 2.

BIBLIOGRAPHIE

(1) G. Barrier : Les monuments mégalithiques de la Vallée de la Brisse ;
B.S.A.V. 1923, p. 49 à 92.

(2) A. Nouel : Le peuplement de la Brisse à l'époque préhistorique ;
B.S.A.V. 1954, p. 25 à 38.

J. de Saint-Venant : Inventaire raisonné des polissoirs néolithiques
du Loir-et-Cher ;
B.S.A.V. 1917, p. 13 à 65.

G. Launay : Dolmens, pierres levées et polissoirs du Vendomois ;
B.S.A.V. 1878, p. 166 à 191.

G. Launay : Rapport sur la découverte d'un polissoir faite dans la
commune de Villerable.
B.S.A.V. 1874, p. 20 à 23.

G. Launay : Découverte d'un nouveau polissoir ;
B.S.A.V. 1879, p. 291 à 293.

UN PRIEURE DE VENDÔME A OLONNE

par M. le docteur DATTIN

Tout le monde connaît au moins de nom l'agréable cité des Sables-d'Olonne dans la région vendéenne mais peu de personnes étrangères au département de la Vendée connaissent Olonne qui a donné son nom à la station balnéaire.

En effet, cette petite localité est située loin de la mer à cinq kilomètres au nord des Sables et ne se fait remarquer par rien de particulier du moins actuellement. Il n'en était pas de même au moyen âge ainsi que nous le verrons.

Précisons qu'à cette époque, la mer pénétrait beaucoup plus profondément qu'aujourd'hui à l'intérieur des terres. C'était un petit port qui avait ses salines et devait avoir une certaine importance. Peu à peu la mer s'est retirée et la petite cité reste éloignée de la côte de quelques kilomètres.

Aussi ai-je été fort étonné quand de passage dans la région sablaise, j'ai appris par des habitants de cette ville qui savaient que j'étais de Vendôme, que ce nom — Vendôme — n'était pas inconnu à Olonne où un quartier du village et un chemin vicinal s'appelaient avant la Révolution le quartier de Vendôme.

Que venait faire Vendôme à l'extrémité ouest du Bas-Poitou et quelles pouvaient être les raisons de cette dénomination pour le moins imprévue ?

Je me suis documenté et d'heureuses circonstances m'ont permis d'être mis en rapport avec M. de Maupeou, archéologue très érudit, connu dans la région, collaborateur à la « Revue du Bas-Poitou et des provinces de l'Ouest » et de surcroît maire pendant trente-trois ans d'une commune des environs.

Avec son aide, nous avons pu étudier et connaître l'origine de la présence de Vendôme à Olonne. Qu'il soit remercié pour les renseignements précieux qu'il m'a confiés.

Comment notre ville, située à trois cents kilomètres d'Olonne, a-t-elle pu être connue pendant plusieurs siècles et même jusqu'à nos jours dans cette petite cité vendéenne ?

Pour répondre à cette question, il est nécessaire de remonter au XI^e siècle, en plein moyen âge, et à la création de l'abbaye de la Trinité par Geoffroy Martel et de rappeler brièvement ce que nous savons de cette période si importante pour l'avenir de notre cité.

Geoffroy Martel, vers 1032, avait épousé Agnès de Bourgogne devenue Agnès d'Aquitaine par son premier mariage avec Guillaume II dit le Grand, comte de Poitiers et duc d'Aquitaine, mort en 1030. Foulque Nerra, père de Geoffroy, comte d'Anjou, était déjà possesseur de Saintes, mais Geoffroy était en réalité avant son mariage, pauvre et sans grands appuis. Sans terres, sans armée, il réclame le Bas-Poitou comme héritage de sa femme Agnès ou pour toute autre raison. Il lève sa bannière et appelle autour de lui tous les aventuriers qui comme lui ont foi et confiance dans la bravoure et la force (de Deserviller).

Guillaume III, fils du Grand Guillaume refuse de se démunir d'une partie de l'héritage paternel et en particulier de cette riche province du Poitou.

Les deux armées se rencontrent à Moncontour en 1033 ; certains historiens s'appuyant sur une charte de l'abbaye de Saint-Maixent prétendent qu'il s'agit de Mons Coerius (ad montem coerium juxta monasterium St. Jovini).

Quoi qu'il en soit, Guillaume III fut battu et chose plus grave, fut fait prisonnier ce qui mettait fin à des réclamations ultérieures. Il passa deux ans en prison et ne fut libéré que contre une rançon importante. Il mourut d'ailleurs l'année suivante. Geoffroy Martel s'empare alors du Poitou et de l'Aquitaine. Notre Vendée actuelle fera partie du Bas-Poitou jusqu'à la Révolution.

Mais, pendant son absence, sa sœur qu'il avait laissée au château de Vendôme en fut chassée contre toute justice, par son propre fils nommé Foulque l'Oison. Il ne faisait pas bon s'éloigner dans ce temps-là et le vieil adage « qui va à la chasse perd sa place » était plus vrai encore autrefois qu'aujourd'hui.

Geoffroy vainqueur de Guillaume revient en toute hâte à Vendôme et rencontre Foulque l'Oison à Huisseau. Ce dernier est battu à plate couture et, plus heureux que le pauvre Guillaume, réussit à prendre la fuite.

Geoffroy rentre à Vendôme en triomphateur. C'est un seigneur qui peut se permettre des dépenses importantes ; il n'est pas ingrat et songe à remercier le ciel des victoires acquises. Nous connaissons tous comment fut fondée l'abbaye de la Trinité. Je ne reviendrai pas sur les événements qui président à sa naissance. Mais quand il s'agit de doter la nouvelle abbaye des moyens nécessaires à sa subsistance, Geoffroy et sa femme Agnès se montrent de généreux donateurs.

Le Poitou est mis à contribution et des pièces de terres qu'on peut estimer assez importantes sont données par Agnès à la Trinité de Vendôme.

En effet, le cartulaire de la Trinité nous cite à huit reprises différentes le nom d'Olonne entre 1040 et 1157.

Le 31 mai 1040 le cartulaire nous fait connaître que Geoffroy remet l'abbaye de la Trinité entre les mains du Saint-Siège de Rome avec la nomenclature des dons faits à celle-ci.

Nous y trouvons entre autres la moitié de l'église d'Olonne avec les dîmes, les salines et les vignes et tout ce qui en ressort (droits : plusieurs chartes nous le spécifieront par la suite ; ceux-ci appartenaient en propre à Agnès à titre de douaire probablement).

Plus loin, en 1047, nous voyons l'énumération des biens de l'abbaye quand le pape Clément II confirme les privilèges et les diverses possessions de la dite abbaye « In episcopatu pictavensi : Ecclesia Olonna ».

Dans les chartes XXXVIII, entre 1056 et 1060, nouvelle mention d'Olonne lors de la fondation d'une abbaye sœur de la Trinité à Angers « et dans le territoire de Poitiers, l'église d'Olonne qui jusqu'ici était en la possession d'Agnès ».

Le 11 avril 1061, nouvelle confirmation des privilèges et des possessions, en pays du Poitou, de la Trinité par le pape Nicolas II : « dans le Poitou, la chrétienté d'Olonne et celle de Saint-Martin de Avilia ». Ce Saint-Martin de Avilia concerne un prieuré ou une abbaye qui aurait été situé à Availles-sur-Chisé, arrondissement de Melle dans les Deux-Sèvres.

Le 6 mai 1069, le pape Alexandre II confirme la dépendance immédiate de l'abbaye de la Trinité au Saint-Siège apostolique et lui cède le titre cardinalice de Sainte-Prisque.

En avril 1075 confirmation des privilèges de la Trinité dont « In episcopatu pictavensi ecclesia Oïonna et Saint-Martin de Avilia ».

Le cartulaire de la Trinité nous énumère également les redevances dues par les possessions de l'abbaye et en particulier mention est faite d'une obligation pour elles de dire une messe pour les moines de l'abbaye de Vendôme par les moines d'Olonne (chapitre XXIII. 1109).

Enfin en 1156 et 1157, l'abbé Robert de la Trinité impose à chaque prieuré une taxe proportionnée pour l'entretien de la bibliothèque dont Olonne « XI solidos ».

Là s'arrêtent les renseignements que nous pouvons extraire du cartulaire de la Trinité de Vendôme. Les documents postérieurs seront fournis par le cartulaire de l'abbaye de Talmont voisine d'Olonne et avec laquelle Vendôme a eu à régler de nombreux litiges.

Quelle était l'importance et la situation de cette enclave lointaine de la Trinité de Vendôme ? Était-ce un prieuré ou une simple possession de lieu ?

La question qui se pose est d'autant plus intéressante que, du fait des donations d'Agnès, il existait dans la région vendéenne d'autres possessions de la Trinité, en particulier dans l'île d'Oléron. Des visites aux diverses propriétés devaient être fréquentes.

Nous voyons à une certaine époque que c'était un moine, Robert, qui venait à Olonne et, dans une pièce de 1078 qu'un jugement est rendu à Poitiers par lequel Euvrard, abbé de Sainte-Croix de Talmont est condamné à rendre à Vendôme la moitié des dîmes d'Olonne qu'il avait usurpées. Nous voyons figurer comme signataires, Robert, moine d'Oléron, Clair, moine de Saint-Aignan, ancien prieuré également de Vendôme, canton de Marennes (Charente-Maritime) et Arneau, moine de Puyravault, autre prieuré, canton de Surgères (Charente-Maritime).

Deux périodes doivent donc être envisagées.

La première irait de la fondation jusqu'en 1104 pendant laquelle il n'est pas fait mention de prieuré. L'abbaye mère

devait envoyer des moines pour gérer ses biens et les défendre au besoin. En effet, Talmont prétend avoir des droits sur Olonne antérieurs à ceux de la Trinité : « le bourg et le four banal en particulier appartiennent à Talmont car la comtesse Agnès n'y avait aucun droit ? »

Cette rivalité entre les deux abbayes nous amène à penser que c'est à cette époque, vers 1104 environ, que fut fondé à Olonne un prieuré sur les propriétés de la Trinité.

En effet, dans les discussions on essayait de se mettre d'accord pour en terminer avec ces querelles, tant pour le partage de dîmes que pour le service religieux, car aucun des deux prieurés n'était curial : il y avait une cure indépendante.

C'est Sainte-Croix de Talmont qui nommait le curé mais c'est aux moines de Vendôme que l'élu prêterait serment ?

Par contre, chose curieuse, si le prieur d'Olonne était nommé par l'abbé de Vendôme, il devait sa présentation à l'abbé de Talmont. Vendôme avait dû subir et accepter une certaine dépendance vis-à-vis de Talmont beaucoup plus proche.

Nous en arrivons ainsi à penser qu'il y eut une deuxième période à partir de 1104, date à laquelle les deux abbayes continuent à se disputer, et qui pourrait être celle de la naissance d'un véritable prieuré probablement à l'origine de nouveaux conflits. M. de Maupeou qui m'a guidé dans ces recherches pense que ce prieuré n'a été construit qu'à cette époque.

Auparavant, comme je l'ai dit, des moines isolés étaient envoyés de Vendôme pour mettre momentanément ordre dans les affaires de la Trinité à Olonne dans des circonstances particulières ou pour la perception des redevances dues à l'abbaye.

A partir de 1104, la présence d'un prieuré semble bien établie par le cartulaire de Talmont. En effet, il nous apprend qu'un certain moine de la Trinité, nommé Robert, peut-être l'abbé Robert II lui-même, défend avec âpreté les intérêts de Vendôme vers 1078.

On y parle d'un insatiable besoin d'acquérir et ceci à propos de la demande qu'avait faite Robert à Euvrard, abbé de Talmont, de construire une maison au-dessous du bourg d'Olonne, demande qui fut refusée ; à la suite de quoi, Robert furieux demanda et réclama d'autres choses à Euvrard.

Cette demande de construction nous permet de penser que les moines de Vendôme n'avaient pas de pied-à-terre à Olonne en 1078 et qu'ils durent attendre vingt-six ans pour avoir le permis de construire par la mort des deux antagonistes ou pour toute autre raison.

En effet, par la suite, les rapports entre Talmont et Vendôme ont dû s'améliorer car par un accord en 1104 nous voyons Sainte-Croix de Talmont non seulement abandonner à la Trinité de Vendôme les dîmes de l'église de « Château d'Olonne » mais encore lui concéder un emplacement près de l'église d'Olonne pour construire un prieuré.

Ce fût donc à cette date que naquit le prieuré d'Olonne.

Or donc cette maison conventuelle sera située près de l'église, église Notre-Dame actuelle. Comme nous le verrons plus loin ce n'est pas du tout le quartier de Vendôme dans le cadastre actuel.

L'histoire de ce prieuré continue à nous être connue en partie jusqu'en 1554 avec douze noms de prieurs.

Citons par exemple à titre de point intéressant que le 20 octobre 1186 il y eut un nouvel accord entre Vendôme et Talmont toujours au sujet des dîmes et du vin et également que Vendôme jouira de deux aires contiguës à la maison des moines, d'une partie de verger, Sainte-Croix gardant la possibilité de pénétrer dans cette partie de verger pour la réfection des bâtiments.

En 1349, Jean Chaigneau, prieur de Vendôme obtient un droit de passage sur les terres voisines pour pouvoir transporter le froment et les vendanges de sa vigne à son pressoir.

Il n'est malheureusement pas précisé où se trouve le pressoir. Était-il près du prieuré ou plus éloigné, par exemple à l'emplacement actuel du terrain nommé Vendôme ?

Nous ne le savons pas, mais de tout cela il reste vraisemblable que le prieuré avait des annexes en ce lieu dit Vendôme : greniers, pressoir, communs ? et que ceux-ci peuvent avoir survécu à la disparition du prieuré en 1789.

Le dernier prieur s'appelait l'abbé de Saint-Aulaire, probablement commendataire qui mourut en 1787, quelques années avant la Révolution.

A cette occasion, il nous est révélé que la cure des Sables était devenue très importante. La mer s'était retirée des

voisinages d'Olonne et le besoin s'était fait sentir d'avoir un port en eaux vives. Or cette cure avait des revenus insuffisants. Aussi la fabrique obtint-elle de l'évêque de Luçon, monseigneur de Méry, la réunion à la cure des Sables des biens du prieuré de Vendôme et ceci avec l'accord de la Trinité et de l'abbé de Saint-Aulaire en 1781, mais cette réunion devait être effectuée seulement après la mort du prieur en exercice qui eut lieu le 5 avril 1787.

Ce fut la fin du prieuré car à partir de cette date il n'en est plus question dans les déclarations des biens de la cure des Sables, mais seulement d'un jardin enclos de murs sur lequel se seraient élevés les bâtiments.

Ces bâtiments ont donc dû être démolis soit peu de temps avant la Révolution, soit probablement pendant la Révolution.

De tous les renseignements recueillis et parfois divergents, il semble cependant à peu près certain que Vendôme a possédé une maison conventuelle et un verger qui pouvait être loué dans le quartier de l'église Notre-Dame et que notre Trinité a possédé également une maison avec jardin, pressoir, vigne et quelques boisselées de terres dans le quartier dit au cadastre de 1829, « quartier de Vendôme ».

Je me suis rendu sur place pour essayer de trouver les restes de ce qui fut Vendôme en Bas-Poitou.

J'ai posé des questions à divers habitants ; beaucoup ignoraient tout de Vendôme et du prieuré ; d'autres en conservaient quelques souvenirs sans précision.

Mais on m'a indiqué la présence à Olonne même d'une personne qui s'intéressait plus particulièrement au passé de son village. Mme Durand m'a reçu très aimablement et il m'a été très agréable de trouver chez elle une connaissance très complète de l'histoire du moyen âge à Olonne.

Elle connaissait parfaitement l'histoire du prieuré et m'a indiqué exactement l'endroit où se trouvait le quartier dit de Vendôme au cadastre de 1829.

Partant de l'église Notre-Dame on se dirige vers le nord et on traverse le chemin de grande communication n° 32 qui va des Sables à Challans. Un chemin d'intérêt local n° 8 se dirige vers l'est et à une cinquantaine de mètres à angle droit on rencontre un chemin de terre dont le côté sud est bordé

par un mur coupé de brèches à travers lesquelles on peut voir des jardins qui ne m'ont pas paru particulièrement fertiles : c'est là le chemin dit « de Vendôme ».

Ce chemin est long d'une trentaine de mètres.

A son extrémité nord un autre chemin se dirige vers l'ouest ; des maisons ouvrières ont été bâties ; elles sont habitées et leurs locataires ou propriétaires cultivent les jardins tout proches.

Je n'ai pu voir dans ces jardins de fondations ni de débris de maçonnerie. La terre n'est cependant pas profonde et nous devons nous trouver sur l'emplacement des annexes de l'ancien prieuré ?

Restons donc sur la tradition et les cartulaires de la Trinité et de Talmont pour revivre dans la mesure du possible avec les moines de la Trinité si loin de leur maison mère. Ils avaient cependant la possibilité de voisiner dans une certaine mesure avec leurs confrères vendomois d'Oléron et de Puyravault qui en étaient encore plus éloignés.

Quelle était leur vie ? Quels liens plus ou moins relâchés les rattachaient à Vendôme ?

Nous n'en saurons jamais rien.

Qu'il nous soit cependant permis d'espérer qu'ils sont restés attachés à leur supérieur de Vendôme non seulement pendant le Moyen âge mais encore plus tard quand le régime commendataire leur a été imposé.

La proximité de Talmont avec ses religieux les empêchait sans doute de se trouver trop isolés. Oléron n'était pas loin et les communications faciles.

Le recrutement d'origine vendomoise a dû devenir difficile au cours du XVIII^e siècle, Vendôme étant lui-même très menacé par la raréfaction des vocations monastiques.

Le prieuré d'Olonne ne devait pas, dans ces conditions, être particulièrement florissant.

Cependant, notre étude nous révèle combien, au moyen âge tout au moins, l'abbaye vendomoise était riche et puissante.

La vue de ces pierres et de ces jardins aujourd'hui sans signification en porte témoignage.

LE PATRIOTE PIERRE-NICOLAS HÉSINE

*Ses luttes ardentes en Loir-et-Cher
de la veille de la Révolution à la Restauration (1785-1817)
à Pontlevoy, Blois et Vendôme*

par M. R. BOUIS

III

LES VINGT-CINQ DERNIERES ANNEES (1796-1821)

De l'existence d'Hésine, vingt-cinq années restent à parcourir, vingt-cinq années pendant lesquelles il eut cet insigne mérite de rester fidèle aux souvenirs exaltants et fiévreux de 1793 et dont les six dernières, de la Restauration à sa mort, en exil, à Rouen, furent marquées par la plus impitoyable des persécutions.

*L'asile à Pontlevoy du 25 fructidor IV (II septembre 1796)
au 23 ventôse V (13 mars 1797)*

Eloigné à dix lieues au moins de Vendôme, pendant la session de la Haute-Cour, par une loi de circonstance, en date du 17 fructidor an IV, et publiée tant au chef-lieu qu'à Vendôme même, le 21 de ce mois, Hésine n'avait plus devant lui que trois fois 24 heures à rester dans le lieu de son domicile, ainsi que nous l'avons montré dans notre précédent bulletin. Bourdon, l'agent secret à Vendôme, nous apprend dans sa lettre dépêche adressée au Ministre de la Police générale Cochon de Lapparent que « le cy devant Commissaire du Directoire exécutif a fait l'impossible pour ne pas quitter la commune de Vendôme, qu'il a présenté une pétition à l'administration dans laquelle il a prétendu qu'il n'était pas compris dans la loi du 21 floréal IV (rendue applicable à Vendôme par celle du 18 fructidor suivant) attendu qu'il n'était que révoqué et non destitué et qu'il protestait contre toute violation qui serait exercée sur sa personne et son domicile ».

Et Bourdon d'ajouter « que, sans attendre de réponse à sa pétition et tout en disant à tout le monde qu'il ne partirait pas, il est sorti de Vendôme » (le 25 fructidor au matin). Hésine n'ignorait pas que l'administration vendomoise, dont on connaît les dispositions à son endroit, ne manquerait pas, le délai de 72 heures écoulé, de faire procéder à son arrestation, de le déférer ensuite devant le tribunal criminel de ce département qui lui appliquerait, à n'en pas douter, la peine de déportation encourue par « tout individu qui, ayant été condamné par jugement ou mis en accusation, n'aurait recouvré sa liberté que par l'effet de l'amnistie, tout ex-fonctionnaire public destitué, tout militaire destitué ou licencié dont le domicile n'était pas établi dans la commune de Vendôme avant la mise en application de la Constitution, qui seraient trouvés dans la commune de Vendôme ou dans la distance de dix lieues après le délai de 72 heures ». Hésine savait parfaitement que la loi du 17 fructidor, provoquée par l'administration de Vendôme, n'avait d'autre but que de l'éloigner de ses murs, pendant la durée de la session de la Haute-Cour. Hatin se trompe lorsqu'il écrit que c'était bien de l'outrecuidance de la part de l'ex-commissaire de penser et d'écrire que le texte du 17 fructidor le visait au premier chef. Mais il put gagner Pontlevoy sans encombre. Ce ne fut que quelques jours plus tard qu'on s'avisa qu'il aurait pu être appréhendé, lors de son passage à Blois, distante de huit lieues de Vendôme, dans le courant de la journée du 25.

Il se retire chez sa sœur Marie-Anne, qui était venue se fixer près de lui lorsqu'il professait au collège de Pontlevoy, et avait épousé, en messidor précédent, son vieil ami J.-B. Senestre Amant, un terroriste de bonne trempe. Le tempérament de lutteur de notre personnage ne pouvait, en vérité, lui permettre de briser avec son existence antérieure pendant les six mois qu'il passa à Pontlevoy.

Les Archives Nationales ont conservé plusieurs de ses lettres adressées au Ministre de la Justice, s'échelonnant du 4 vendémiaire V au 3 pluviôse suivant, dans lesquelles il insistait sur le fait que la qualité d'amnistié ne pouvait lui être applicable et partant les dispositions de la dite loi du 17 fructidor l'éloignant de Vendôme. Ces lettres nous apprennent, à cet égard, que président et accusateur du tribunal criminel de Loir-et-Cher ne consentirent pas à lui délivrer l'expédition du jugement intervenu à son endroit, le 2 vendémiaire an IV, qui annulait l'acte d'accusation dressé contre lui, le 13 thermidor de l'an III (voir Bulletin 1969 p. 101) jugement nécessaire, affirmait-il, pour fixer son état politique.

Ce jugement, précisait Hésine, stipulait — conformément à la loi du 4^e complémentaire de l'an III annulant la procédure révolutionnaire (Hésine rappelons-le, avait été inculpé, le 13 thermidor III, en vertu d'un arrêté du Comité de Salut Public, non d'un décret de la Convention) — son renvoi devant le directeur du jury d'accusation du district de Blois pour y être jugé, selon les dispositions de la loi du 16 septembre 1791, mais en le maintenant en état d'arrêt. Or, le 6 brumaire IV, Hésine avait été remis en liberté sur l'ordre du représentant Sevestre en mission dans le Loir-et-Cher. De ce fait, il n'avait donc pu comparaître devant son juge. Nous le voyons ainsi, de Pontlevoy, quelques jours après son arrivée de Vendôme, réclamer du Ministre de la Justice le renvoi de son affaire devant ce magistrat. « Dans cet état de choses j'ai recours à vous pour obtenir un jugement déclarant que la loi d'amnistie (celle du 4 brumaire IV) ne m'est pas applicable à cause de la nature du délit que la calomnie m'impute et que d'ailleurs je n'entends pas profiter du bénéfice d'aucune amnistie qui me paraît immorale et cruelle de quelque nature qu'elle soit, en ce qu'elle flétrit l'innocent en sauvant le coupable ». Comme bien on pense, il ne devait pas recevoir de réponse, sinon celle, nous le verrons bientôt, du tribunal criminel de Loir-et-Cher le condamnant, le 18 germinal an V (7 avril 1797), à la déportation précisément pour infraction à la loi du 17 fructidor.

Il réussit, en revanche, malgré l'éloignement et les difficultés qu'on peut imaginer, à faire reparaître, à Vendôme même, après une interruption, de près de deux mois, son courageux et précieux Journal (Journal de la Haute-Cour de Justice ou l'Echo des Hommes Libres Vrais et Sensibles) à partir de son troisième numéro (9 brumaire V - 30 octobre 1796). Malgré l'arrestation de son rédacteur propriétaire, à Chaumont-sur-Loire, le 23 ventôse an V (13 mars 1797), le Journal continua à paraître jusqu'à son 73^e et dernier numéro (26 mai 1797) mais sous la signature de sa femme. Cette dernière n'avait pas quitté, durant l'exil puis l'emprisonnement de son mari, leur domicile, rue du Mail ou des Arrière-Fossés. Nous savons qu'Hésine, lorsqu'il était encore à Vendôme, avait donné asile, en sa maison, à la femme de Babeuf et à son fils Emile, à leur arrivée en cette ville, à la suite de leur mari et père.

Pendant près d'un siècle, 97 années exactement, Eugène Hatin resta le seul à avoir consulté le Journal d'Hésine (Bibliographie de la Presse périodique Fr^e 1866). A l'occasion du deuxième centenaire de Babeuf et de Buonarroti, en 1960,

nous avons pu montrer, grâce à quelques épaves et à un long travail critique portant sur des documents hélas bien dispersés, quel intérêt pouvait présenter ce journal, celui de nous avoir conservé de nombreux inédits des accusés ainsi que de suggestifs et indispensables renseignements relatifs au déroulement de leur procès devant la Haute-Cour de Vendôme (A.h.R.f. 1960). En 1962, il nous a été donné de nous procurer, grâce à l'amabilité de M. Michel Jasenas, conservateur à la Cornell University Library, Ithaca N.Y. le microfilm de la collection complète. En 1963, notre ami, A. Soboul, publiait deux importantes lettres l'une d'Hésine à Babeuf, de Pontlevoy, 21 brumaire V, l'autre de Babeuf à Hésine, en date du 26 frimaire suivant, conservées l'une et l'autre dans le riche fond babouviste de l'Institut du Marxisme-Léninisme à Moscou (A.h.R.f. 1963). Ainsi ont été apportées : 1° la preuve des relations épistolaires entre Babeuf et Hésine et de leur caractère particulièrement confiant exprimé par Babeuf de la manière suivante : « l'estime et la confiance que tu m'inspires par cette conduite, accordées moins à l'homme qu'aux principes, ne doivent pas me faire hésiter de disposer dans ton sein mes pensées les plus secrètes ; 2° Celle également que le nouveau plan du Journal à partir de son numéro 7 fut adopté par son rédacteur après réception d'un mémoire communiqué à ce sujet par Babeuf lui-même. « J'ai conservé le fond et presque en entier la forme du mémoire qui m'a été communiqué... Les développements de ce nouveau plan entreront dans le 7^e numéro ». Ces deux lettres montrent tout l'intérêt qu'il faut attacher au Journal d'Hésine dont pas un numéro n'est conservé dans le lieu où il s'imprima. On ne peut donc, dans ces conditions, que se réjouir de la réimpression de ce Journal par les Editions Sociales Edhis dans le cours du second trimestre de 1966. Mais il ne s'agit pas là de l'édition critique qui s'impose, de toute évidence.

Hésine, nous l'avons vu, avait habité Pontlevoy de 1785 à 1791, professé au collège, épousé une jeune fille de la localité. Il fut l'un des premiers électeurs du canton de Pontlevoy, en juin 1791, avec son futur beau-frère Amant et Fellion de Rilly que nous retrouvons, en l'an V, à Ouchamps, en relations justement avec l'exilé de Vendôme. L'homme de 1793 qu'avait été Hésine pouvait compter sur le soutien, sur le concours de ceux qui s'étaient également « montrés » à cette époque. Et l'on sait combien cela était méritoire en dehors des villes. Ces hommes l'aidèrent à transmettre et recevoir la correspondance qu'il entretenait avec Vendôme. Les deux Amant de Pontlevoy (le père et le fils), Terrier, le commissaire du

Directoire exécutif cantonal, Mazon, le notaire de la commune de Thenay et surtout Antoine Lamy de Chaumont-sur-Loire figuraient au premier rang de ces fidèles. A Blois c'était Gidouin qui venait rendre souvent visite, à son ami, à Pontlevoy. A Vendôme c'était Ballyer père, défenseur officieux (« le commissionnaire des accusés, le coryphée de la clique, selon Bourdon »), les femmes aussi des détenus qui se faisaient les intermédiaires entre ces derniers et Hésine et vice versa.

Dans sa lettre du 21 brumaire V Hésine écrit : « Aujourd'hui je reçois de vos nouvelles par la poste et matière suffisante à mon 7^e numéro. J'irai de suite aux Montils qui est plus rapproché A.S. (?) autrement j'attendrai l'arrivée du courrier du 24 et j'irai ensuite aux Montils (B.G.) ? » La manière dont Hésine recevait correspondance et documents de Vendôme, plus particulièrement des détenus eux-mêmes, nous est livrée dans ces quelques lignes. On remarquera qu'après l'arrivée, par la poste, à Pontlevoy, de la correspondance vendomoise, Hésine envisage de se rendre, chaque fois, aux Montils, (distants de trois lieues sur la route de Blois par Sambin, Ouchamps et Monthou). Fut-ce pour y prendre livraison d'une correspondance adressée à des habitants des Montils, ces mystérieux A.S. et B.G. qui auraient ainsi servi d'intermédiaires entre Vendôme et l'exilé de Pontlevoy ? Hésine avait de nombreux amis aux Montils, l'hypothèse n'est pas invraisemblable. Lorsqu'Hésine écrit que (le village) des Montils est plus rapproché, on peut se demander de quel lieu, ce qu'il ne dit pas. Si l'on veut bien jeter un coup d'œil sur la carte de Cassini on pourra penser qu'il s'agit soit de Chaumont-sur-Loire, soit de Blois, situés à une distance à peu près semblable des Montils et où l'on pouvait franchir la Loire en direction de Vendôme et vice versa. Le trajet Vendôme Pontlevoy par Herbault et Chaumont étant légèrement plus court que celui par Blois. Hésine qui se rendait, après réception d'une correspondance en provenance de Vendôme, de suite et chaque fois aux Montils, pouvait y recevoir ou y remettre à des intermédiaires de Chaumont ou de Blois, les épreuves corrigées ou non de son Journal ainsi que d'autres documents plus volumineux qu'une simple correspondance. L'hypothèse, non plus, n'est pas à rejeter.

Le Journal d'Hésine, imprimé non plus chez Soudry mais chez Cottureau-Pincon, rue Poterie à Vendôme, reparut d'une manière régulière à partir du 9 brumaire V (30 octobre 1796). Les lettres dépêches quasi journalières de l'agent secret Bourdon au Ministre de la Police générale nous renseignent

d'une manière directe et vivante sur l'effet produit à Vendôme par cette feuille virulente.

Dès le 7 frimaire, Bourdon écrivait : « Nous sommes tourmentés ici par un journal rédigé par Hésine... Ce journal s'imprime à Vendôme, quoique Hésine en vertu de la loi ait été obligé de quitter cette commune, mais je suis instruit qu'il s'y rend de temps en temps. L'administration voulait vous le dénoncer comme tendant à fomenter des troubles et exciter les prisonniers à la révolte mais nous sommes convenus d'attendre encore quelques numéros et de prendre des mesures pour être instruits des voyages et du séjour d'Hésine dans cette commune... » Bourdon, à l'instar des autorités, signalait la présence d'Hésine à Vendôme mais l'intéressé se garda bien d'y paraître. Il savait qu'il y serait aussitôt reconnu, dénoncé, appréhendé et qu'il tomberait sous le coup de la loi du 18 fructidor.

Dans une lettre du 14 frimaire, Bourdon indiquait « que, par ce journal, Hésine provoque la troupe à la désobéissance en disant que leur chef de brigade qui se nomme Dejean est un ex-noble, un émigré et qu'il a porté les armes contre la République pendant deux ans dans la Vendée. Le soldat déjà mécontent de ce qu'on voulait l'assujettir à une tenue et à une exactitude régulière a saisi avec avidité une occasion pour se laisser aller contre son chef à des propos et à des injures tous plus déplacés les uns que les autres. Enfin cela s'est terminé par une pétition au directoire tendante à la destitution du citoyen Dejean laquelle a été colportée de café en café et de cabarets en cabarets pour obtenir le plus de signatures possible. Par ce même journal Hésine aigrit les prisonniers en diffamant l'administration, en dénonçant des mesures qu'elle n'a pas prises, en répandant contre elle et contre chacun de ses membres des propos et des sarcasmes tous aussi faux les uns que les autres. Ce journal répandu, à propos, parmi les troupes et ceux des citoyens de cette commune qui ne suivent pas les mesures de l'administration produit l'effet le plus dangereux, fait détester les chefs et les administrateurs et apitoyer sur le sort des prisonniers et a amené très promptement des discussions dangereuses entre le soldat et ses chefs et des projets de la part des prisonniers ». Dans cette même lettre du 14 frimaire Bourdon proposait à son Ministre « le changement de la garnison et l'arrestation d'Hésine comme auteur d'un journal qui provoque les troupes à la révolte... les deux moyens propres à ramener la tranquillité publique ». Mais Còchon, à la date du 23, répondit que « l'arrestation d'Hésine ne pourrait avoir lieu qu'autant que

son Journal dénoncé à l'accusateur public donnerait lieu à des poursuites dirigées dans la forme prescrite par les lois ». Bourdon revint à la charge deux jours après, le 25 frimaire en faisant passer à Cochon un échantillon du Journal d'Hésine. « Je viens de m'y abonner car il est couru et recherché », écrivait-il, ajoutant que son auteur « venait de temps à autre passer deux ou trois jours incognito à Vendôme pour corriger l'épreuve de son journal et puis retourner à Pontlevoy ». Si, sur le vu de son journal, poursuivait-il, vous croyez qu'il doit être arrêté, son affaire sera promptement exécutée, s'il en est autrement je verray à me concerter avec l'administration départementale pour l'opérer car je ne vous cache pas que, dans ces circonstances, c'est un véritable fléau ; dans un autre temps il ne ferait que pitié mais la tranquillité publique est troublée par ce journal... J'ai aussi avis que les minutes de son journal ne sont pas signées d'Hésine. Je vais prendre toutes les précautions pour en être instruit et ensuite je me concerterai avec l'administration ».

Le 1^{er} nivose, Bourdon informa Cochon qu'une centaine d'exemplaires du Journal d'Hésine venaient d'être saisis, quatre jours auparavant, à la caserne, sur l'intervention du chef de brigade qu'on dut finalement aller chercher pour vaincre l'obstination des soldats qui ne voulaient pas les remettre. Le soldat qui les avait introduits et qui travaillait chez Cottereau, l'imprimeur d'Hésine, fut arrêté et renvoyé le lendemain à Paris. « Ce qui a été fait par un, peut être fait par un autre et nous ne doutons pas qu'Hésine mette (tout) en œuvre pour aigrir les esprits et les faire fomenter pour le moment du débat » concluait Bourdon. P.-A. Méreaux, le commissaire du directoire exécutif du canton de Vendôme, le successeur direct d'Hésine, s'adressant, à son tour, au Ministre de la Police, dans une intéressante lettre, du 16 du même mois, apporta le même son de cloche : « Nous regarderions la prise d'Hésine comme une décisive victoire aussi nous ne nous laissons point de faire surveiller ses partisans les plus acharnés. Nous avons eu plusieurs fois des données certaines sur ses démarches mais jusqu'à ce moment il a mis en défaut les surveillants. Si le Gouvernement voulait sacrifier 600 livres au plus, il est indubitable qu'Hésine serait trouvé et arrêté à Vendôme d'où on nous assure qu'il ne sort presque plus. S'il vous était possible de mettre cette somme à la disposition du citoyen Bourdon, agent du Ministre de la Police générale, je ne doute point que le succès ne couronnerait nos espérances... » Mais Bourdon ne se lassait point. Dans sa lettre-dépêche du 21 il consacra à ce tenace adversaire

qu'était Hésine le passage suivant : « Hésine, ex-commissaire du pouvoir exécutif, fait toujours des siennes. Son journal paraît très régulièrement. Il livre la guerre au gouvernement, à la Haute-Cour, aux autorités civiles et militaires. Il apitoye sur le sort des conspirateurs de prairial, de Grenelle et de floréal et plus il va en avant, plus il fait des prosélytes. Il faudrait entreprendre la contre-partie mais personne n'est assez hardi pour le faire. Je l'aurais bien entrepris mais je n'ai pas voulu le faire sans votre agrément afin de m'éviter toute espèce de reproche. Si je n'étais pas surchargé de mission je n'aurais pas cette crainte. Il y a longtemps que je l'aurais entamé (ce qu'il oublie de dire c'est qu'il était, à n'en pas douter, lui, Bourdon, l'inspirateur du journal de l'ex-abbé Rouzet, le greffier de la Maison de Justice, l'adversaire déclaré d'Hésine). Hésine, poursuivait-il, « est caché dans cette commune. Il faudrait faire le sacrifice de quelques louis pour le dépister. Ce serait le meilleur parti car, comme d'après la loi du 20 floréal, rendue applicable à Vendôme, il lui est défendu de séjourner dans le rayon de 10 lieues, il aurait encouru la peine portée par la loi (la déportation). Cela nous en débarrasserait pour quelque temps et il n'aigrirait pas les citoyens contre les mesures justes que prend le Gouvernement pour se consolider. La tranquillité et le calme règnent dans cette commune. Sans Hésine et son Journal on n'entendrait pas un mot contre l'ordre... »

Le 20 frimaire V deux lettres d'un certain Hildebrand, maître de musique au collège de Pontlevoy, adressées antérieurement, l'une au cafetier Brunet, ex-commandant de la garde nationale de Blois, l'homme des honnêtes gens, l'autre à un membre de l'administration départementale, M. Delatour, furent remises au commissaire central qui en envoya immédiatement copie au Ministre de la Police. Dans la première, du 15 frimaire, ledit Hildebrand informait Brunet que « tous les coquins du canton et des cantons environnants ont tenu hier une grande assemblée dans notre village. Le célèbre Gidouin y avait été apparemment invité... ils trament sans doute quelque chose car ils ne sont pas assemblés pour faire du bien. Je vous donne cet avis pour que vous en fassiez part à nos amis ». Dans la seconde, à l'administrateur Delatour, Hildebrand précisait que « l'assemblée s'est tenue chez un nommé Bisson boulanger et cabaretier connu pour un honnête homme, dans une chambre séparée. Je ne puis pas dire le nombre de tous les membres de ladite assemblée ; le commissaire du pouvoir exécutif (Terrier) y était, Hésine, Gidouin, Masseron (Mazon), un terroriste de Chaumont-sur-

Loire dont j'ignore le nom (c'était Antoine Lamy). Voilà ceux que j'ai pu découvrir jusqu'à présent mais elle était composée de plusieurs autres terroristes que je ne connais pas mais que je tâcherai de découvrir. Il est bon d'observer que c'est le lendemain de cette assemblée que l'on a essayé de crocheter la porte du percepteur des impositions de cette commune (cette observation sous la plume d'Hildebrand qui avait été musicien du chapitre et de l'évêque de Thémynes avant la Révolution puis de M. de Salaberry, ne saurait étonner). Je viens d'apprendre, poursuivait-il, que les deux Amant père et fils étaient de ladite assemblée. Vous ignorez peut-être qu'Hésine fait de fréquents voyages à Chaumont-sur-Loire ; on prétend qu'il va très souvent à Vendôme par cette voye... ce qu'il y a de certain c'est qu'Hésine, Terrier, Commissaire du Directoire exécutif de Pontlevoy, Fellion d'Ouchamps étoient il y a quinze jours à Blois où ils se sont réunis à Gidouin, qu'ils ont tenu de fréquentes assemblées pendant 8 jours, qu'ils y ont demeuré, ce qui suffit, je crois, pour vous prouver que ces honnêtes gens s'occupent de quelques projets... si je découvrais quelque chose de nouveau je m'empresserais de vous en faire part ». Le commissaire près l'administration du département en transmettant les deux lettres précédentes à Cochon s'étonnait dans sa lettre d'envoi « qu'Hésine restât toujours libre et impuni ». Détail à noter et parfaitement révélateur dans cette dernière lettre au demeurant banale : il (Hésine) est d'autant plus dangereux et à craindre qu'il est presque le seul qui ait autant de moyens pour favoriser son entreprise ; j'entends par moyens la faculté de transmettre des idées et de séduire ».

Mais le régicide Cochon, bien qu'il inclinât en faveur de Carnot et de Letourneur violemment hostiles aux anarchistes, n'entendait point heurter le groupe Barras, La Revellière, Reubell, qui se méfiait de lui à juste titre. Nous l'avons vu le 23 frimaire précédent tempérer l'ardeur de son agent à Vendôme tandis que le 1^{er} nivose il recommandait au commissaire central de Loir-et-Cher de ne pas perdre de vue les royalistes. A Blois, écrivait-il à ce dernier « on abandonne la cocarde nationale. En plein jour au milieu des rues on insulte quiconque est regardé comme républicain, le nom de citoyen est proscrit au sein même des administrations et des tribunaux. Les défenseurs officiels ne parlent qu'avec mépris, avec dérision de la législation nouvelle et les juges au mépris de leur devoir au point de ne pas la faire respecter ». Le 26 nivose, malgré tout ce qu'on avait pu lui communiquer de Vendôme, de Pontlevoy et de Blois, il mandait à Bourdon :

« Je suis persuadé comme vous de tout le mal que peut faire le Journal d'Hésine mais je ne puis que m'en référer à ce que je vous ai marqué par ma lettre du 23 (frimaire) ». Sans doute attendait-il qu'Hésine commît l'imprudence de se faire appréhender à moins de 10 lieues de Vendôme, les exécutants ne manqueraient pas, il ne pouvait l'ignorer. Dans ce cas on lui appliquerait la loi du 18 fructidor sans que lui, Cochon, eût à prendre une initiative quelconque du moins apparemment. Et c'est bien ce qui arriva, peu après l'ouverture des débats devant la Haute-Cour, peut-être à l'heure escomptée par Cochon.

Nos archives départementales ont conservé une lettre mutilée, l'en-tête indiquant le lieu d'envoi ainsi que la signature ayant été déchirés. On ne sait pas non plus à qui elle fut adressée. Seule la date nous est parvenue (30 frimaire). Mais son contenu est tout à fait révélateur. Il s'agit d'une nouvelle dénonciation en style fleuri cette fois. « La personne que vous connaissiez était en ce moment à Vendôme pour prendre quelque part au sort malheureux de Babeuf. Elle reviendrait sur la fin de cette semaine et passerait nécessairement, par Onzain et Chaumont, Vendredi ou Samedi ; si on avait pu se procurer son adresse à Vendôme on l'aurait envoyée par ce courrier. Malgré ces précisions, les mois de nivose, de pluviôse et de ventose (jusqu'au 23 de ce dernier mois) se passèrent sans qu'on pût saisir Hésine à l'intérieur du cercle prohibé distant de 10 lieues de Vendôme.

La parution du Journal d'Hésine, dont Bourdon nous a permis de mesurer l'audience à Vendôme, ne pouvait qu'exaspérer les autorités, d'autant que le procès allait maintenant se dérouler en séance publique. Aussi, le 23 pluviôse, une dizaine de jours avant l'ouverture des débats, l'administration départementale arrêta, sur réquisitoire du commissaire du Directoire exécutif, près cette administration, que « le citoyen Delaleu, agent Municipal de la commune de Chaumont, sera tenu de prendre les mesures nécessaires pour mettre ou faire mettre Hésine en arrestation. Lorsqu'il se présentera sur la commune de Chaumont, qu'il le fera transférer dans la maison d'arrêt de la commune de Blois pour être traduit devant les tribunaux compétents ». L'arrêté résultait de différents considérants qu'on ne saurait passer sous silence. Le premier « qu'Hésine pour se soustraire à la loi du 17 fructidor dernier contenant des mesures pour assurer la tranquillité dans la commune de Vendôme sous laquelle il se trouve comme amnistié, circule toutes les semaines de Pontlevoy à Vendôme et de Vendôme à Pontlevoy sous différents déguisements

tantôt en carmagnole, tantôt sous un habit militaire, d'autres fois sous un autre accoutrement ». Puisqu'il circulait ainsi avec cette régularité, comme le répétaient, à satiété, les dénonciateurs, il était facile de le saisir dans le cercle prohibé des 10 lieues sous quelque déguisement que ce fût. Il serait tombé automatiquement sous le coup de la loi du 17 fructidor.

Le second considérant « qu'il (Hésine) enfreint la loi précitée, pour faire circuler un journal qui ne contient que des calomnies, des injures et des blasphèmes contre le Gouvernement, le Directoire exécutif, la Haute-Cour et les autorités constituées ». Dans ce cas on aurait pu l'assigner en justice. On avait reculé devant ce moyen. La liberté de la presse n'interdisait nullement à Hésine de faire paraître un journal dans lequel il lui était loisible, d'attaquer Gouvernement, Haute-Cour et autorités constituées.

Le troisième « qu'aucun amnistié ne peut, aux termes de la loi précitée, approcher de 10 lieues de la commune dans laquelle la Haute-Cour tient ses séances et que celle de Chaumont se trouve dans la distance prohibée. C'était là le seul considérant qui permettait de le faire condamner en vertu d'un texte précis. Pour aller de Pontlevoy à Vendôme par le trajet le plus court il fallait traverser la Loire en bac à Chaumont et de là par Onzain et Herbault on atteignait Vendôme. Et Chaumont se trouve à moins de 10 lieues de Vendôme.

Le quatrième « qu'en se rendant à Chaumont Hésine n'a d'autre objet que de se rapprocher et de se rendre même à Vendôme ». Ce dernier considérant ne fait plus état de la périodicité indiquée précédemment « chaque semaine il circule de Pontlevoy à Vendôme et de Vendôme à Pontlevoy » ; la forme même ne trahirait-elle pas enfin l'ignorance des administrateurs. Nous n'avons pas trouvé jusqu'ici aux Archives départementales de Loir-et-Cher d'ordre émanant du Gouvernement enjoignant à son commissaire à Blois de requérir l'arrestation d'Hésine. Il serait assez peu vraisemblable que le commissaire du Directoire exécutif près l'administration départementale eût agi de sa propre initiative.

L'habile Normand qui se savait étroitement surveillé s'abstenait très vraisemblablement de franchir le cercle au delà duquel on pouvait l'appréhender mais il restait en communication constante avec Vendôme grâce à ses fidèles et sûrs intermédiaires. Il allait pendant un mois encore, jusqu'au 23 ventose, échapper à l'arrestation ardemment souhaitée par les autorités. Et son Journal paraissait toujours sous sa propre signature, publiant même avant l'ouverture des débats publics

(2 ventose) des déclarations de Babeuf, de Germain et d'Antonnelle (n° 28 et supplément du n° 28 du 28 pluviöse).

Depuis le 2 ventose le procès se déroulait en séance publique et l'on sentait bien que l'arrestation de son rédacteur-proprétaire n'allait pas tarder. A l'audience du 8 ventose Babeuf après avoir déclaré que « ses facultés ne lui permettaient pas de faire venir un défenseur officieux » et après un éloge pompeux d'Hésine demanda « qu'on voulût bien adjoindre ce citoyen au nombre des défenseurs. Il ajoutait cependant qu'il craignait de le compromettre et de le livrer à la fureur de ses ennemis ». C'était solliciter la remise en question de la loi du 17 fructidor. Le président Gandon ne put que répondre « que la loi dans laquelle Hésine était compris existait toujours et que c'était à ce dernier à consulter le risque qu'il courait en venant à Vendôme, qu'au surplus il ne croyait pas que la déclaration que Babeuf venait de faire fût une autorisation suffisante pour atténuer cette loi ». Le 12 ventose Babeuf, posa à nouveau la même question, Gandon se borna à déclarer qu'il avait répondu à cet égard.

✱

L'arrestation d'Hésine à Chaumont-sur-Loire

(23 ventose V) 13 mars 1797

Sa condamnation à la déportation

(18 germinal V) 7 avril 1797

Son retour à Vendôme

(20 vendémiaire VI) 11 octobre 1797

Le 19 ventose Bourdon et son adjoint Collin informaient leur Ministre « que l'accusateur public près le tribunal criminel du département vient de prendre un parti contre Hésine ; les scellés ont été apposés hier chez l'imprimeur de son journal et il y a mandat d'arrêt contre Hésine ; il est vrai que le débordement de la part d'Hésine était à son comble. Depuis longtemps il prêche la révolte ; enfin dans son avant-dernier numéro il a donné en lettres italiques le Résumé de la doctrine de Babeuf ; par ce résumé il voue à l'exécration la constitution de l'an troisième et porte aux nues celle de 1793. C'est nous croyons ce numéro qui a décidé le parti pris contre lui ».

C'était effectivement ce numéro, le 33^e, en date du 10 ventose, qui détermina l'administration départementale à dénoncer à l'accusateur public du tribunal criminel, non seulement l'auteur, mais l'imprimeur, les colporteurs et « débi-

tants » dudit imprimé. Ce dernier rapportait, dans une première partie, sous la signature d'Hésine, les séances des 6, 7 et 8 ventose mais encore et surtout, dans une seconde, rédigée en 15 articles séparés « l'analyse de la Doctrine de Babeuf Tribun du Peuple, proscrit par le Directoire exécutif pour avoir dit la vérité suivie encore de la signature d'Hésine qui paraît en être l'auteur. Ladite seconde partie tendant d'une manière formelle et directe à l'avilissement des membres du Directoire exécutif, à l'établissement de la loi agraire, au rétablissement de la constitution de 1793, à l'anéantissement de celle de 1795, enfin à opérer l'anarchie et la dissolution du corps social... provocations et maximes énoncées au susdit journal punies par l'article 1^{er} de la loi du 27 germinal de l'an IV ».

Les Directeurs du Jury, Bazin et Cadot, de l'arrondissement de Vendôme, lieu où le délit avait été commis saisis par l'accusateur public du tribunal criminel de Loir-et-Cher, « décernèrent le 17 ventose mandat d'amener contre le nommé Hésine présumé être à Pontlevoy d'après la notoriété publique ainsi que le transport du Directeur du Jury au domicile du citoyen Cottereau imprimeur de ladite feuille à l'effet de déclarer si c'est lui qui l'imprime et dans ce cas représenter la minute manuscrite qui a servi à l'impression d'icelle. L'accusateur public près le tribunal criminel de Loir-et-Cher avait rappelé la veille aux citoyens Bazin et Cadot que les faits incriminés tombaient sous le coup de la loi du 27 germinal an IV celle en vertu de laquelle Babeuf et Darthé furent condamnés à mort en prairial suivant ». Je n'ai pas besoin de vous recommander que cette affaire exige de votre part toute la célérité et la prudence avait-il ajouté.

Nous savons par la femme d'Hésine (Journal dudit n° 41, 26 ventose) que le mandat d'amener dressé contre son mari fut remis le 20 à Pontlevoy. Le fait est confirmé par une lettre du commissaire central au Ministre de la Police l'informant de l'arrestation d'Hésine le 23 de ce mois à Chaumont. On comprend mal pourquoi le mandat d'amener dressé par le Directeur du Jury de Vendôme et officier de police judiciaire ne fut pas mis à exécution lors de sa signification à l'intéressé. Les documents restent muets sur ce point. L'étau se resserrait de plus en plus sur Hésine. Il ne pouvait pas ne pas le sentir. Comment réagit-il, quels furent les motifs qui le poussèrent à se rendre, le 23 ventose, à Chaumont ?

Selon l'adjoint et l'agent de Chaumont qui rédigèrent, le 24, le procès-verbal de son arrestation, la veille, sur le territoire de leur commune « il s'était présenté pour passer

la barque pour aller du côté d'Onzain (rive droite) puis enfui mais avec l'aide de la garde nationale et de bons citoyens qui ont quitté leurs travaux agricoles pour nous prêter main forte, il fut finalement arrêté ». Le commissaire central, brodant sur ce texte, informa le Ministre de la Police dans les termes suivants : « qu'Hésine se disposait à passer le bac à Onzain pour se rendre à Vendôme et y sucer quelques gouttes du lait de Babeuf ». Il importe d'abord de rectifier une première inexactitude grave. Hésine ne fut pas arrêté lorsqu'il se disposait à passer le bac mais bien à la Cartinière, lieu distant de trois quarts de lieue du clocher de Chaumont et de la Loire, ainsi qu'il résulte du jugement du tribunal criminel du 18 germinal an V (Voir carte d'Etat-Major levée par le dépôt de la guerre en 1845). L'adjoint et l'agent de Chaumont indiquent, en outre, dans leur procès-verbal que, seuls la garde nationale et de bons citoyens de leur commune, intervinrent dans cette arrestation tandis que Dufort de Cheverny mentionne le rôle prépondérant d'un cavalier de la gendarmerie qui se jeta sur ledit Hésine aidé de trois garçons de ferme. Seconde inexactitude. Ce ne fut qu'après l'arrestation à Chaumont qu'intervinrent les gendarmes d'Onzain qui conduisirent l'homme appréhendé aux Carmélites de Blois.

Un point important du récit de Dufort mérite d'attirer notre attention. « Deux fois on l'avait manqué de quelques instants quand enfin le nommé Lami de Chaumont-sur-Loire vint à mourir subitement ; Hésine avait des papiers en dépôt chez lui, il fallait les retirer... il s'y rendit par des chemins détournés... Hésine pérorait, entouré d'enfants, lorsqu'un cavalier de gendarmerie se trouva vis-à-vis de lui. C'était celui à qui Hésine au temps de sa toute-puissance avait ordonné d'arrêter M. le Ray de Chaumont. Ah ! te voilà Hésine dit le cavalier. Pourquoi me tutoies-tu répond Hésine. Je ne te connais pas. Ah ! tu ne me connais pas, reprit le cavalier, quand tu me donnais tes ordres, tu m'appelais par mon nom. Je t'arrête tout seul ; il se jette sur lui... »

Il s'avérait que Lamy venait bien de mourir subitement onze jours auparavant, le 12 ventose. Mais qu'était donc ce Lamy que nous avons rencontré au début de cet article ? Un commissaire à terrier natif d'Ivry-le-Temple (aujourd'hui arrondissement de Beauvais). Le personnage avait dressé le plan terrier de la seigneurie de Rilly ; il s'y était marié en novembre 1787 avec une riche héritière Marguerite Thierry. Le mariage célébré, le couple quitta Rilly et s'installa en Picardie, à Hornoy, où nous retrouvons Lamy comme com-

missaire à terrier de la terre et chatellenie dudit Hornoy. C'est à cette époque que Lamy et Babeuf entrèrent en relations, au lendemain de la publication d'un cadastre universel de Lamy (1790). Mais le ménage revint à Rilly, en 1791, pour procéder au partage des biens de Charles Thierry, décédé, entre ses trois héritières dont Marguerite Thierry femme Lamy. Les Lamy et leurs deux enfants, Charles Antoine et Narcisse, se fixèrent, à Chaumont, à la Toussaint 1792. Lamy père joua un rôle important tant à Chaumont que dans le canton de Pontlevoy dès la fin de l'année 1792 et fut, de ce fait, en relations constantes et étroites avec Hésine dont il partageait, en tous points, les idées. Son fils aîné Charles-Antoine épousa à Vendôme, en mars 1813, Jeanne, Joséphine, Adélaïde Hésine née en 1791 à Pontlevoy.

Que Lamy père servît d'intermédiaire jusqu'à sa mort, le 12 ventose an V, entre Hésine, réfugié à Pontlevoy, et ses amis vendomois nous semble difficilement contestable. Mais, le 23 de ce même mois, Hésine, sans nul doute informé du décès de son ami, aurait-il bien eu l'intention de se rendre, en plein jour, à Chaumont chez sa veuve dont la maison sur le quai de la Loire était contiguë de celle du citoyen Delaleu, l'agent de la commune, le régisseur de Le Ray père, l'ex-seigneur, et ultérieurement celui de son fils, l'agent immobilier américain bien connu. A la vérité Dufort ne savait rien des intentions d'Hésine. Ce que les documents permettent d'affirmer seulement avec certitude c'est que ce dernier fut arrêté à la Cartinière à trois quarts de lieue au sud-est du bourg de Chaumont, trois quarts de lieue également de la Loire. Mais où pouvait-il bien se rendre ? Peut-être chez quelque ami de la rive gauche de la Loire en dehors du cercle prohibé des dix lieues. Nous restons à ce sujet, il faut bien l'avouer, dans le domaine des hypothèses.

Un point important et révélateur qu'on voudra bien nous permettre de signaler : l'inventaire des documents saisis sur Hésine au moment de son arrestation. « Deux cahiers de papier blanc, le Contrat social de Rousseau, deux livres de botanique, un livre latin, deux tomes des œuvres de l'abbé Mably, une défense de Robert Lindet représentant du peuple, plusieurs journaux et mémoires, une loi des codes des délits et des peines et 33 journaux au nom du citoyen Hésine qui s'en est déclaré l'auteur ».

« On le conduit aux Carmélites à Blois. Le peuple était dans l'ivresse ; il fut agonisé (sic) de toutes les injures possibles jusqu'à la prison où il passa la nuit » écrit Dufort. Le lendemain, 24 ventose, le citoyen Durie, président du tribu-

nal correctionnel, directeur du jury d'accusation de l'arrondissement de Blois, l'auteur des « Prisons de Blois », (le pamphlet thermidorien que l'on sait) lui fit subir son premier interrogatoire. Le texte nous en a été conservé. « Je n'ai pas prêché dans mes feuilles la loi agraire, le nivellement des fortunes ; à la vérité il existe au numéro 33 un écrit ayant pour titre Analyse de la Doctrine de Babeuf mais cette pièce est absolument conforme pour l'intitulé et le texte à l'original qui fait partie du procès ; en l'imprimant j'ai rempli ma tâche d'historien, celle de fournir à mes lecteurs les pièces historiques justificatives qu'il convient d'avoir sous les yeux pour bien connaître le procès de floréal ». Il indiquait au surplus qu'il avait appris que « le citoyen Cadot, directeur du jury de Vendôme, sur la dénonciation de l'administration centrale, trompé par la forme de l'écrit qui porte pour titre analyse, croyant que j'y entraais pour quelque chose avait décerné un mandat d'amener contre moi. Je lui ai envoyé un mémoire pour l'éclairer sur le point de l'affaire et ma femme m'a instruit que le citoyen Cadot après avoir vérifié mon imprimé et l'original au greffe de la Haute-Cour a dû lever mon mandat d'amener ». Ces détails pourraient peut-être expliquer pourquoi le mandat d'amener décerné contre Hésine et à lui signifié, le 20, à Pontlevoy, ne fut pas exécuté. En fin d'interrogatoire Hésine réclama sa mise en liberté sur le champ. « Je la réclame pour la liberté de la presse qui serait ouvertement et complètement violée en brisant la plume d'un écrivain courageux qui se dévoue à la défense des principes et de l'innocence ».

Hésine ayant déclaré que son domicile était à Vendôme fut alors renvoyé devant le directeur du jury de cet arrondissement. Bourdon ne manqua pas d'informer Cochon du transfert d'Hésine à Vendôme et de son incarcération dans les prisons de la commune, rue Ferme. « Il avait avec lui une assez grande quantité de papiers. Le directeur du jury se propose de lui faire subir ce soir son interrogatoire (25 ventose). D'après les renseignements que j'ai pris il paraît que le mandat d'amener n'est pas fondé, en ce que le numéro de son Journal qui y a donné lieu, n'est que la répétition d'une des pièces imprimées du procès mais au moyen de ce qu'il a été arrêté dans le rayon de dix lieues et qu'il se trouve par là en contradiction à la loi du 21 floréal rendue applicable à la commune de Vendôme... on croit, par ce moyen, pouvoir le traduire en justice ». Et c'est ce qui se passa. Le jury déclara le 29 ventose que le délit était de nature à mériter peine afflictive et infamante. Le lende-

main 30 ventose, Hésine fut transféré sous bonne et sûre escorte dans la maison de justice du tribunal criminel de Loir-et-Cher à Blois. Les précieux rapports secrets de Bourdon nous apprennent que « lorsqu'Hésine eut été dans les prisons de Vendôme, ses partisans s'occupèrent de l'en tirer par n'importe quel moyen et voyant qu'ils ne pourraient y parvenir par la force ils voulurent employer la ruse. Les forces que le capitaine des pompiers (un anarchiste de première grandeur) avait d'abord promis d'y employer furent changées en fourberies et pour avoir moyen de communiquer à la prison d'Hésine il commença par y mettre trois de ses pompiers... Heureusement que prévenu à temps et me doutant de quelque chose d'après cet emprisonnement j'avertis l'administration et le commandant général de ce qui se passait ».

Réintégré donc dans une prison qu'il connaissait bien pour y avoir séjourné en l'an III, Hésine comparut, les 17 et 18 germinal suivant, devant le tribunal criminel de Loir-et-Cher. L'affaire devait attirer un grand nombre de curieux. Hésine ayant fait appel pour le défendre à Réal, l'avocat des accusés de Vendôme, au lourd passé révolutionnaire et à l'incontestable talent qui devait le porter aux plus hautes fonctions de l'Empire. L'accusateur national Viellart, le général Lestranges et son Etat-Major assistèrent aux débats mais aussi, écrit le commissaire du Directoire exécutif, au Ministre de la Police générale, « un certain nombre d'anarchistes amis de l'accusé, qui avaient même manifesté l'intention de le porter en triomphe s'il était acquitté ou de l'enlever à la police s'il était condamné... aussi des patrouilles parcoururent-elles continuellement les alentours du local occupé par le tribunal » ; ce qui fit dire à Hésine, non sans quelque apparence de raison, que le tribunal de Blois s'est trouvé investi de baïonnettes et de l'appareil de la terreur notamment à la déclaration du jury ».

Le registre des audiences du tribunal criminel de ce département, à la date des 17 et 18 germinal an V, la requête en cassation d'Hésine publiée à Vendôme chez Cottereau Pinçon le 28 suivant et fort opportunément réimprimée par la Société Edhis permettront de se rendre compte du déroulement de ce procès dont les débats présentèrent beaucoup d'intérêt selon le commissaire du département lui-même.

Dans un article à paraître des Annales Historiques de la Révolution Française nous montrerons que Réal qui s'était dépensé avec tant d'ardeur dans ses interventions et plaidoiries tant en faveur d'Hésine à Blois que de Babeuf et de

ses coaccusés à Vendôme sut faire disparaître certains documents qu'il estimait bien trop compromettants pour lui, en particulier les rapports secrets de Bourdon consacrés aux plaidoiries en faveur d'Hésine à Blois, de Babeuf et de ses amis à Vendôme. En ce qui concerne le procès d'Hésine nous pouvons affirmer que l'agent Bourdon disposait des sources d'information les plus sûres puisque c'était un Bourdon (Bourdon-Champigny), peut-être son propre frère, en tout cas un parent très proche qui exerçait les fonctions de commissaire du Directoire près le tribunal criminel.

Le Conseiller d'Etat Réal, chargé de la Police du 1^{er} arrondissement de l'Empire, ne montre-t-il pas, par cette soustraction, l'intérêt qu'il faut attacher au procès qu'il plaidera devant le tribunal criminel de Blois en germinal an V.

Nous n'abuserons pas de la généreuse hospitalité que nous accorde ce bulletin et résumerons à grands traits les arguments que la défense opposa à l'accusation.

Le 17 germinal, Hésine, assisté de son défenseur, proposa la question de savoir si lui Hésine était accusable au moyen de ce que la loi d'amnistie du 4 brumaire an IV ne l'avait pas saisi en état d'arrestation et que par jugement du 2 vendémiaire an IV il avait été renvoyé en mandat d'arrêt devant le directeur du jury de Blois ; d'un autre côté il n'avait pas été destitué mais révoqué de ses fonctions de commissaire exécutif. On pouvait donc affirmer qu'il n'était ni amnistié, ni destitué c'est-à-dire qu'il n'entrait pas dans le champ d'application de la loi du 17 fructidor.

Le tribunal, au contraire, considérant qu'Hésine n'avait recouvré légalement sa liberté que par l'effet de la loi d'amnistie du 4 brumaire an IV, passa outre. Ce qui permit à Réal et à Hésine de consigner par écrit leurs réserves et protestations contre ce premier jugement. « Je déclare que c'est comme contraint que le citoyen Hésine va prendre part aux débats pour qu'aucune fin de non-recevoir ne puisse lui être opposée ».

Le 18 germinal Hésine fit observer que l'ingénieur Cabaille n'avait apprécié les distances de Vendôme au point précis où il avait été arrêté qu'à vol d'oiseau, en se référant à la carte de Cassini, ce qui était insuffisant et en négligeant par ailleurs ce fait que la Cartinière se trouve à une demi-lieue ou trois-quarts de lieue du clocher de Chaumont. Pour Hésine il eût fallu décomposer cette distance en tenant compte de celles d'une commune à l'autre, des sinuosités, des élévations, entendre les témoignages des maîtres de

poste de Vendôme et d'Ecures, qu'on écarta parce que patriotes. Dans sa requête en cassation il devait se plaindre de ce que l'accusateur public Touzard, l'un de ses plus tenaces adversaires, débuta par un discours acerbe où, « au milieu des tableaux usités du règne épouvantable de Robespierre qui m'a fait incarcérer il m'accusait d'être l'auteur d'un journal de la Haute-Cour consacré à la défense de Drouet et autres conspirateurs ». Ce qui était, il faut en convenir, étranger à l'acte d'accusation.

Il apparaissait manifestement que le jury, présidé par Turpin, l'homme de confiance du marquis d'Avaray, le favori du futur Louis XVIII, suivrait l'accusateur public. Réal demanda alors qu'on voulût bien remettre à l'accusé la loi du 4 brumaire an IV qu'on allait lui appliquer. Mais comme elle n'avait pas été enregistrée au greffe du tribunal les juges furent dans l'impossibilité de satisfaire à la demande de l'avocat ; ce qui lui permit de demander l'insertion, au procès-verbal de la séance qu'il lui était impossible de prendre aucunes conclusions. Malgré les talents oratoires de Réal et l'astuce du prévenu, ce dernier fut condamné à la déportation.

Réintégré dans la maison de justice du département, le condamné devait y rester près de six mois encore, jusqu'à son élargissement, le 2 vendémiaire an VI. Dès le 20 germinal, le greffier du tribunal criminel recevait sa déclaration, à fin de cassation des deux jugements intervenus contre lui, les 17 et 18 germinal. Le 28, sa requête en cassation était rédigée, transmise et aussi imprimée à Vendôme chez Cottureau. C'est un document dont nous avons précédemment signalé l'intérêt.

Dans sa prison Hésine allait trouver encore à œuvrer en faveur de deux compagnons de captivité Barbier et Meunier qui avaient été déférés devant le tribunal criminel du département à la requête des juges de la Haute-Cour de Vendôme pour faux témoignages. Ces deux jeunes gens, dont Buonarroti loue la générosité, étaient revenus, on le sait, à l'audience mouvementée de la Haute-Cour du 5 germinal, sur leurs déclarations antérieurement faites, devant le directeur du jury, à Paris. Ce fut Hésine qui rédigea les importants et nombreux mémoires de ses compagnons jusqu'à la date de sa sortie de prison en vendémiaire VI puis multiplia les démarches en leur faveur jusqu'à l'an VIII.

Dans un mémoire adressé en prairial au Ministre de la Justice et transmis, par la suite, au Ministre de la Police il se plaignait de ce « que malgré ses réclamations réitérées on le laissait en état de maladie dans une maison de détention

où il était confondu avec des assassins et demandait à être transféré dans une maison de détention plus salubre telle que celle dite des Carmélites pour y rester pendant le temps que le tribunal de cassation s'occuperait de l'examen de sa procédure ». Mais le Ministre de la Police, se référant aux conclusions de l'administration blésoise, déclara, le 8 messidor, dans une lettre au commissaire du département « que les plaintes d'Hésine étaient mal fondées » ; par ailleurs Cochon crut bon d'ajouter que ces observations sur le mauvais état des prisons n'étaient pas de sa compétence mais de celle du Ministre de l'Intérieur.

L'activité d'Hésine, même incarcéré, ne se démentait pas. Il avait entrepris de faire procéder au toisé de la distance du centre de Vendôme au point où il avait été trouvé le 23 ventôse, « par des hommes probes éclairés et faisant partie des administrations municipales des cantons », 1° pour la voie de traverse c'est-à-dire par Herbault et Chaumont ; 2° pour la voie publique, par le Breuil et Blois. Le certificat de la distance vraie par la voie publique délivré par l'ingénieur ordinaire de Blois avait été visé et légalisé par l'administration de cette ville. L'arpenteur de la maîtrise de Vendôme, le citoyen Haye, avait, de son côté, calculé et toisé la distance de Vendôme à Herbault, enfin un géographe patenté de Blois, celle d'Herbault à la Cartinière, cette dernière opération légalisée par l'administration municipale de Blois. L'administration de Vendôme, en revanche, se refusait de viser le certificat délivré par Haye arpenteur assermenté pourtant de la maîtrise des eaux et forêts de Vendôme. « Je me tais sur les motifs particuliers qui ont pu dicter cet étrange refus aux administrateurs vendomois. C'est à vous écrivait-il, le 21 messidor, au Ministre de l'Intérieur qu'il appartient de les rappeler à leur devoir et de leur faire envisager combien ce mépris scandaleux des droits de l'homme est contraire à l'esprit de la loi. » Hésine ajoutait en post-scriptum que la ci-devant maîtrise des eaux et forêts avait également refusé de certifier la signature de son arpenteur. A une demande d'explication comme suite d'une lettre du Ministre de l'Intérieur à l'administration de Vendôme cette dernière ne put que convenir que le fait était vrai.

Mais cela ne changeait en rien la situation d'Hésine. A la fin de messidor le tribunal de cassation malgré les cinq moyens invoqués par le rapporteur Riolz, et la conclusion favorable du commissaire du Directoire, le tribunal, après une délibération de deux heures et un long partage d'opinions, rejeta la requête d'Hésine.

Lui appliquerait-on la peine prévue par la loi du 17 fructidor rendue applicable à la commune de Vendôme par celle du 21 floréal alors que cette dernière avait été rapportée et que les jugements rendus en application de celle-ci s'étaient vus annulés. La femme d'Hésine se rendit immédiatement à Paris. Le 29 messidor, grâce au concours d'amis de son mari, elle signala, par lettre, cette situation au Ministre de la Police, alerta le 1^{er} thermidor Guimberteau, l'ex-représentant en mission dans le Loir-et-Cher en frimaire an II, pour l'heure membre des Cinq-Cents, et les membres du Directoire eux-mêmes. A la séance du Conseil des Cinq-Cents du 3 thermidor Emery exposa la situation de la pétitionnaire. Accueillie favorablement, la pétition fut renvoyée à une Commission. L'ex-juge de paix des Arcis, le citoyen Viget, saisi lui aussi, s'adressa à Merlin de Douai Ministre de la Justice afin de différer l'exécution du jugement rendu par le tribunal de cassation. « Ma confiance dans vos vertus et dans votre attachement à la Révolution me fait espérer que vous aurez égard à la pétition de la citoyenne Hésine. Ce vous sera un moyen de plus pour soulager votre âme républicaine du pénible devoir de faire exécuter un jugement dicté par la prévention et l'esprit de parti. Tous les citoyens purs et zélés applaudiront à cet acte de justice et de raison de votre part ».

Hésine resta à la prison de Blois et ce ne fut que le 11 vendémiaire an VI, après la poussée de fructidor an V, en exécution d'une loi du 6 vendémiaire qui annulait le jugement rendu en vertu de celle du 17 fructidor, sur la police de la commune de Vendôme, qu'il recouvra sa liberté.

Le 20 vendémiaire il était de retour à Vendôme et le 21, sur sa requête, obtenait de l'administration municipale, un passeport pour Evreux, sa ville natale. Une nouvelle période allait s'ouvrir pour lui, aussi fertile en événements que celle qu'il venait de vivre.

La vie d'une bourgade du perche vendômois
au milieu du XIX^e siècle :

LA VILLE-AUX-CLERCS

par M. J. LACASSAGNE

Sans préambule je vais entrer dans le vif du sujet. Pourquoi avoir choisi ce titre « la vie dans une bourgade du Perche vers la moitié du XIX^e siècle ? »

C'est à cette époque que La Ville-aux-Clercs connaît un développement sans précédent dû à la conjoncture de quatre facteurs essentiels :

- sa situation géographique particulière ;
- l'importance de ses huit foires connues à des dizaines de kilomètres à la ronde et très fréquentées ;
- le nombre des artisans en tous genres ;
- la construction du château de la Gaudinière (1865-1867).

En 1866 la population atteint le nombre record de 1.300 habitants, alors que maintenant il n'est que de 846 après s'être maintenu au-delà de 1.000 jusqu'en 1911.

Je ne retiendrai dans mon propos que quatre faits marquants qui se sont conjugués vers les décades qui précédèrent ou suivirent 1850. Je m'efforcerai d'en rechercher les origines et par ordre chronologique, je vous parlerai donc :

- de la situation géographique du pays ;
- des foires ;
- de l'artisanat ;
- du château de la Gaudinière.

Avant de vous présenter la commune, quelques mots sur son nom : La Ville-aux-Clercs.

Au XII^e siècle, la paroisse porte le nom de la Déconfiture (Desconfectura ou Deffait), jusqu'au XVI^e. Pourquoi ? Je l'ignore ; je ne vois pas quelle relation il peut y avoir avec la bataille de Fréteval en 1188 que Philippe Auguste perdit contre Richard Cœur de Lion et qu'il aurait qualifiée de bataille de la Déconfiture. Vers la fin du XII^e siècle et au début du XIII^e siècle apparaît le nom de Villa-Cléricorum. De Saint-Venant dans son dictionnaire donne deux explications possibles quant à cette origine. La première vient du fait qu'en 1225 les chanoines créèrent une prêtre à la paroisse de la Déconfiture qui serait devenue la paroisse où se trouvaient des Clercs, c'est-à-dire des religieux. La seconde version est différente. Vers 1190 les magistrats et les clercs (laïcs) de Vendôme fuient les horreurs de la guerre et viennent se réfugier au château féodal de Fort-Girard, situé dans la paroisse. Ces lieux se seraient alors appelés la Villa-des-Clercs, c'est-à-dire des gens lettrés. Il est bien difficile de trancher.

SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune d'une superficie de 2.600 hectares dont 825 hectares de bois a une altitude de 135 mètres. Elle n'indique pas encore le Perche mais le laisse deviner. Une citation du Bulletin vendomois confirme mes dires. Le narrateur écrit : « Le jour nous trouve à La Ville-aux-Clercs, les Vendomois s'y croient dans le Perche, mais les Percherons renient La Ville-aux-Clercs. Le pays des haies commence franchement à Chauvigny ; à La Chapelle-Vicomtesse nous y sommes tout à fait ». C'était vrai ; mais hélas que restera-t-il de la physionomie de ce Perche dans la décennie à venir alors que les pommiers sont presque tous arrachés et que les haies disparaissent avec une rapidité incroyable. La commune appartient au canton de Morée. Le bourg n'est pas au centre de la commune, il est construit à l'embranchement des routes Montoire-Cloyes et Vendôme-Droué sur la rive droite du Gratteloup.

La Ville-aux-Clercs au milieu du XIX^e siècle était le centre d'attraction de six communes distantes de 5 à 6 kilomètres : Danzé, Romilly, Chauvigny, Busloup, Fontaine-Raoul, Rahart. C'est probablement pour cette raison qu'elle devint chef-lieu de canton sous la Révolution. C'était un petit centre administratif ; le percepteur, la poste, le notaire, le juge de paix, la gendarmerie, le docteur, le vétérinaire y étaient installés. On venait donc les consulter et plus particulièrement le jeudi, jour du marché. C'était également un centre commercial où l'on venait s'approvisionner.

Un peu plus loin, à une quinzaine de kilomètres à la ronde on trouve les chefs-lieux de canton de Vendôme, Cloyes, Montoire, Morée, Mondoubleau. Plus loin encore à une soixantaine de kilomètres on a le choix entre les villes de Tours, Orléans, Chartres, Le Mans.

Le rappel de cette situation se trouve dans l'agrément royal de Louis XIV, parchemin au lourd sceau de cire rouge, qui octroie en 1699, cinq foires nouvelles à la paroisse de La Ville-aux-Clercs pour les motifs suivants : « Le commerce du blé, des bestiaux, des fruits y est très facile, attendu que la paroisse est d'un abord commode, située sur la grande route des Pays Blésois, haut et bas Vendomois, Val du Loir, Touraine, Anjou, Berry et autres provinces à proximité des villes de Vendôme, Châteaudun, Mondoubleau et autres villes à quatre ou cinq lieues aux environs ». La commune était alors traversée par la route de Paris-Bordeaux et l'Espagne qui fut déviée en 1771 pour prendre le nom de grande route royale aujourd'hui nationale 10.

La route Le Mans-Orléans qui coupe la commune à l'ouest est aménagée en 1840. Le Conseil municipal y attache grande importance pour le transport du minerai de fer, « cet oxyde terreux de l'espèce connue dans le commerce sous la dénomination de fer bâtard ou demi-roche aisé à fabriquer et très propre pour les ouvrages de maréchalerie et de serrurerie ».

Située à l'orée du Perche, à proximité de la Beauce, La Ville-aux-Clercs était désignée pour être un centre de transaction entre une région d'élevage et une région céréalière. Les Beaucerons y venaient acheter des chevaux percherons dont ils avaient besoin et que produisait l'arrière-pays ; ils profitaient de communications faciles. Essor commercial indiscutable.

LES FOIRES

Elles étaient très connues, très fréquentées et au cours des siècles elles ont développé l'économie du pays.

Au nombre de huit au XVIII^e siècle, la plus ancienne était antérieure à 1581 ; cinq étaient créées en 1699 par Louis XIV et deux autres en 1793. Elles se tenaient régulièrement le 20 janvier, le 19 mars, le 25 mai, le 19 juin, le 24 août, le 4 octobre, le 17 novembre, le 23 décembre.

Les transactions portaient surtout sur le commerce des bestiaux. Les animaux arrivaient la veille ou le matin. On pouvait voir sur les routes de longues files de poulains, l'air

indolent dû à la fatigue, la tête de l'un attachée par une longe à la queue de celui qui le précédait, le garçon d'écurie guidant la colonne. Les porcs étaient transportés dans des civières accrochées sous les carrioles, tandis que les moutons étaient entassés dans une voiture gerbière aménagée pour la circonstance. Le matin de la foire chaque espèce regagnait l'emplacement qui lui était imparti. C'était le marché aux poulains et le marché aux vaches situés de chaque côté de l'église, le marché aux porcs sur la place de la gendarmerie, le marché aux moutons à l'intersection des routes de Danzé et de Romilly. Les apports étaient nombreux ; à la foire d'octobre 1810 on comptait 200 chevaux, 250 à 300 vaches et 1.900 moutons ; le 17 novembre 400 à 500 chevaux et 200 vaches étaient répartis sur le foirail ; le 19 mars en plus des chevaux et des vaches on dénombrait 900 porcs.

En 1819 la valeur approximative et en total des objets de consommation et de commerce qu'on apporte à l'occasion des huit foires s'élève environ à 300.000 francs. En 1817 le prix d'une vache varie entre 38 et 95 francs, soit 70 francs. C'est ce que révèle un état de fournitures pour les troupes alliées, à savoir les troupes autrichiennes don de la Sainte-Alliance. De nos jours le cours moyen d'une vache est de 180.000 de nos anciens francs, soit environ 2.500 fois plus. Le montant annuel des ventes au cours des foires s'élevait donc à la coquette somme de 750.000.000 de nos anciens francs. La seule foire du 17 novembre, la plus importante donnait un chiffre d'affaires de 250.000.000 de nos francs anciens. Pour l'ensemble des foires, la commercialisation des porcs se montait à 40.000.000 de francs. Bien entendu, il n'est pas question du marché hebdomadaire du jeudi qui est très suivi.

Les marchands de bestiaux ne sont pas les seuls ; de nombreux boutiquiers envahissent l'ancienne halle et tous les lieux disponibles au centre du bourg. Les chapeliers, les cordonniers, les sabotiers, les jardiniers de Vendôme, les marchands de légumes, les pâtisseries, les marchands d'habits venus des villes voisines et bien d'autres encore sont présents. Le montant de leur vente s'élève au cours de l'année 1818 à une trentaine de mille francs, soit en reprenant le coefficient précédent, environ 75.000.000 de nos francs. On peut imaginer qu'une nombreuse affluence se pressait autour de la multitude des boutiques.

Ces marchands forains étaient tenus de verser à l'adjudicataire, des droits de placage. Il était perçu pour chaque emplacement de boutique ou d'échope établis sous la halle 25 centimes par mètre carré, soit 625 francs, tandis que les

emplacements à découvert près de la halle ou sur la place ne payaient que 10 centimes. Les animaux étaient taxés à 5 centimes du mètre linéaire. Les particuliers qui faisaient voir des curiosités ou les teneurs de jeux sur la place publique s'entendaient réclamer 90 centimes du mètre carré, soit plus de 2.000 francs.

D'autres précisions quant à la fréquentation des foires viennent de la consommation des boissons uniquement à ces occasions. On relève que la commune, dont le bourg ne compte guère que 300 ou 400 habitants possède 28 auberges, cafés, cabarets, restaurants, hôtels, auxquels s'ajoutaient les cabaretiers étrangers venus s'installer sur les diverses places. De nos jours il n'y a guère plus de 28 débits de boisson à Vendôme !

En 1818 il a été bu 111,71 hectolitres de vin, 65,44 hectolitres de cidre et 334 litres d'eau-de-vie. Si nous considérons les verres actuels de 7 centilitres nous constatons qu'il fut bu 159.585 verres de vin et 93.845 verres de cidre ! A l'époque les verres étaient plus grands. Il fallait des visiteurs en grand nombre pour ingurgiter tout ce liquide. On constate que les foires les plus suivies étaient celles de juin et de novembre.

Avant de terminer faisons un tour de foire. Il faut être matinal car de bonne heure les premiers acheteurs beaucerons sont là. Ils ont voyagé toute la nuit ; ils se rendent aussitôt dans les auberges où on loge à pied et à cheval. Après avoir bu le « champoro », café arrosé d'alcool et la rinçonnelle qui suit, ils vont jeter un coup d'œil vers les écuries. A l'Hôtel de l'Ecu, 150 chevaux peuvent prendre place dans les remises. Avant le jour, à la lueur vacillante de la lampe tempête, les garçons d'écurie préparent les chevaux ; ils sont occupés à entrelacer avec dextérité la paille de seigle peignée et les crins de la queue des chevaux. Ils confectionneront une sorte de natte dont l'extrémité supérieure laissera dépasser une pincée de paille qu'on coupera dès que l'animal aura trouvé acquéreur.

Dans la matinée les places des marchés respectifs sont garnies. Les voitures à cheval arrivent de toutes parts et s'alignent en longues files, serrées étroitement, une roue sur le trottoir, une roue sur la chaussée, les limons de l'une placés sous les roues de celle qui précède. La foule est de plus en plus dense, fendue de temps à autre par un poulain au trot excité par le fouet du marchand. Les accords sont scellés autour d'un verre de vin et les débitants de boisson commencent à s'affairer. Midi arrive rapidement, les restaurants s'em-

plissent et servent le repas traditionnel : soupe grasse, tête de veau et pot-au-feu.

L'après-midi une autre clientèle arrive. Ce sont les fermières qu'intéressent surtout les boutiques où elles comptent faire des emplettes car les marchands ambulants sont très rares. Elles sont flanquées de leurs enfants, les plus grands, auxquels on avait fait la promesse d'aller à la foire pour les récompenser. La foire, c'est la fête. Les camelots vantent à qui mieux mieux leurs produits. Le temps passe vite, d'autant plus qu'on rencontre des connaissances. Peu à peu la foule s'éclaircit ; à la tombée de la nuit il restera encore des tablés d'attardés, occupés à jouer aux cartes. Le lendemain on se reposera et on commencera à préparer la foire suivante.

Mais ces foires, ces débits de boisson troublent la quiétude des édiles municipaux. Le pays semble être un foyer de désordres : les délits se multiplient, le jeu ruine les habitants et ce n'est plus un garde champêtre qu'il faut, mais une brigade de gendarmerie pour rétablir l'ordre, les bonnes mœurs dans une bourgade que l'on pourrait croire dissipée à l'extrême. Ecoutez plutôt la délibération prise par le Conseil municipal en mai 1837.

« Toujours occupé des besoins de la commune, le Conseil réclame le rétablissement de la brigade de gendarmerie à pied dans la commune de La Ville-aux-Clercs. Il expose pour raison de ce rétablissement que depuis la suppression de la gendarmerie dans cette résidence le nombre des délits a considérablement augmenté, que dans le pays couvert de haies et de chemins une gendarmerie à cheval n'exerce qu'une surveillance incertaine. Le même inconvénient a lieu également quant aux délits de chasse, que les délits sont arrivés à un tel point qu'on enlève le bois avec des voitures, que la commune de La Ville-aux-Clercs a huit foires par an et un marché par semaine qui réclament la présence d'une gendarmerie, que 28 auberges, cafés et cabarets exigent l'activité perpétuelle de la police, surtout à cause du jeu qui a déjà ruiné un grand nombre d'habitants du pays ».

La mentalité des gens de La Ville-aux-Clercs risque d'apparaître sous un mauvais jour. Je crois qu'il faut surtout voir dans cette délibération un plaidoyer en faveur du retour de la brigade de gendarmerie.

De toute cette activité débordante, il ne reste plus rien aujourd'hui. L'année 1957 vit disparaître les derniers poulains, bien qu'en 1950, à la suite d'une publicité intense pour le maintien des foires, les places du bourg furent recouvertes

de boutiques comme cela ne s'était jamais vu depuis un demi-siècle. Tel maître Cornille dans les Lettres de mon Moulin on aurait cru à la supercherie. C'était le chant du cygne. Je conclurai comme Alphonse Daudet « tout à une fin en ce monde, et il faut croire que le temps des moulins à vent était passé, comme celui des coches sur le Rhône, des parlements et des jaquettes à grandes fleurs » et j'y ajouterai : « Comme le temps des foires ! »

L'ARTISANAT

Ce courant commercial intense avait amené de nombreux artisans à s'installer. Je vous rappellerai à cet effet une communication de M. Maillard qui fut censeur au lycée de Romorantin. Je l'avais rencontré par hasard au lendemain de la dernière guerre. J'avais été frappé par la fraîcheur des souvenirs de cet octogénaire, né à La Ville-aux-Clercs, qui aimait son pays avec ferveur. C'est pourquoi je l'avais sollicité en 1948 pour qu'il aide les élèves de ma classe à l'établissement d'une monographie communale. Ecoutez ce récit. Nous sommes en 1865.

« L'artisanat non sapé par le machinisme industriel était chez nous très florissant (aucun pourtant n'y fit fortune) et remarquable par le nombre et aussi — soyons-en fiers — par l'adresse, le goût de nos artisans locaux. J'ai maintes fois, en visitant d'autres provinces, pu comparer l'élégance, le fini des œuvres, même de simples instruments agricoles, qu'on y trouvait avec ce qui se faisait chez nous. C'était à notre avantage. Le menuisier Dady meublait les riches demeures à de grandes distances. Les simples charrues d'alors au versoir de fonte portant ces mots : « Cornilleau à La Ville-aux-Clercs », versoir au galbe si coulant, se rencontraient dans nombre de fermes beauceronnes en Eure-et-Loir, Loiret et jusqu'en Brie.

Vers 1850, l'équipe estivale des maçons marchois venait régulièrement. Nous avions 4 entrepreneurs de maçonnerie et les chantiers étaient actifs - 3 boutiques de charrons, une dizaine d'ouvriers en comptant les patrons - 4 menuisiers ébénistes et une dizaine d'employés - un bourrellier et 3 personnes - 2 maréchaux et 5 à 6 hommes - 2 serruriers et 4 travailleurs - 6 cordonniers faisant et raccommodant les chaussures et une dizaine d'hommes - 4 sabotiers travaillant et vendant en boutique, au moins 12 ou 13 ouvriers, car outre ceux qui bûchaient, creusaient ou paraient à l'atelier j'en vois quatre travaillant chez eux pour l'un ou l'autre patron -

un tourneur et trois personnes - 2 boulangers, 2 bouchers, un jardinier et 3 ou 4 aides - 2 tisserands - un charpentier - un peintre - un ferblantier - 2 scieurs de long et 4 hommes - 2 tailleurs d'habits - une sage-femme. Pendant longtemps on pouvait dénombrer chez nous 22 cafés, hôtels ou auberges, même 28. Voilà qui suppose une activité qui n'est plus ».

L'ECOLE

Avant de passer au dernier volet de cette communication, je voudrais rappeler que vers 1850, La Ville-aux-Clercs possédait une école fréquentée non seulement par les enfants de la commune, mais aussi par les enfants des communes voisines qui voulaient bien se déplacer. Je ferai appel encore aux souvenirs de M. Maillard et vous les livre tels quels.

« Vers 1850 l'école était installée au premier étage de la Halle, mais d'une halle très vétuste, construite en bois, juchée sur de gros poteaux de bois déjà fort branlants et située sur la place, en bordure du terrain qui avait été en des temps plus lointains, le cimetière.

Là, le terrible M. Renou régentait petits gars et petites filles. On venait même, par de mauvais chemins, des communes voisines se placer sous sa férule et suivre ses « savants cours ». Outre qu'il tenait sa place au lutrin, il était en même temps tisserand et maître d'école. Il découpait son papier acheté à la rame et cousait ses cahiers avec des franges de fil de chanvre que lui laissait chaque fin de trame d'une pièce de toile achevée.

Les procédés disciplinaires étaient variés, spontanés, inattendus ! Sans parler des petites tortures d'un usage fort répandu en ces temps déjà lointains comme les coups de règle sur le bout des doigts et la station prolongée à genoux dans les sabots, voici quelques sévices inédits :

— Deux élèves inattentifs causent entre eux, le maître furieux les appelle ; il a sous la main un fragment de corde, il les ceint ensemble avec un nœud coulant, serre ce singulier fagot comme un bûcheron fait avec un hart d'osier, un pied sur le nœud et tirant sur la corde, puis soulevant le fagot il va le jeter dans un coin...

— Trois enfants, dont une fillette sont par lui contraints de s'asseoir sur une petite sellette de 30 centimètres placée sous une table et d'y demeurer une heure, repliés sur eux-mêmes, la nuque écrasée par le plateau de la table, celui du milieu seul étant assis, les deux autres, accrochés seulement par une fesse au petit banc trop court...

— Un bavard est appelé au bureau et s'y présente en larmes, le bec ouvert. M. Renou saisit la pelote de fil à coudre les cahiers, l'introduit dans la bouche de l'enfant et d'un coup de paume de la main la force à entrer. Après un temps, il veut reprendre sa pelote de fil et fait de vains efforts, les doigts dans la bouche du petit martyr tout congestionné et doit enfin avec canif et ciseaux découper le fil qu'il n'obtient que par courts fragments. La pelote détremnée et gonflée par la salive et les larmes s'était dilatée dans la bouche et étouffait le patient...

Ces diverses scènes, mon père élève alors, en fut le témoin horrifié et plus d'une fois m'en a fait le récit précis, me donnant les noms de ses camarades brutalisés. Il s'exerça sous ce rude maître, pendant quatre ans à faire des bâtons. Est-ce pour cette raison qu'il resta jusqu'à presque 87 ans un véritable calligraphe ?

Après le départ de M. Renou, M. Thiercelin fut vers la fin de sa carrière mon maître. M. Thiercelin n'avait pas les méthodes de son prédécesseur. Je le revois dans son éternelle redingote grise, débonnaire et vieillissant, trop souvent payé de ses soins par l'ingratitude et l'irrespect de polissons dont je veux taire le nom et marquant le carrelage d'un large semis de tabac à priser, partout où il s'arrêtait pour suivre ou guider l'action d'un moniteur dans un petit cercle de lecture.

— Je dois parler de l'« Asile », c'était l'école maternelle que j'ai suivie pendant quelques années : 1869-1870-1871, avant d'entrer à la « Grande Ecole » où, à cette époque, M. Thiercelin avait comme adjoint M. Fouquet dont je fus d'abord l'élève.

A l'Asile une sœur se rendait chaque matin et passait sa journée à enseigner l'alphabet aux tout-petits, aidée dans sa tâche par une bonne vieille demoiselle atteinte d'un douloureux tic nerveux : Mlle Olympe Glasson, belle-sœur du perruquier-épiciier-tambour de ville et des pompiers.

— A l'école quand j'y parus, on n'avait déjà plus comme livre de lecture « l'Oncle Joseph », ni comme livre d'histoire ce gentil petit volume qu'avait connu mon père, dont chaque chapitre donnait la vie et les exploits d'un roi de France avec, pour chacun, inscrit dans un cercle, le portrait de chaque roi — même de ceux dont l'existence peut être contestée : Pharamond portait un turban, mais Clodion déjà portait couronne !

« L'Oncle Joseph » était une suite de scènes de la vie familière se situant surtout en Berry.

Nous avions pour lectures le catéchisme, l'histoire Sainte de Bénard, les « Lectures courantes » de Caumont, le catéchisme agricole en questions et réponses ; pour l'histoire et la géographie, une bien modeste brochure.

J'allais oublier que chaque samedi, on lisait le Psautier, texte exclusivement latin que nul ne comprenait, des versets de la Bible dont chacun, dans le cercle débitait un verset comme on travaille à la chaîne.

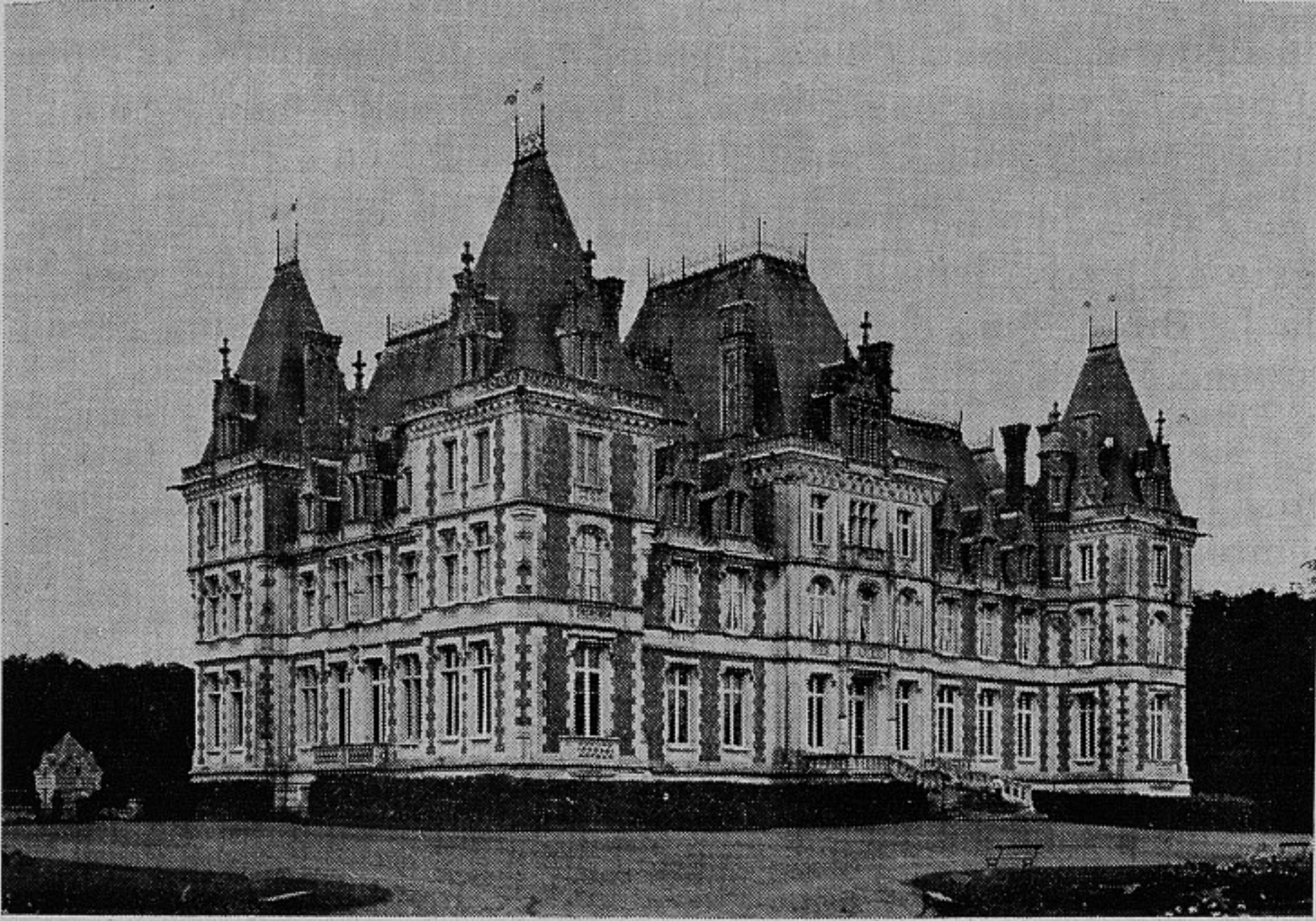
— L'école avait parfois la visite des « Autorités ». C'était M. l'Inspecteur primaire Istria, dont l'accent corse nous semblait chose singulière. Il venait accompagné de M. le Curé de la paroisse. C'était M. Barillon ancien notaire, adjoint au maire qu'il remplaçait souvent. Il se présentait en pantoufles, enveloppé de son ample robe de chambre à carreaux écossais et coiffé d'une calotte de soie !

Le Certificat d'Etudes primaires était sans doute de création récente, quand M. Landais successeur de M. Thiercelin présenta un candidat, Modeste Vivet, en 1877, le premier diplômé de l'école. Deux ans plus tard c'était mon tour. Les candidats étaient alors peu nombreux, l'examen à Pezou. J'ai souvenance d'y avoir fait un fidèle récit des derniers moments de Bayard, mais je les situais au passage de « la Bérésina ». Ce lapsus ne nuisit pas à mon succès, mais causa une explosion bruyante de joie chez mon jeune et enjoué examinateur, le Dr Piédallu de Morée ».

Ce docteur Piédallu que mon grand-père avait en grande estime était un médecin au grand cœur qui exerçait sa profession avec beaucoup de talent et de désintéressement. Quand Mme Piédallu à court d'argent réclamait des notes anciennes, le docteur se rendait chez ses clients les plus déshérités et sortait de son gousset quelques pièces en leur recommandant de ne pas oublier d'aller payer Mme Piédallu.

Il semble donc que de 1850 à 1870 on dispense un enseignement très élémentaire qui permet cependant aux bons élèves de se manifester. Pas de contestataires, le terrible M. Renou ne les aurait pas supportés.

LA GAUDINIÈRE



Vers 1850, grâce aux foires et à un artisanat renommé, La Ville-aux-Clercs est une bourgade importante du Perche Loir-et-Chérien avec Mondoubleau et Droué. A cette époque existait le château de Fort-Girard. Il y a lieu de rappeler qu'avant la Révolution, la Ville-aux-Clercs était le chef-lieu d'un doyenné qui comprenait 12 paroisses et qu'elle était le siège d'une haute justice seigneuriale. Le château de Fort-Girard était le chef-lieu du fief du prévôt de La Ville-aux-Clercs. A l'origine château féodal, il fut remplacé vers le XVII^e ou XVIII^e siècle par un château style Renaissance. Les seigneurs du lieu étaient bien en cour et contribuèrent certainement au développement du pays, puisque l'un d'eux Conseiller du Roi réussit à obtenir de Louis XIV en 1699 la création de cinq foires nouvelles. Je signalerai au passage le diplomate Loménie de Brienne, chargé par Richelieu de conduire en Angleterre en 1623, Henriette de France pour y retrouver son royal époux Charles 1^{er}. Loménie de Brienne connu sous le nom de M. de La Ville-aux-Clercs fit le voyage de concert avec l'envoyé du roi d'Angleterre Buckingham, immortalisé par Alexandre Dumas. Après avoir assisté au mariage anglican à Canterbury il retraversera la Manche pour assurer la reine mère Marie de Médicis que le mariage

avait été consommé à la commune satisfaction de leurs majestés britanniques. Ce Monsieur de La Ville-aux-Clercs joua également un rôle important à la journée des Dupes aux côtés de Richelieu. On note aussi comme hôtes du château de Fort-Girard des ascendants de l'Impératrice Joséphine. César de Vendôme s'y installa pour fuir les horreurs des guerres de religion.

Le dernier châtelain, M. de La Panouze, laissa le souvenir d'un homme familier, affable, toujours prêt à rendre service. Il permit vers la moitié du 19^e siècle, par des cessions de terrain, au bourg de se développer et de se peupler. Je ne sais pour quelles raisons, le vicomte de la Rochefoucauld acheta le domaine en 1878, fit raser le château, comblant les vastes sous-sols avec les matériaux de la superstructure et fit construire un peu plus haut un rendez-vous de chasse devenu de nos jours hôtel et restaurant.

Vers 1854, après son mariage avec Marie Adolphine Sophie Colbert de Chabanais le 40^e seigneur de Fréteval, Marie Auguste Mathieu Stanislas Vicomte de la Rochefoucauld, troisième duc de Doudeauville, qui avait hérité de sa mère la terre de Fréteval vint habiter La Ville-aux-Clercs, pour y édifier de 1864 à 1867, son château de la Gaudinière, une somptueuse demeure. Cette construction, avec tous les ouvriers qui y travaillèrent, et la nombreuse domesticité qui devint attachée au service du châtelain, donna à La Ville-aux-Clercs un éclat inattendu, accrut encore son prestige et en fut en quelque sorte le couronnement.

La famille de La Rochefoucauld est une famille très ancienne qui descend de seigneurs qui furent rois de Jérusalem ; dans sa généalogie on retrouve le nom des descendants de Colbert et de Louvois. Les Le Tellier possédaient la seigneurie de Doudeauville ; c'est ainsi que Antoine Polycarne de la Rochefoucauld en épousant une demoiselle Le Tellier devint premier duc de Doudeauville. C'était le grand-père du vicomte de La Ville-aux-Clercs qui fut Directeur Général des Postes et ministre du Roi en 1824, tandis que son grand-père maternel, Mathieu, Félicité duc de Montmorency Laval était ministre des affaires étrangères en 1821, puis gouverneur du duc de Bordeaux, petits-fils de Charles X, futur comte de Chambord.

Issu de familles illustres, Mathieu de la Rochefoucauld n'avait pas l'esprit cultivé de ses aïeux, ni de son père qui joua un rôle actif sous la Restauration, ni même de son frère Sosthène. Au physique c'était un homme grand et gros (120 à 140 kg) avec une longue barbe rousse. En raison de son poids

il ne chassait pas à courre dans sa magnifique forêt, car il fatiguait trop rapidement son cheval. Aussi était-il toujours accompagné de son fidèle palefrenier Legrand qui n'accusait sur la bascule que 45 kilos. De temps à autre ils échangeaient leur monture.

Son caractère est tout entier dans sa devise « C'est mon plaisir ». Cette phrase était incrustée dans la pierre tout autour du château ; on la retrouvait sur les harnais des chevaux et sur le matériel roulant : calèches, landaus, victorias, carrosses. Elle est digne du seigneur de la Gaudinière ; riche, puissant, arrogant et autoritaire ? Il ne céda jamais un pouce de terrain pour faciliter la construction d'une maison. Il achetait sans cesse. Sa fortune était considérable, A sa mort la terre de la Gaudinière comprenait 4.691 hectares dont 3.146 hectares de bois et de forêt et le reste, soit 1.545 hectares, en plaine. Les domaines, fermes, métairies et lieux divers s'étendaient sur les communes voisines : Busloup, Fréteval, Pezou, Lisle, Chauvigny, Fontaine-Raoul. La fonderie de Fréteval, la papeterie de Courcelles lui appartenaient également sans compter ses hôtels de Paris et Cannes. Si l'on ajoute les capitaux investis pour l'édification de son château, on peut dire que le patrimoine du vicomte de la Rochefoucauld s'élevait à plusieurs milliards de nos anciens francs.

Les habitants de La Ville-aux-Clercs le supportaient plus qu'ils ne l'aimaient. De nombreuses anecdotes illustrent ses traits de caractère. Je les rapporte parce qu'elles sont amusantes, sans pour autant en garantir toujours l'authenticité.

On raconte que Mathieu de la Rochefoucauld et Napoléon III vivaient en profonde intimité et que le premier s'ingénia à ridiculiser le second, à l'occasion de l'inauguration d'un pont sur la Seine. Un arrêté stipulait que seul le carrosse impérial était tiré par six chevaux. Quelques instants avant que le cortège officiel traverse le pont, le châtelain de La Ville-aux-Clercs passa avec un carrosse attelé de six chevaux précédés d'un âne. Grand scandale qui lui valut, paraît-il d'être expulsé de Paris pour deux ans.

Une légende veut que pour se venger de cette décision le Vicomte de la Rochefoucauld demanda à l'empereur l'autorisation de paver l'une des pièces de son château avec des pièces de 5 francs, frappées à l'effigie du souverain, mais posées à plat, pour qu'il puisse mieux le piétiner. Napoléon III, pour que le nombre en soit plus grand, aurait seulement consenti à ce que les pièces fussent mises sur le champ. Est-ce vrai ?

Le propriétaire de la Gaudinière, qui était maire de la commune, eut malgré la crainte qu'il inspirait, des démêlés avec les sapeurs-pompiers. Il les avait habillés à ses frais, ils avaient même, paraît-il un fusil pour assister aux cérémonies. Ils étaient allés en tenue à une exposition à Paris sans bourse délier. Par contre il était interdit de célébrer le 14 juillet, et de défiler drapeau en tête. Or le 14 juillet 1885 les pompiers passèrent outre l'interdiction et défilèrent. Aussitôt ils furent sommés de rendre le pantalon. Il leur était impossible désormais d'assister à une manifestation. La pièce vestimentaire ne fut rendue qu'à la Sainte-Barbe. Le journal local, « Le Progrès de Loir-et-Cher » du 13 décembre 1885 raconte le fait sur un ton sarcastique.

« Les marguilliers, le Conseil municipal, la compagnie des sapeurs-pompiers avaient été engagés à un banquet offert moins à l'occasion de la Sainte-Barbe qu'en l'honneur de la réhabilitation des pompiers dont le duc-maire avait bien voulu par un acte de sa haute bienfaisance ordonner le réenculotement.

Car il est bon de le dire, chaque disciple de Sainte Barbe est rentré dans le frusquin respectif que le seigneur duc lui avait enlevé à titre de pénitence au moment du 14 juillet ».

Toute différente était la duchesse de la Rochefoucauld. Sa beauté, son charme, son éducation, son tempérament d'artiste, son comportement envers les malheureux en ont fait un personnage sympathique. Décédée en 1917, ceux qui de nos jours l'ont connue en parlent avec respect. Elle eut à souffrir des extravagances de son mari.

LE CHATEAU

Maintenant que vous connaissez les deux hôtes, revenons au château.

Celui-ci fut édifié par le vicomte de la Rochefoucauld, sur l'ancien domaine familial de la vieille duchesse de Montmorency, sa grand-mère. Cette dernière avait fait bâtir au début du XIX^e siècle une vaste maison avec écuries spacieuses destinées à abriter les équipages de nombreux invités au moment des chasses. C'est sur ce même emplacement que son petit-fils fit construire de 1864 à 1867 le château dont il devait s'enorgueillir.

Bâtie au lieudit la Gaudinière, au milieu d'une magnifique forêt, cette somptueuse demeure fut l'objet d'un reportage de la revue *Fémina* vers 1890, peu après la mort du vicomte.

C'est ce récit, bien qu'un peu emphatique que je vous soumetts :

« Ce château un des plus beaux et des plus complets de France est situé dans le Blaisois pays déjà riche en princières demeures, au milieu de la forêt de Fréteval dans le Vendomois. Une avenue de cinq kilomètres y accède. Le domaine est vraiment royal, l'édifice également avec son corps de logis central, flanqué de deux ailes terminées à leur tour par deux élégants pavillons. A droite et à gauche, perpendiculairement s'allongent les communs bâtis sur arcades dont la disposition rappelle heureusement la cour intérieure du château de la Rochefoucauld berceau de la famille en Angoumois.

« Il faudrait des colonnes et des colonnes pour énumérer les merveilles qui y sont contenues et à l'aménagement desquelles ont présidé l'éclectisme le plus éclairé le goût le plus sûr. Le style des appartements et des pièces de réception s'inspire de la Renaissance, cette époque gracieuse et riche entre toutes qui édifia sur les rives de la Loire tant de merveilles aux délicates sculptures. Les mille détails de cette splendide floraison de pierre se trouvent dans les moindres nervures des plafonds, dans les encadrements des portes, dans les médaillons, les cheminées et les chapiteaux.

« Les salles succèdent aux salles, les salons aux salons et l'œil ébloui ne sait ce qu'il doit le plus admirer.

« Ici c'est l'escalier de pierre à la rampe purement sculptée, qui emprunte l'élégance de ses révolutions aux modèles fournis par les châteaux de Chambord et de Blois. Là est le salon d'entrée, où deux grandes toiles attirent et retiennent l'attention. L'une représente Mme la duchesse de Doudeauville, l'autre, feu le duc à cheval en uniforme de vénerie. Plus loin dans le salon d'honneur une cheminée monumentale encadrée en bas-relief de toute beauté, représente le baptême de François 1^{er}.

« On ne peut pas citer tout : il faut passer vite, trop vite. Ce ne sont de toutes parts que crédences sculptées, bahuts précieux, tapisseries et toiles rares et tout cela s'avive de gerbes de fleurs, de retombées de verdure, de reflets d'émaux et de faïences. Un faste vraiment royal, telle est l'expression qui se présente d'elle-même aux lèvres pendant cette visite. On risque quelquefois de l'employer trop facilement ailleurs ; ici, elle n'est que l'expression de la vérité ».

Je préciserai qu'au sous-sol se trouvaient l'office du maître d'hôtel, les cuisines, le logement du concierge et l'installation de chauffage. Le rez-de-chaussée comprenait les appartements du vicomte et de la duchesse, tandis que le premier étage était

réservé aux invités et le second au personnel domestique. Les communs abritaient les écuries : 150 chevaux pouvaient y loger. Le nom de chaque animal était inscrit sur une plaque de marbre. En dehors du château se trouvaient deux serres, l'orangerie, le chenil et le manège où s'entraînaient les chevaux. L'étang formait une belle pièce d'eau, au milieu de laquelle surgissait un élégant pavillon aménagé en salle de jeux. Une petite usine à gaz alimentait une rampe encerclant le château à la hauteur du premier étage et illuminait les façades les jours de fête, de réception ou à l'occasion des chasses.

LES FETES

Le château fut terminé en 1867, le vicomte de la Rochefoucauld mourut en 1887 ; ses deux fils décédèrent avant lui vers l'âge de vingt ans. Pendant dix ou quinze ans seulement cette somptueuse demeure fut le siège de réceptions fastueuses qui défrayaient la conversation dans toute la haute société aristocratique.

Parmi ces grandes manifestations on signale le baptême des cloches. Deux avaient été offertes par le duc et une par M. de la Panouze. Elles étaient destinées à remplacer celles qui au temps de la Révolution étaient devenues canons pour repousser l'envahisseur.

Fête solennelle qui fit grand bruit, attira une foule nombreuse et fit dire au médecin de La Ville-aux-Clercs, le docteur Roux — un homme qui avait vécu à Paris ! « A la cour on ne fait pas mieux ».

Présence de l'évêque, afflux d'invités venus au château avec leur suite et leur propre cavalerie, calèches aux lourds écussons d'argent massif qui ne roulèrent que ce jour-là et qu'on vit longtemps dans les remises de la Gaudinière. Chaque calèche portait deux laquais debout à l'arrière. Deux compagnies de musiciens, l'une à pied, l'autre à cheval faisaient partie du cortège. Le soir : cavalcades, retraites aux flambeaux. Un vieux cocher du château rapporta : « Il y avait dans le bourg 105 chevaux de chez nous ».

Les chasses à courre attiraient la haute noblesse ; princes de Ligne, comte de Beaufremont, ducs et pairs d'Angleterre. Ils sont les hôtes habituels du château. Bon nombre amènent pour le temps de leur séjour leurs propres équipages. On courre le cerf en des chevauchées qui entraînent meute, chasseurs et piqueurs jusqu'à travers les bourgs lointains. La futaie était superbe et giboyeuse, tel garde ne déclarait-il pas qu'il y avait 1.000 à 1.200 biches et cerfs dans toute l'étendue

boisée. Il était courant de rencontrer des hardes de plus de trente animaux. Le menu gibier était tout aussi nombreux ; tel comte de Bourbon avait tué dans un après-midi sans avoir eu beaucoup à se déplacer cent lapins et un grand nombre de faisans. Cette forêt giboyeuse était surveillée en permanence par une douzaine de gardes qui devaient être continuellement en éveil. Il arrivait au vicomte de la Rochefoucauld de rentrer la nuit à l'improviste. Il éprouvait alors un malin plaisir à tirer quelques coups de fusil dans les bois. Le lendemain il demandait qu'on lui rapporte les faits de la nuit écoulée. Malheur s'il y avait erreur sur le nombre et la direction des coups de fusil.

Je ne vous parlerai pas des dégâts que commettaient aux cultures tous les animaux sauvages. Comme tous les cultivateurs étaient tous plus ou moins sous la domination du château, personne n'osait se plaindre.

En 1870, le duc est maire de La Ville-aux-Clercs et Conseiller général. C'est à ce titre qu'il donne en juillet 1870, avant la guerre, une réception dont il voulut honorer les membres du Conseil de Révision en tournée dans son arrondissement. La description qui suit fut rédigée par un membre de la famille :

« Nous arrivâmes à la Gaudinière dans des calèches attelées en poste à quatre chevaux, chaque calèche suivie de deux hommes d'attelage.

Postillons et piqueurs étaient poudrés, revêtus de la livrée rouge amarante brodée d'or.

En tête du cortège galopaient les hommes de l'équipage de chasse au nombre d'une quarantaine. Le bicorné posé en bataille, ils sonnaient en parties leurs plus entraînantes fanfares...

Près de la grille, deux suisses, hallebarde au poing rendaient les honneurs ; sur chaque marche du perron, se faisant vis-à-vis, des valets de pied en culotte courte, bas de soie et perruque poudrée, faisaient la haie. Toute la maison, tout l'équipage étaient présents.

Le spectacle était vraiment féérique. Le soir, grand dîner de gala servi dans la vaisselle d'argent et de vermeil.

Les plus belles réceptions de Compiègne se trouvaient encore dépassées en haute élégance, en luxe, magnificence et bon goût ».

Une dernière flambée de faste bruyant fut le comice agricole de 1878. La ferme de Beauvoir venait d'être bâtie pour devenir une ferme modèle et pourvoir à l'approvision-

nement du château. Un régisseur particulier la dirige, un chef de culture conduit le personnel. Le comice agricole de 1878 y tient ses assises et un grand concours — animaux et produits agricoles, labourage — attire une foule considérable dans la plaine voisine. Pour le troupeau bovin on a fait venir deux vaches suisses. Le soir, retraite aux flambeaux, nombreuse cavalerie montée par des gens porteurs de torches, vêtus en garde française (gilet rouge à boutons d'argent, habit bleu, tricorne et perruque blanche nouée sur le milieu du dos, bottes à revers). Un splendide feu d'artifice comme les villes ne s'en offrent pas, avec scènes de labourage en flammes multicolores et cascades de feux tout autour des places, clôturait la journée.

Un incident, une fusée égarée s'en va enflammer une meule chez M. Vivet, vétérinaire : les gendarmes ! les pompiers ! On sort d'un capiteux banquet ; altercation et conflit violent entre M. Landais, lieutenant des Pompiers et le grincheux gendarme Desgris. La meule est consumée ; le feu s'éteint.

Le duc meurt en 1887 ; son épouse conserve l'usufruit de la propriété. En 1917 elle décède et tous les biens reviennent à sa petite nièce par alliance Hedwige, Françoise de la Rochefoucauld qui avait épousé le prince Sixte de Bourbon Parme, frère de l'Impératrice Zita, Impératrice d'Autriche et de Hongrie. La propriété est alors vendue et dépecée et Sixte de Bourbon Parme intente un procès à l'Etat français parce qu'il prétend avoir des droits sur le château de Chambord, mis sous séquestre au cours de la première guerre mondiale. Il se dit d'ailleurs résidant à Chambord qu'il n'a jamais habité. En novembre 1934 le château de la Gaudinière brûle ; la forêt est saccagée.

Le vicomte de la Rochefoucauld fit construire au cours des années 1882-1883, un hospice ou asile au lieu dit la « Grande Borne » qui existe toujours, dans le but d'hospitaliser des vieillards, notamment ceux qui avaient servi à la Gaudinière, mais aussi pour servir de mausolée aux défunts de la famille de la Rochefoucauld. Il est curieux de constater que cette construction a été édifiée après le décès de ses deux fils Marie Charles Mathieu Sosthène, vicomte de la Rochefoucauld décédé dans sa vingtième année, et Auguste François Marie Mathieu Sosthène vicomte de la Rochefoucauld décédé dans sa dix-huitième année en 1881.

Le vicomte de la Rochefoucauld, son épouse et leurs deux fils reposent dans la chapelle que précède un narthex ou cloître funéraire.

Il existe sous la chapelle de la Grande Borne 48 cases qui devaient recevoir les dépouilles des propriétaires de la Gaudinière, descendant des de la Rochefoucauld. Hélas, cette descendance s'arrêta très tôt.

Aujourd'hui il reste dans le bourg de La Ville-aux-Clercs, trois constructions offertes à la commune par le vicomte de la Rochefoucauld en 1853 alors qu'il venait de s'installer dans le pays : l'immeuble qui sert actuellement de mairie et de salle de réunion ; le presbytère et une maison tenue jadis par des religieuses achetée par un particulier. Cette maison était revenue à la famille de la Rochefoucauld en 1902, les clauses de la donation, n'étant plus respectées.

CONCLUSION

Maintenant il me faut conclure. Pour moi, l'apogée de La Ville-aux-Clercs se situe vers les années 1870. De cette consécration, il ne reste plus rien et pourtant si le destin avait été favorable, il aurait pu en être autrement. J'admets que les foires et l'artisanat, sources de richesses il y a un siècle, ne pouvaient se maintenir de nos jours.

Mais, si la route Paris-Bordeaux et à l'Espagne n'avait pas été détournée, si le château de Fort-Girard n'avait volontairement été détruit, si le château de la Gaudinière n'avait malencontreusement brûlé, si la forêt avait été exploitée rationnellement, je crois que la bourgade se ressentirait encore de sa grandeur passée. On dit même, et là je ne suis pas affirmatif que la ligne de chemin de fer Paris-Vendôme, devait traverser la forêt et de Cloyes, rejoindre Vendôme par La Ville-aux-Clercs ? Le vicomte de la Rochefoucauld usant de son influence serait intervenu pour qu'on ne touche pas à sa futaie. Il y a dans le bourg, une rue inachevée, qui se termine en cul-de-sac et qui devait être la rue de la gare, si j'en crois les anciens du pays. Est-ce vrai.

La Ville-aux-Clercs laissa donc passer sa chance à maintes reprises, car les occasions qu'elle eût de s'affirmer ne se sont pas présentées dans les communes voisines. Peut-être en aurait-il été autrement de nos jours !

Je suis arrivé à La Ville-aux-Clercs, il y aura tantôt 41 ans, en septembre. J'y ai passé toute ma carrière d'enseignant. J'ai vu le château de la Gaudinière, bâtie alors récente puisqu'elle n'avait qu'une soixantaine d'années : château imposant, bien conditionné, élégant et harmonieux, construit selon le caprice d'un aristocrate fortuné, au milieu d'une admirable futaie. Il ne méritait pas le sort qui fut le

sien. Je me rends de moins en moins en ces lieux, car la nostalgie s'empare de moi. L'étang embroussaillé privé de son charmant petit pavillon, démoli comme celui de la Verrerie, les grands cèdres séculaires presque tous détruits par les intempéries ou le vandalisme, les ruines du château que situe seulement un pan de mur, voilà ce qui reste de la magnifique propriété qui attirait la foule des promeneurs aux beaux jours. Depuis des lustres, les jeunes mariés n'offrent plus à leurs invités la promenade rituelle qui les conduisait parmi les massifs fleuris de la cour d'honneur. La hache a passé. La pioche a suivi.

Que sont-elles devenues les trois grandes vues, ces trois superbes allées de dix mètres de large taillées au cordeau qui partaient du perron. De l'une on découvrait le clocher de La Ville-aux-Clercs, de l'autre le pavillon de la Verrerie et de la troisième vue, dite de Colbert, on voyait le hameau de l'Ecotière.

Et ces vieux chênes dont la majesté attirait le regard, comment ont-ils fini ? Le hêtre de Montmorency surnommé le beau hêtre qui présentait sur quatre mètres de hauteur des inscriptions sculptées dans son écorce par des promeneurs d'un jour a été abattu en 1926-1927. Le bois est resté inutilisé ; il a pourri sur place. Et les Robinsons, ces trois chênes creux issus d'une même souche qui portaient un kiosque auquel on accédait par un escalier intérieur, ne recèleront plus la statuette de Saint-Fiacre que le chef jardinier allait déposer dans une niche aménagée sur l'un d'eux pour qu'à l'occasion de la fête du patron des jardiniers, la duchesse y dépose son obole.

Le 1^{er} mai on se donne rendez-vous auprès des ruines depuis plusieurs années. Des milliers de visiteurs se déplacent à la quête d'un brin de muguet ; mais le sapin qui se fait de plus en plus envahissant tolérera-t-il la présence de la gracieuse clochette à son pied ?

Le 1^{er} mars 1959 le son du cor a retenti pour traquer non le cerf, mais le sanglier. Pâle imitation des éclatantes fanfares dont l'écho se répercutait au fond des bois. Les habits rouges de quelques maîtres d'équipage ne surent faire oublier les brillants cavaliers qui en des chevauchées effrénées suivaient les meutes sur les traces du gibier.

Il faut se rendre à l'évidence, quoiqu'on fasse, la Gaudinière et tout ce que renfermait ce nom a vécu. Le château construit pour satisfaire l'orgueil d'un homme, n'a-t-il pas été victime de la devise présomptueuse qu'il portait sur ses pierres : « C'est mon plaisir ».

De l'Histoire Locale, à l'Histoire Nationale

Une lettre de l'Abbé Grégoire

La quête aux documents pouvant aider à la rédaction de notre communication : « Un curé constitutionnel : Jean-Louis Quesnot » (bulletin vendomois 1970. Page 100) a amené notre confrère et ami, M. Bouis, professeur honoraire à Blois, à nous communiquer la lettre que nous reproduisons, conservée aux Archives départementales de Loir-et-Cher (L. 300).

Bien qu'elle ait été déjà utilisée par des historiens elle présente un tel intérêt en ce qui a trait aux événements et une telle importance pour qui veut connaître les idées, le caractère, le tempérament de Grégoire qu'il nous semble impossible de la celer aux lecteurs de notre bulletin.

J. A.

Paris, 22 7bre 1792

L'an premier de la République.

On vient de décréter cette ère.

Messieurs et chers concitoyens. (1)

L'an dernier le sieur Capet s'évada le 21 juin. Cette année, le 21 septembre, nous avons anéanti le trône de ce monstre couronné. Depuis hier la joye m'a suffoqué au point de n'avoir pu manger ni dormir.

La royauté abolie en France est l'acheminement à la fédération des peuples.

La lettre que vous avez bien voulu m'écrire m'annonce que le curé de Saint-Martin de Sargé (2) a prêté son serment avant le décret relatif aux réfractaires et que conséquemment, il est dans l'exception favorable. Je ne retrouve pas en ce moment sa lettre que je vous renverrai.

Je n'ai pu jusqu'ici m'occuper des diverses commissions qui m'ont été données pour les agents du ministère. Aujourd'hui je verrai Roland, il va quitter ce poste parce qu'ayant la faculté d'opter, il préfère d'être à la Convention nationale.

Je réclame votre bienveillance, Messieurs, pour MM. les administrateurs du département de Loir-et-Cher...

Un article urgent. On pille les fruits provenant du jardin de l'évêché. A la porte de l'évêché est la femme du jardinier qui a insulté Mme Dubois c'est-à-dire une des personnes les plus vertueuses que j'aie jamais connu, et les imprécations et les outrages sont portés au point que Mme Dubois en est désolée ; deux motifs puissants : la crainte de voir l'évêché au pillage et la sécurité personnelle de Mme Dubois vous décideront, sans doute, Messieurs, à chasser au plus tôt cette mégère de portière.

Nous venons d'envoyer trois commissaires à Orléans pour apaiser les troubles.

Ce soir ou demain on proposera d'élever en face des Tuileries une statue à la liberté avec diverses inscriptions dont une sera le décret qui abolit la royauté.

Je viens de voir Manuel et Sergent, le décret sera proclamé demain avec la plus grande solennité. Payne est arrivé ; nous dînons aujourd'hui ensemble, dommage est qu'il sait très peu le français.

On annonce en ce moment que l'armée de Dumouriez est aux prises avec l'ennemi depuis quinze heures et comme on n'a vu aucun fuyard on augure merveille de l'issue du combat. Je ne vous garantis rien ; ce qu'il y a de sûr c'est qu'une lettre de Dumouriez que Piéton m'a montrée donnait des espérances sur l'avantage de sa position.

Salut cordial et fraternel.

Grégoire.

(1) Vraisemblablement les membres du directoire du département.

(2) Il ne s'agit pas de Quesnot, curé de Saint-Cyr de Sargé mais de Housseau, curé de Saint-Martin de Sargé. La lettre de Grégoire confirme les conclusions de l'abbé Gallerand (Les cultes sous la Terreur en Loir-et-Cher) et infirme les affirmations de M. Alexandre (Histoire de Sargé sous la Révolution). Housseau ne s'est pas pressé de prêter le serment constitutionnel (voir bulletin vendomois. 1970 - page 116).

